

Renée **KAPLAN-LAAGEL**

Docteur en Droit - Licenciée ès-Lettres

Contribution à l'Étude
de la
Pensée Politique de Henri Heine

1954



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41555602_0071

Renée KAPLAN-LAAGEL

Docteur en Droit - Licenciée ès-Lettres

THÈSE

*présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Droit
de Montpellier pour l'obtention du grade de Docteur en Droit*

Contribution à l'Étude de la Pensée Politique de Henri Heine

Président du Jury : M. le Professeur DELBEZ

Assesseurs : M. le Professeur COMBY

M. le Professeur DESMOULIEZ

JUIN 1948

FACULTÉ DE DROIT DE MONTPELLIER

MM. BECQUE, Doyen, Professeur de Droit Civil.
VIALLETON, Professeur de Droit Civil.
GUENOUN, Professeur de Droit Romain.
LEGAL, Professeur de Droit Criminel.
DEMONTES, Professeur de Droit Civil.
ANTONELLI, Professeur d'Economie Politique.
DELBEZ, Professeur de Droit International Public.
TISSET, Professeur d'Histoire de Droit.
de LAUBADERE, Professeur de Droit Constitutionnel détaché au Maroc,
Directeur de l'Institut Juridique de Rabat.
CABRILLAC, Professeur de Droit Commercial.
COMBY, Professeur d'Economie et de Législation exotique.
AUBENAS, Professeur de Droit Romain.
MILHAU, Agrégé, Chargé du Cours de Droit Administratif.
PEQUIGNOT, Agrégé, Chargé du Cours de Droit Administratif.
DESMOULIEZ, Agrégé, Chargé du Cours de Droit Constitutionnel.
DIJOL, Chargé d'un Cours de Capacité.

Administration :

MM. BECQUE, Doyen.
LEGAL, Assesseur.
....., Secrétaire.



Honorariat :

MM. MORIN, Doyen, Professeur honoraire.
COURTIN, Professeur d'Economie Politique.
DUBOIS, Secrétaire.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans cette thèse ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

A MES PARENTS

*en témoignage de ma profonde reconnaissance
et de ma très vive affection.*

A MON MARI

A MES FRERES

A NOTRE PRESIDENT DE THESE

MONSIEUR LE PROFESSEUR DELBEZ

Professeur de Droit International Public

*Qui a bien voulu nous faire le très grand
honneur d'accepter la présidence de cette
thèse. En témoignage respectueux de notre
reconnaissance.*

A NOS JUGES

MONSIEUR LE PROFESSEUR COMBY

Professeur d'Economie et de Législation exotique

MONSIEUR LE PROFESSEUR AGRÉGÉ DESMOULIEZ

Chargé du Cours de Droit Constitutionnel

AVANT-PROPOS

Parmi les écrivains allemands, Heine est l'un de ceux qui furent le plus fréquemment analysés en France. Le fait que pendant près de vingt-cinq ans il ait été au nombre des célébrités parisiennes suffirait à expliquer cet intérêt que nous lui portons, mais il eut surtout, aux yeux des français, le mérite d'être à partir de 1830 le champion des idées révolutionnaires en Allemagne.

En essayant de dégager son œuvre de tout ce qui lui confère un caractère d'actualité trop prononcé et en cherchant au contraire quelles en furent les idées directrices, la pensée politique de Henri Heine se révèle sous deux aspects principaux : libéralisme et socialisme.

Or, la Rhénanie, terre natale de Heine, étant le berceau des idées libérales et sociales allemandes, il peut être intéressant d'établir rapidement un parallèle entre le libéralisme rhénan et celui de Heine.

Formant frontière entre l'Allemagne et la France, les Etats Rhénans furent soumis aux influences de chacune de ces nations. Le résultat fut, au point de vue politique, l'élaboration d'une doctrine participant des deux cultures et caractérisée par un effort fait en vue de concilier le libéralisme français et le régime autoritaire conforme à la tradition prussienne. Née vers 1815, cette doctrine se précisa peu à peu et finit par donner corps à un système qui, au Landtag uni de 1847, rallia la majorité des libéraux allemands.

Ses traits essentiels étaient les suivants :

Le libéralisme rhénan restait attaché à la monarchie, mais à une monarchie constitutionnelle. Il demandait des institutions représentatives, reconnues par une constitution écrite, octroyée par le roi et ne pouvant être modifiée qu'après une décision prise en commun par la Couronne et l'Assemblée. Le roi conservait la souveraineté, mais l'Assemblée élue représentait la participation de la nation au gouvernement.

D'autre part, l'alliance entre le peuple et la Couronne constituait aux yeux des Rhénans un moyen de répandre l'idée de Staatsbürgertum à laquelle ils étaient attachés. En intéressant le peuple à la chose publique, ils espéraient le détourner de l'esprit de particularisme provincial et d'intolérance religieuse qui, jusque là, avaient entravé son évolution vers l'unité. Transformée en état constitutionnel, la Prusse devait en même temps devenir un état centralisé et laïque.

La doctrine de Heine devait apparemment conduire au même résultat, c'est-à-dire : établissement d'une monarchie constitutionnelle, disparition des privilèges nobiliaires et des religions d'état, unité de l'Allemagne.

Mais les principes qui sont à la base des réformes demandées par les libéraux rhénans et exigées par Heine sont opposés.

De l'occupation française, les rhénans avaient conservé les idées de liberté et d'égalité issues de notre Révolution. Ils avaient apprécié également l'autorité et la puissance dont jouissait le pouvoir central. En conséquence, lors de leur annexion à la Prusse, ils essayèrent d'introduire dans ce pays l'idée de Staatsbürgertum, c'est-à-dire, l'idée d'un état admettant l'égalité civile qui exclut les privilèges sociaux dus à la naissance et l'égalité devant l'état qui fait plier les privilèges provinciaux devant l'unité nationale.

Mais là s'arrête l'influence française.

Le libéralisme rhénan restait un libéralisme allemand. Il avait le respect des autorités établies, il restait soumis à la dynastie régnante, il était dominé par l'idée nationale.

C'est un libéralisme qui avait pour but le renforcement du pouvoir central. Il visait d'une part à accroître l'autorité de la Couronne, qui, par l'octroi d'une constitution s'assurait le concours du peuple, d'autre part, il cherchait à rassembler autour d'elle et à son profit, toutes les forces qui s'épuisaient vainement en rivalités provinciales.

Le libéralisme rhénan restait subjugué par la collectivité et il a fini par disparaître devant elle.

Par opposition, le libéralisme de Heine procède de l'individualisme.

Heine avait subi bien plus profondément que ses compatriotes l'influence française. Son libéralisme était entièrement sous la dépendance des idées de la Grande Révolution ; il descendait directement de celui des hommes de 1789.

A sa base, il y avait un déplacement de souveraineté. Heine admettait le principe de la souveraineté populaire, rejeté par les rhénans. Comme les français naguère, lorsqu'il demandait une constitution, c'était beaucoup moins pour renforcer l'autorité royale que par défiance à son égard. La constitution était avant tout à ses yeux, une sorte de garantie, destinée à protéger le peuple contre l'arbitraire monarchique ; c'était, pour reprendre son expression, « une assurance pour cause de vie et de mort ». Quant à l'Assemblée élue, Heine ne songeait nullement à réduire son rôle à celui d'un simple conseil. La forme de gouvernement qu'il envisageait avec le plus de sympathies était la monarchie anglaise, or, en Grande-Bretagne, les Assemblées ont un rôle prépondérant. C'était la forme anglaise, étudiée en Rhénanie vers 1845 seulement, que Heine préconisait dès 1830. Contrairement au libéralisme rhénan, il voulait dépouiller la Couronne de ses principaux attributs : le roi ne devait plus être détenteur du pouvoir, mais seulement représenter l'idée du pouvoir.

Au point de vue constitutionnel, le libéralisme de Heine était donc distinct du libéralisme rhénan, sur le plan national, il n'y avait pas davantage de contacts entre les deux doctrines.

Tout comme les libéraux rhénans, Heine voulait l'unité allemande, mais une unité conçue différemment et surtout conçue dans un autre but. Le nationalisme des rhénans correspondait à des nécessités économiques : ils avaient en vue la constitution d'un état fort, capable de protéger l'industrie naissante.

Pour Heine, l'Allemagne était surtout un peuple et l'unité politique restait à l'arrière plan. Pour lui, il s'agissait avant tout d'une unité culturelle. Il cherchait à détourner l'esprit de ses compatriotes des querelles religieuses et provinciales afin de concentrer leur attention sur les progrès de la civilisation, sur la tâche d'émancipation qui leur restait à accomplir. Tous les allemands devaient s'unir, mais pour achever le grand œuvre de la révolution française, pour réaliser la Démocratie universelle.

Dans le domaine politique, il semble impossible d'associer Heine à l'école libérale rhénane, le socialisme ne les rapproche pas.

Conformément au caractère autoritaire qui est le fond de toute politique allemande, fut-elle libérale, le libéralisme rhénan n'admettait qu'un socialisme d'état restreint.

Le socialisme de Heine, comme son libéralisme, était individualiste. Alors qu'après son échec, vers 1848, le libéralisme rhénan se replia sur lui-même et retomba dans l'indifférence, Heine n'abandonna pas la lutte ; le socialisme devint pour lui une nouvelle phase du combat pour l'émancipation universelle. Heine fut libéral parce qu'il cherchait à émanciper l'individu de toute entrave politique, il fut anti-religieux afin de le libérer des contraintes spirituelles, il fut socialiste pour lui épargner, ou tout au moins amoindrir, les servitudes matérielles.

La doctrine politique de Heine, sous ses principaux aspects, resta donc étrangère à celle de ses compatriotes, même lorsqu'ils furent libéraux, et les divergences de vue qui le séparaient des Rhénans peuvent sans doute être attribuées à des conceptions initiales différentes.

Le libéralisme rhénan était un système politique précis. Il avait été élaboré afin de maintenir, d'une part, les avantages obtenus lors de l'occupation française, d'autre part, pour renforcer l'autorité étatique et la rendre capable de protéger les intérêts économiques. C'était une doctrine réaliste.

Le libéralisme de Heine était idéologique. Partant des principes de la révolution de 1789, il s'était assigné comme but final l'émancipation de l'humanité. Il n'était plus question d'intérêts matériels restreints, c'était une tâche beaucoup plus vaste qu'il se proposait, et l'étendue même de l'œuvre à accomplir lui confère parfois un caractère utopique.

Différent de celui des Rhénans, il s'apparentait plutôt à celui de l'Allemagne du Sud, en particulier de la Bavière, mais il semble qu'il ait été encore bien plus proche des doctrines françaises. Le libéralisme de Heine était issu des principes de notre Révolution, son socialisme s'était formé au contact des saint-simoniens, c'est pourquoi ses idées politiques présentent pour nous un intérêt particulier : étudier la pensée de Heine, c'est encore un peu étudier un des aspects de la pensée française.

*Les hommes sont trop dépravés pour qu'il
puisse y avoir une sage politique.*

MABLY (Œuvres ; XIV, 46.)

INTRODUCTION

I. L'Allemagne au début du XIX^e siècle.

« Né à une époque troublée, où rien de stable n'était assuré, mais où levaient en Europe les germes de toutes les grandes idées modernes : la nationalité, la liberté, l'égalité, Heine fut mêlé à tous les grands mouvements qui en résultaient. Révolutions, luttes politiques, enthousiasme national, il a tout vu de près, en adversaire ou en partisan convaincu. »¹

Il semble donc nécessaire avant d'aborder l'étude de la pensée politique de Heine, de retracer brièvement la situation de l'Allemagne au début du XIX^e siècle et de rappeler quels étaient les grands courants de pensée qui se partageaient alors l'opinion.

L'Allemagne du XVIII^e siècle avait une vie politique extrêmement réduite. Tandis que le régime parlementaire était déjà solidement établi en Angleterre et que la France voyait son système politique entièrement bouleversé par la Révolution de 1789, l'Allemagne vivait encore sous un régime féodal.

Le pays était divisé en un grand nombre de petits états dont les souverains s'efforçaient de maintenir le particularisme. Quant à l'élite intellectuelle, à cette époque la seule capable de penser, elle se préoccupait uniquement de questions artistiques, littéraires et philosophiques.

Cet état de chose devait durer jusqu'aux guerres napoléoniennes.

Au début du XIX^e siècle, surtout vers 1830, c'est-à-dire à l'époque où Heine prend nettement position en matière politique, la situation était entièrement changée.

La jeunesse, grandie sous l'occupation étrangère, n'avait plus la même indifférence que les générations précédentes à l'égard des questions politiques. Les sentiments patriotiques avaient été éveillés par les appels répétés de poètes comme : Arndt, Koerner, von Schenkendorf ; de penseurs, von Humboldt, mais surtout par les « Discours à la nation allemande » prononcés pendant l'occupation même par le philosophe Johann Gottlieb Fichte.

L'Allemagne souhaitait la liberté, l'unité, et sous l'aiguillon d'un orgueil national blessé, ces diverses aspirations se fondirent : libéraux et réactionnaires s'unirent dans une même haine contre Napoléon et les Français. Cette haine devint la mesure du patriotisme germanique ; Arndt,

¹ J. Legras : *Henri Heine, poète*, p. 392.

dans un poème célèbre : « Des deutschen Vaterland », définit l'Allemagne par rapport à elle.

Was ist des deutschen Vaterland ?

.....

Wo jeder Franzmann heisset Feind,

Wo jedèr Deutsche heisset Freund ;

*Das soll es sein.*¹

C'est pourquoi, tous, plein d'enthousiasme, prirent les armes pour ce qu'ils appelèrent la guerre de délivrance, la « Befreiungskrieg ».

Cette levée en masse contre l'ennemi commun avait fait naître de grands espoirs au cœur de certains. Ils voyaient déjà une Allemagne unie, forte, prête à reconstituer le Saint-Empire Romain Germanique. La victoire des alliés ruina leurs illusions.

La paix n'apporta pas aux Allemands l'unité espérée, mais à sa place, la création d'une Confédération Germanique réunissant 38 états, dirigée, non par un parlement, mais par un « Bundestag », assemblée siégeant à Francfort-sur-le-Main, sous présidence autrichienne.

D'autre part, le Congrès de Vienne marqua le triomphe de la Réaction. La Sainte-Alliance, réunissant l'Autriche, la Russie, la Prusse, puis d'autres états chrétiens, n'avait d'autre but que de maintenir le statu quo en Europe et de pourchasser partout l'esprit de la Révolution française. L'ancien régime fut consolidé et par conséquent, les petits souverains allemands furent confirmés dans leur autorité. Monarques absolus, ils régnaient « de par la grâce de Dieu », rétablissant avec l'appui de l'Eglise un système de monarchie patriarcale dans leurs états. Les résultats ne se firent pas attendre. On assista dans toute l'Allemagne à une renaissance du particularisme qui rendait plus difficile encore la réalisation des projets d'unité.

Autre sujet de contrariété pour les patriotes : les partages faits à Vienne. Ce furent les règles de la diplomatie traditionnelle qui prévalurent. Les diplomates représentaient les maisons régnantes et leurs intérêts. Les frontières furent donc établies sans tenir aucun compte des populations et de leurs désirs. Il ne fut naturellement pas davantage question de réalités économiques. Ces partages devaient par la suite être cause de bien des agitations.

Une des premières manifestations du mécontentement général en Allemagne fut la Création de la « Burschenschaft ». La jeunesse universitaire se jeta dans l'opposition. Protestant contre l'absolutisme, elle avait un idéal où se retrouvaient les idées de patrie et de liberté. Sa devise : « Jugend, Wissenschaft, Vaterland » était suffisamment vague pour rallier la grande masse des étudiants. Le tricentenaire de la Réforme, le 8 octobre 1817, leur fournit l'occasion d'une réunion générale sur le Wartburg, cérémonie durant laquelle fut créée une fédération nationale des divers groupements.

¹ *Qu'est-ce que la patrie de l'Allemand ?*

.....

(Le pays) où chaque Français s'appelle ennemi

Où chaque Allemand se nomme ami

Voilà ce qu'elle doit être.

Pour imprécises que soient restées ces aspirations libérales, elles attirèrent cependant l'attention du gouvernement autrichien, en particulier de son ministre Metternich, qui fit dissoudre le mouvement dès novembre 1819.

La presse aussi aurait pu se faire l'écho de l'agitation populaire, mais elle fut l'objet de mesures draconiennes. Toute presse politique fut interdite. Le visa de la censure était obligatoire pour toute œuvre ayant moins de vingt feuillets et les écrivains ne pouvaient même pas choisir librement le sujet qu'ils désiraient traiter. La presse libérale devait donc profiter d'une critique littéraire, d'un récit de voyage..., et à leur occasion, glisser une allusion politique aussi discrète que possible si elle voulait survivre.

En présence d'une telle situation, l'indifférence ou même la neutralité à l'égard des questions politiques n'était plus possible. L'Allemagne préoccupée uniquement d'art, de littérature, de philosophie au siècle précédent commença à s'intéresser à la politique. Elle qui, pour parler avec Heine, était restée la terre d'élection de l'idéalisme, prit conscience d'un monde différent. La classe intellectuelle découvrit pour ainsi dire le monde réel, positif.

Il se créa un double courant d'opinion.

Un courant de pensée nettement réactionnaire. Appuyée par les catholiques allemands, cette tendance était favorable à un état fort, allié à l'Eglise. Elle soutenait l'autorité des souverains, les privilèges, et, en général, tout ce qui fit l'éclat de la période féodale. C'était une sorte de romantisme politique qui, se souvenant de la splendeur passée du Saint-Empire, aspirait au retour de cet âge d'or.

L'autre tendance était libérale et prenait naissance dans les anciens Etats Rhénans.

Ce pays, pendant l'occupation, avait joui des libertés françaises ; notre Code y avait été en vigueur et y avait apporté l'égalité pour tous, l'abolition des privilèges. Lorsque la Sainte-Alliance reprit possession de ces territoires et y étendit ses bienfaits, ils ne furent pas accueillis avec enthousiasme.

Tous les regards se tournèrent vers la France.

Vaincue, son sort n'en paraissait pas moins enviable aux libéraux allemands. Malgré la restauration des Bourbon, elle avait une constitution et un parlement ; sa presse restait libre ; elle avait sauvé le principe de l'égalité de tous ses citoyens. Bref, elle était le seul territoire du continent qui avait partiellement échappé à l'emprise de la réaction. La Révolution n'y avait pas seulement laissé un simple souvenir.

Dès lors, une partie de l'opinion germanique modifia son attitude envers nous. En 1813, tous les Allemands s'étaient sentis soulevés par une même vague anti-française. Quelques années plus tard, les libéraux considéraient notre pays comme le seul capable de leur apporter une aide. La France devint pour eux synonyme de « Terre Sainte de la Liberté ».

La Révolution de 1830 vint augmenter encore la puissance du rayonnement français, attiser les espoirs. « Tous les arbres de l'espérance refleurirent, et même tous les troncs les plus rabougris et qui étaient séchés depuis longtemps poussèrent de nouveaux bourgeons. Depuis que

Luther avait défendu ses thèses à la Diète de Worms devant tout l'empire rassemblé, aucun événement n'agita ma patrie allemande aussi profondément que la révolution de juillet »¹ écrivait Heine.

L'insurrection de Paris semblait être le point de départ d'un mouvement général devant apporter la liberté à l'Europe entière. Mais la fièvre des premiers jours apaisée, il fallut bien reconnaître qu'une fois encore, la Sainte-Alliance avait été la plus forte : la Réaction pesa plus lourdement que jamais sur l'ensemble du pays.

Cependant l'esprit de libéralisme se répandait. Des Etats Rhénans, il gagnait la partie sud de l'Allemagne, principalement la Bavière. Des groupements comme « la Jeune Allemagne », en particulier, contribuaient efficacement à entretenir cette tendance hostile à la politique imposée par la Prusse et l'Autriche.

D'autre part, le libéralisme allemand gagnait de puissants alliés.

C'était d'abord la classe industrielle et commerçante. L'époque était aux grandes transformations économiques. L'économie allemande qui, jusque-là, avait été rurale et artisanale, commençait à prendre un nouvel essor. Le machinisme était à ses débuts ; des régions entières s'industrialisaient. Le commerce se développait parallèlement, s'étendait. Les frontières devenaient un obstacle croissant et il est très compréhensible que commerçants et industriels se soient rapprochés de la tendance libérale et du cosmopolitisme qui était un des points essentiels de sa doctrine. L'union douanière, créée en 1818 sous l'autorité de la Prusse, avait été un premier essai d'unité allemande. En 1836, le « Zollverein » comprenait presque tous les états, sauf l'Autriche qui en restait exclue.

Mais alors que le commerce extérieur devenait véritablement un échange entre les nations, avec les moyens de communication plus rapides, les états allemands, même considérés dans leur ensemble, constituaient un cadre trop étroit pour les transactions commerciales. Le rêve libéral d'un monde où les frontières auraient disparu semblait de plus en plus attirant.

Pour des raisons différentes, les Juifs soutinrent le libéralisme de toutes leurs forces.

Sous l'occupation, ils avaient acquis l'égalité civile et politique qui leur était refusée jusqu'alors. Surtout dans la région rhénane où l'on avait appliqué le Code Napoléon, leur situation avait changé sensiblement. Beaucoup d'entre eux remplissaient des fonctions administratives, ou se trouvaient à la tête de leur municipalité.

La Sainte-Alliance victorieuse et l'ancien régime rétabli, ils furent à nouveau relégués dans la condition inférieure qui avait été la leur avant Napoléon. Nul autre ne pouvait sentir peser davantage le poids de la Réaction. Il n'y a rien d'étonnant dans le fait que presque tous les chefs libéraux, puis, révolutionnaires allemands aient été juifs et la plupart rhénans : Boerne, Heine, Jacoby, plus tard Karl Marx, Ferdinand Lassalle en sont autant d'exemples.

Ils luttèrent d'abord contre le régime d'exception qui était le leur. Mais ils n'envisagèrent bientôt plus la question juive du point de vue étroit de race ou de religion. Le problème de l'émancipation juive devint

¹ Louis Boerne, Livre II.

pour eux un point particulier de l'émancipation de l'humanité. Ils élargirent leur propre cause et la confondirent avec celle de l'univers.

Naturellement, ils admirèrent la France qui, la première, leur avait donné l'égalité des droits et ils se sont employés à répandre les principes de la Révolution de 1789 dans leur pays. Les Journées de Juillet ne firent que confirmer leurs idées libérales. Pour Boerne et Heine, elles marquèrent un tournant décisif de leur vie. Ayant exprimé leurs opinions trop clairement, ils eurent des difficultés avec les autorités prussiennes. Réfugiés à Paris, ce fut désormais de la capitale qu'ils continuèrent à enseigner à leurs concitoyens les grandes leçons que le Tambour Legrand avait apprises à Heine.

L'Allemagne de 1830 s'était donc transformée au point de vue politique. Un facteur nouveau venait de paraître : l'opinion publique jusqu'à inexistant, et cette opinion suivait deux courants, l'un réactionnaire qui avait l'approbation des autorités établies ; l'autre libéral, s'appuyant d'une part sur les juifs, d'autre part sur les classes sociales nées des conditions économiques nouvelles. C'est la lutte entre ces deux tendances qui est à l'origine de l'agitation politique incessante en Europe centrale au cours du XIX^e siècle.

Nous trouvons dans l'œuvre de Heine le reflet de tous ces événements historiques, de ces fluctuations de l'âme allemande, de toute cette évolution qui s'accomplissait outre-Rhin.

« Je suis né à Düsseldorf, ville sur le Rhin, occupée depuis 1806 jusqu'en 1814 par les Français, de sorte que, dans mon enfance, j'ai respiré l'air de la France », écrit Heine dans ses Mémoires.

De ses souvenirs d'enfance, il conserve toujours une admiration profonde pour Napoléon, celle qui, tout jeune, lui inspirait déjà l'immortelle ballade de la Grande Armée : ses « Grenadiers ».

En 1813, saisi par la fièvre anti-française qui sévissait en Allemagne, il tenta de s'engager dans l'armée prussienne, mais ce ne fut là qu'un incident dans sa vie, une de ces réactions passagères qui ne laissent pas de traces.

Le fait que Heine soit né à Düsseldorf est à souligner pour d'autres raisons encore. Non seulement il faut y voir une des causes de sa sympathie pour la France, mais il ne faut pas oublier que, si l'Allemagne évoluait, cette transformation était sensible dans la région rhénane plus que dans toute autre, que ce soit au point de vue politique au lendemain de la chute de l'Empire, ou qu'il s'agisse de bouleversement économique.

Heine pendant sa jeunesse assista à toute cette effervescence, en subit personnellement les conséquences. Il fut mêlé de bonne heure à une vie intense, et grâce à son sens aigu des réalités, il est fort possible que de là lui soient venus le goût des questions politiques et l'intérêt qu'il porte aux classes déshéritées, au prolétariat qu'il a vu se former. Né dans une région plus calme, il aurait certainement adopté en face de divers problèmes une attitude différente de celle qui fut la sienne, alors qu'il avait grandi à la frontière de deux peuples, dans un pays industrialisé très tôt.

Son orientation politique fut préparée d'autre part par l'éducation qu'il reçut.

« Il est certes important, dit-il, que dès ma treizième année, tous les systèmes de penseurs libéraux m'aient été exposés, et cela par un respectable ecclésiastique qui ne négligeait pas le moins du monde les devoirs sacerdotaux de sa charge, si bien que je vis de très bonne heure la croyance et le doute cheminer côte à côte, tranquillement, sans hypocrisie, ce qui fit naître en moi non seulement l'incrédulité, mais la plus tolérante des indifférences. »

Il y joint une forte tendance rationaliste héritée de sa mère, enrichie par l'enseignement de philosophes éminents tels que Hegel, dont il suivit les cours à l'Université de Berlin. Cet esprit de libre examen que permettait son incrédulité et son rationalisme, nous le retrouverons dans son œuvre.

A tout cela, vient s'ajouter l'influence d'un autre élément dont il faut tenir compte pour saisir la pensée de Heine : le caractère de transition que revêt la période pendant laquelle il vécut.

C'est un point sur lequel M. Ras insiste à juste titre.¹

L'année 1830 fut une date limite entre deux époques très différentes. L'ancienne culture purement intellectuelle disparaissait pour faire place à une culture nouvelle qui avait reçu l'empreinte des événements et prenait racine dans la réalité même.

On était passé sans heurts de l'« Aufklärung » au romantisme. Les deux cultures étaient basées sur le même principe ; la pensée, l'idée, étaient les préoccupations uniques. Il n'en fut pas de même en 1830 ; il y avait quelque chose d'essentiel de changé. L'attention se fixait désormais sur l'objet ; la période philosophique cédait le pas au réalisme.

Enfin, les Journées de Juillet ne furent pas seulement une lutte entre monarchie et république, mais le commencement d'un véritable mouvement social causé par le bouleversement économique. L'agitation allemande qui en fut comme le contre-coup correspond, elle aussi, à un changement profond qui s'était fait dans la société.

A la mort de Hegel (1831), de Goethe (1832), de Schleiermacher (1834), ce n'était pas seulement la génération classico-romantique qui s'éteignait. C'était la face du monde elle-même qui changeait. Les transformations n'avaient pas lieu simplement dans le domaine intellectuel. Les sciences naturelles progressaient : la première locomotive était construite, les moyens techniques se perfectionnaient, le commerce devenait plus intense. Nous l'avons déjà dit, l'économie allemande jusque-là agricole devenait une économie industrielle.

C'est ce dualisme, cet esprit de contradiction, ce conflit entre passé et futur, illusion et réalité, qui, même aux meilleurs représentants de la génération de 1830 donna cet aspect d'hommes de transition. Pour juger vraiment l'activité politique de Heine, pour estimer de façon juste ses fautes, ses faiblesses, il ne faut pas perdre de vue qu'on peut le considérer comme annonciateur de l'époque nouvelle du réalisme, mais qu'il reste cependant le fils spirituel de l'âge philosophique.²

¹ G. Ras, voir : Boerne und Heine als politische Schriftsteller.

² Voir Ras : Boerne und Heine als politische Schriftsteller, ch. II.

Race, pays d'origine, éducation, période troublée pendant laquelle il vécut sont autant de facteurs qui interviennent et donnent à Heine son caractère propre. Il est indispensable de les avoir constamment présents à l'esprit si l'on veut dégager dans son œuvre l'unité de pensée qui existe à travers des contradictions souvent plus apparentes que réelles.

Quelques lignes d'un ami personnel de Heine, Philarète Chasles, résument mieux que nous ne saurions le faire ce que sa personnalité, en raison même de cet enchevêtrement de circonstances, a pour nous de complexe :

« Là devait éclore cette cervelle étrange, si allemande pour les Français, si française pour les Allemands... Heine devait naître dans le carrefour auquel aboutissent l'Allemagne et la France, la critique et la création, la foi et le néant, la poésie et le corps, la Révolution et le passé. »¹

¹ Ph. Charles : *Etudes sur l'Allemagne du XIX^e siècle*, p. 278.



« Je ne sais vraiment si j'aurai mérité qu'on dépose un jour un laurier sur mon cercueil... Mais ce sera un glaive que vous devrez placer sur ma tombe, car j'ai été un brave soldat dans la guerre de délivrance de l'humanité. »¹

Le nom de Heine évoque d'abord pour nous le dernier poète romantique allemand, celui que bien des critiques n'ont pas craint d'égaliser à Goethe et dont l'esprit est resté célèbre.

Mais à côté des merveilleux poèmes dans lesquels il chante la mer du Nord, de ses « Lieder » et de toute une partie purement poétique de son œuvre, il nous a laissé des recueils de prose, des poèmes de circonstance auxquels il attachait lui-même une grande importance, car ce sont ses œuvres de combat.

Ses relations de voyage, en particulier son « Harzreise », marquent ses débuts d'écrivain politique.

Docteur en droit, nouvellement baptisé, il tenta d'abord une carrière d'avocat, mais sans succès.

Son espoir d'obtenir une chaire universitaire fut également déçu. C'est alors qu'il se lança résolument dans le journalisme.

En 1828, il est avec Linder co-directeur d'un journal de Munich ; c'est son grand début dans la presse. Par la suite, surtout à partir de son arrivée à Paris, en mai 1831, il écrit une série de correspondances pour l'« Allgemeine Zeitung » éditée par Cotta. Ce sont ces articles rassemblés en recueils, que nous trouvons dans des livres tels : « De l'Allemagne », « De la France », « Lutèce », pour ne citer que les principaux.

« Vivacité, sentiment prompt et fin du ridicule, irrévérence spirituelle, hardiesse d'enfant terrible, osée parfois à faire trembler, tout ce qui lui permettait enfin de s'appeler lui-même un rossignol niché dans la perruque de Voltaire », font l'attrait de ces correspondances qui, en raison de leur caractère d'actualité, ont de nos jours perdu une partie de leur intérêt. Mais c'est dans ces ouvrages où il suit presque au jour le jour l'évolution politique de son époque, dans des écrits de circonstance tels la préface de « Kahldorf », des poèmes comme « Atta Troll », « Germania », que sont exprimées ses idées politiques et sociales, car il y a déjà chez Heine un socialisme très poussé.

« Celui qui ne s'attache qu'aux mots, dit-il, trouvera aisément dans mes correspondances, à force de les éplucher, bon nombre de contradictions, de légèretés et même un manque apparent de conviction sincère. Mais celui qui saisit l'esprit de mes paroles y reconnaîtra partout la plus stricte unité de pensée et un attachement invariable pour la cause de l'humanité, pour les idées démocratiques de la Révolution. »²

Il faut naturellement tenir compte de certaines circonstances. Heine écrit dans l'« Allgemeine Zeitung » parce qu'il est alors un des journaux les plus répandus en Allemagne et qu'il souhaite que sa parole atteigne le

¹ Reisebilder : *Voyage de Munich à Gênes*.

² Préface de *Lutèce*.

plus grand nombre possible de lecteurs. Or, ce journal est soumis à la censure, et s'il veut que ses articles soient admis sans trop de coupures, il est obligé de faire quelques concessions et surtout astreint à beaucoup de souplesse.

D'autre part, en tant que publiciste, il défend une cause condamnée par les gouvernements allemands, attaquée de toutes parts, ce qui multiplie les difficultés qu'il lui faut surmonter. « Hélas, si l'on réfléchissait combien la stratégie d'un auteur qui combat pour la cause de la liberté européenne est singulièrement compliquée, comment sa tactique est soumise à tous les changements possibles, comment il doit défendre aujourd'hui comme excessivement important ce qui peut être tout à fait indifférent demain, comment il doit protéger ou attaquer aujourd'hui ce point-là, demain un autre, selon que l'exigent la position du parti contraire, les alliances changeantes, les victoires ou les défaites du jour ! »¹

En faisant la part qui revient à ces obligations créées par un intérêt momentané, nous allons essayer de voir quelle fut la pensée profonde de Heine, celle à laquelle il demeura fidèle toute sa vie, dont les aspects superficiels seuls changent au cours des années, suivant l'évolution normale de la pensée de tout homme qui vit avec son temps.

« Heine embrassa, dès qu'il sut penser, la cause de l'émancipation. Avec quelle exaltation juvénile il jeta son défi au vieux monde vêtu d'iniquités ! Plus tard, il crut trouver dans le saint-simonisme la synthèse révolutionnaire attendue et comme la clef de l'âge d'or ; plus tard encore, ayant connu Marx, juif et révolté comme lui, il pressentit dans l'agitation prolétarienne naissante l'avènement inévitable du quatrième état. Qui donc a mieux reflété, sous ses aspects changeants, l'idéal rayonnant de deux ou trois générations qui, plus que toutes les autres, ont cru à la justice, à la liberté, à la fraternité. »²

A travers toutes ces formes, nous retrouvons intacts son amour pour la liberté, un socialisme déjà très avancé inspiré du Saint-Simonisme et ses rêves cosmopolites.

¹ *Allemands et Français. Le miroir des Souabes*, p. 133.

² A. Dunois : *Henri Heine*, p. 94.

CHAPITRE PREMIER

Heine et les Révolutions

« A toute date de l'histoire d'Israël, Heine aurait appartenu à cette fraction des Juifs expansifs qui, se sentant étouffer dans l'isolement de leur race, protestèrent contre le resserrement fanatique... Dans les temps modernes, il eût été aristotélicien au Moyen-Age, platonisant sous la Renaissance, cartésien spinoziste au ^{xvii}^e siècle, voltairien au ^{xviii}^e siècle. »¹

Tout contribue à faire de lui un révolté contre l'état de chose existant à son époque. Sa naissance juive le mettait en infériorité, politiquement et socialement, à l'égard de tous ses concitoyens. « In meinen Staaten darf jeder seelig werden nach seiner Façon », avait dit Frédéric le Grand. Le temps d'une pareille tolérance n'était plus, le gouvernement prussien refusait aux Juifs toute situation officielle et même l'accès des carrières libérales.

Heine naturellement était amené à comparer cette intransigeance avec la liberté de pensée et l'égalité qui régnaient en France depuis 1789. Il y a certainement là une des causes profondes de ses sympathies pour notre Révolution, d'autant plus qu'il connaissait ses effets, non seulement par ouï-dire, mais aussi pour en avoir bénéficié lors de l'occupation de son pays par les armées impériales.

Révolutionnaire, Heine l'est également par son tempérament et sa formation intellectuelle. Il réclame l'égalité au nom de la justice et au nom des principes rationnels qui lui ont été enseignés durant sa jeunesse. En 1822, il écrit à Charles Immermann : « Guerre à l'injustice séculaire, au règne de la sottise et du mal ! »². Avant d'être révolutionnaire par l'atavisme de sa race persécutée, il l'est par cette insurrection du bon sens, cette éruption de la raison que célèbrera le premier couplet de l'*Internationale*, pense Victor Bernard. « Voltaire a dit quelque part qu'il n'est pas vrai que des gens soient venus au monde avec une selle sur le dos et d'autres avec des éperons pour leur monter dessus. C'est là un propos qu'il a connu de bonne heure et qu'il n'a jamais oublié. Avant tout Messianisme, c'est de ce bon sens là que dérive son premier *credo* politique. »³

Enfin, il hait la tyrannie sous quelque forme qu'elle se présente : la censure, l'absolutisme, l'arbitraire du gouvernement, la domination avouée ou occulte de la noblesse et du clergé. La grande tâche de notre temps,

¹ E. Montégut : *Revue des deux Mondes*, 15 mai 1884.

² Lettre à Ch. Immermann, Berlin, 22 décembre 1822.

³ V. Bernard : *Henri Heine*, p. 271.

dit-il, c'est l'émancipation et il admire la Grande Révolution parce que ce sont les Français de 1789 qui ont ouvert le combat. « Quelle est la grande tâche de notre temps ? C'est l'émancipation. Non pas seulement celle des Irlandais, des Grecs, des Juifs de Francfort, des noirs d'Amérique et autres populations également opprimées ; mais bien l'émancipation de tout le monde, de l'Europe surtout qui est devenue majeure et s'arrache aujourd'hui des lisières des privilégiés et de l'aristocratie. Gloire aux Français qui par la Révolution, ont commencé la lutte ! »¹

¹ Reisebilder : *De Munich à Gênes*, p. 139.

I. Heine et la Révolution Française de 1789.

La Révolution française apparaît à Heine comme « l'ère universelle où la doctrine de la liberté et de l'égalité sortit victorieuse ». Il ne cherche ni à la justifier, ni à l'excuser comme l'ont fait de nombreux écrivains politiques de son siècle. Il la considère comme un événement inéluctable. Elle n'est pas l'œuvre de quelques hommes qui prirent la tête du mouvement de révolte ; elle est le résultat de toute une évolution qui s'est opérée lentement dans le domaine économique, puis, sur le plan social.

Lorsque le déséquilibre existant entre les institutions restées immuables et les conditions nouvelles devint trop flagrant, la nécessité d'une réadaptation se fit sentir de façon impérieuse. L'époque à laquelle devait se faire ce réajustement n'était pas fixée certes, mais on ne pouvait y échapper. « Quand la culture intellectuelle d'un peuple et les mœurs et les besoins qui en sont le résultat, ne sont plus en harmonie avec les vieilles institutions politiques, il s'élève contre ces dernières un combat de nécessité qui amène le changement de ces institutions et qu'on appelle révolution. Tant que la révolution n'est pas accomplie ; tant que cette transformation des institutions ne s'accorde pas entièrement avec la culture intellectuelle du peuple, avec ses mœurs et ses besoins, la maladie du corps social n'est pas complètement guérie... jusqu'à ce qu'enfin il se trouve de lui-même placé au milieu des institutions qui lui conviennent le plus. »¹

Les institutions monarchiques avaient reposé sur l'ancien système militaire et la foi de l'Eglise, deux forces qui avaient en grande partie perdu leur vitalité. Par contre, deux puissances nouvelles étaient nées et là « fermentait précisément la vie la plus forte. » La science et l'industrie étaient deux facteurs destinés à jouer un rôle primordial et sur lesquels la société devait s'appuyer également. Un bouleversement donnant aux valeurs nouvelles l'importance qui leur convenait était inévitable.

Dans l'ancien régime, l'inégalité était un principe fondamental. La féodalité a sans doute été une des conditions indispensables aux progrès de la civilisation, mais aujourd'hui elle les entrave. Les Français, le peuple social par excellence, dit Heine, « ont dû nécessairement être le plus profondément irrités par cette inégalité qui heurte le plus rudement le progrès social ; ils ont cherché à emporter d'assaut l'égalité. »²

Heine a toujours un sens très profond de l'évolution historique et croit déjà quelque peu à ce que nous appelons de nos jours le déterminisme. La révolution est, pour lui, l'aboutissement logique d'événements antérieurs accumulés pendant des siècles. L'élément qui amena l'explosion aurait pu être différent, se produire en d'autres temps, mais tôt ou tard, la lutte pour l'émancipation devait avoir lieu.

« La Révolution a été calomniée et représentée dans des libellés de toute sorte comme un effroi des rois et un épouvantail des peuples. »³

¹ *De la France*, p. 146.

² *Reisebilder : De Munich à Gênes*, p. 140.

³ *De la France*, Préface p. xx.

Il est certainement déplorable que les Français aient guillotiné leur roi, mais « en réfléchissant aux circonstances atténuantes, nous trouvons que Louis de France fut moins une victime des passions que des événements »¹, dit Heine. Il n'est pas loin de penser que le peuple n'est pas seul à porter la responsabilité du régicide et qu'une partie de cette responsabilité revient à Louis XVI lui-même. Le caractère de la Révolution française fut déterminé par l'état moral du peuple et surtout par son développement politique. Or, c'est bien le despotisme étroit que les rois avaient établi en France qu'il rend responsable de l'obscurantisme qui régnait parmi la population. Une petite minorité seulement jouissait d'une culture intellectuelle, les classes inférieures avaient été négligées. Même les classes privilégiées ne connaissaient d'autre politique « que les mesquines manœuvres des corporations rivales, un système d'affaiblissement réciproque, des traditions routinières, l'art des formules équivoques, l'influence des maîtresses et autres misères d'Etat »².

La Révolution fut sanglante, « la faute en est à ce despotisme qui avait cherché à retenir le peuple dans la minorité, repoussé tout enseignement politique, confié aux Jésuites et aux obscurantistes de la Sorbonne la censure des livres »³.

Pourtant, si les œuvres d'écrivains comme Montesquieu ne furent lues que par un public restreint, il en est d'autres, plus accessibles aux masses, dont l'influence fut plus profonde : celle d'un Rousseau par exemple.

« Ce sont précisément les hommes de lettres du siècle passé qui ont le plus favorisé l'explosion de la Révolution. » L'état morbide de la France était tel que même sans leur concours la Révolution aurait fini par éclater, mais ils l'ont sauvée, si l'on peut dire, en lui donnant une forme plus noble. « Elle serait devenue vulgaire et cruelle, tandis qu'elle ne fut que tragique et sanglante »⁴.

Si nous essayons de résumer l'attitude de Heine devant la Révolution, nous retenons ceci : la Révolution fut le dénouement normal de la situation française en 1789 et les plus grandes responsabilités incombent à la monarchie elle-même qui, d'une part ne sut pas s'adapter aux conditions nouvelles, d'autre part maintint systématiquement le peuple dans un état d'ignorance auquel il faut attribuer les excès commis.

Quelles furent aux yeux de Heine les conquêtes essentielles de cette Révolution qu'il considère comme le fait capital de l'histoire universelle ?

Pour lui, « les prédicateurs montagnards, de la hauteur de la Convention, à Paris, annoncèrent un évangile tricolore par qui, non seulement la forme de l'état, mais toute la vie sociale, devait être non pas replâtrées, mais refaites à neuf, avec des fondements neufs, et même complètement régénérées »⁵.

Ces fondements nouveaux étaient tout d'abord l'égalité. Le peuple voyait enfin s'écrouler la puissance de la noblesse et du clergé qui l'opprimait depuis des siècles. Ensuite, la liberté au sens le plus large du mot ;

¹ *De la France*, Préface p. xx, j.

² Kahldorf, p. 95.

³ Kahldorf, p. 97.

⁴ *Allemands et Français*, p. 162.

⁵ *De la France*, Préface p. xviii, j.

non une liberté restreinte comme celle dont jouissent les Anglais et qui est « une liberté anglo-historique, patentée à l'usage des sujets de sa Majesté le roi de Grande-Bretagne, basée sur quelque vieille loi du temps de la reine Anne par exemple », mais une liberté « faite par tout le genre humain, liberté dont tout l'univers, les titres de la raison à la main, se mettra un jour en possession. »¹

La grande Révolution, la première, fit triompher « ces droits imprescriptibles de l'humanité » que sont l'égalité et la liberté.

¹ *De la France*, p. 89.

II. Hypothèses au sujet d'une éventuelle Révolution allemande.

La Révolution Française a été le point de départ de l'émancipation humaine, mais la tâche est loin d'être accomplie. Le temps est venu où l'Allemagne en particulier doit secouer ses chaînes.

A vrai dire, le mouvement révolutionnaire fermente depuis fort longtemps. Il faut en faire remonter l'origine à la Réforme. Au dogmatisme de l'Eglise catholique, Luther substitua l'esprit de libre examen. « Luther accorda à l'intelligence humaine le droit de s'expliquer les Saintes Ecritures et la raison fut appelée comme juge suprême dans toutes les discussions religieuses. De là résulta en Allemagne la liberté de l'esprit ou de la pensée. » ¹

Puis on retomba dans le calme. Tandis que les événements se précipitaient en France, l'Allemagne, « le doux pays des rêves », était préoccupée de philosophie et il n'est qu'à comparer l'histoire de la Révolution française avec l'histoire de la philosophie allemande pour croire que cette dernière n'est autre chose que le rêve de la Révolution française, affirme Heine. Et le poète donne libre cours à son imagination : Kant est le Robespierre allemand ; Fichte correspond à l'empire napoléonien ; avec Schelling, c'est la réaction qui suivit l'Empire ; Hegel est un nouveau révolutionnaire et recommence un cycle.

Tout cela est d'ailleurs tout à fait normal. « L'avenir appartient à l'Allemagne et un avenir très long et de grande importance. » Il importe peu que la progression soit lente : un peuple aussi méthodique que les Allemands « devait commencer par la Réforme pour s'occuper ensuite de la philosophie et n'arriver à la Révolution politique qu'après avoir passé par ces phases »². Heine croit à l'approche dans le monde des faits de la même révolution qui s'était opérée dans le monde de l'esprit.

Quel sera le caractère de cette révolution ? Il est impossible de l'envisager semblable à la Révolution Française de 1789, ou humanitaire comme celle de 1830. Tout dépendra de l'état de civilisation et de la culture politique du peuple allemand.

Pourtant, il ne faut pas être trop optimiste. « La révolution allemande ne sera ni plus débonnaire, ni plus douce, parce que la critique de Kant, l'idéalisme transcendantal de Fichte et la philosophie de la nature l'auront précédée...

On exécutera en Allemagne un drame auprès duquel la révolution française ne sera qu'une innocente idylle. »³

Comme naguère en France, la soif d'égalité pourrait bien être le levier principal de la révolution, et, comme en 1789, il faudra combattre la puissance de la noblesse et du clergé. Ce sont là deux castes qui ont tout à gagner si l'ancien despotisme se maintient, et qui, leur intérêt commun étant en jeu, n'hésiteront pas à conjuguer leurs forces pour essayer de tenir en échec les principes nouveaux.

¹ De l'Allemagne, p. 55.

² De l'Allemagne, p. 234.

³ De l'Allemagne, p. 234-237.

Les privilèges ne sont pas les seuls obstacles à dominer, mais ce sont les principaux. « Je sais fort bien, écrit Heine à Varnhagen, que la révolution embrasse tous les intérêts sociaux, et que la Noblesse et l'Eglise ne sont pas ses seuls ennemis. J'ai montré celles-ci liguées seules contre elle, afin que la nécessité de les attaquer toutes deux ressortit avec plus d'éclat. »¹

La noblesse allemande qui avait vu sa situation consolidée par la chute de l'Empire était plus insolente que jamais. Souvent propriétaires de vastes domaines, les grands de ce monde, « sûrs de leur puissance, avaient résolu en leur âme d'en abuser éternellement ». Ils se considéraient eux-mêmes comme indispensables ; von Moltke pensait qu'ils étaient les liens nécessaires entre le souverain et la foule subordonnée.

C'est une prétention que Heine n'admet pas ; il n'est pas du tout prêt à croire que « la noblesse ait été placée comme médiatrice entre le peuple et le roi, à l'exemple de Dieu, qui, entre les hommes et Lui, a mis les anges en qualité de noblesse du ciel. »²

Bien au contraire, il juge leur rôle néfaste pour le pays, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Attachés à sauvegarder leurs intérêts, ils essaient de maintenir à tout prix l'absolutisme qu'ils considèrent comme la forme de gouvernement la plus apte à les servir. Le roi n'est pour eux qu'un moyen supplémentaire leur permettant d'arriver à leurs fins ; il faut le façonner, le rendre malléable entre leurs mains, c'est à quoi s'employent les courtisans. Ils sont nuisibles à la fois pour le souverain sur lequel ils exercent une véritable tutelle et pour le peuple, car ce sont les pires ennemis de la liberté. Ils ne sont pas dangereux seulement par leurs privilèges, leurs droits de corvée, de juridiction, leurs exemptions et immunités traditionnelles, mais plus encore parce qu'ils se sont, en fait, emparés de la puissance dirigeante de l'état. En se réservant l'accès de certaines carrières, comme ils l'ont fait pour les carrières militaires et diplomatiques, ils sont une menace pour la paix extérieure.

« Grâce aux soldats qu'ils ont sous leurs ordres, ils peuvent tenir les peuples en respect, ou les déchaîner les uns contre les autres par les artifices de la diplomatie, quand ils voudraient secouer les chaînes de l'aristocratie ou conclure entre eux une alliance fraternelle. »³

C'est donc la noblesse qu'il faudra d'abord essayer de réduire.

A ce propos, il est intéressant de noter une idée émise par Heine dans son livre « Louis Boerne ».

Pour lui, la lutte contre la noblesse est ancienne, et ce sont les noms de Richelieu, Robespierre et Rothschild qui jalonnent son histoire. Richelieu détruisit la souveraineté des princes féodaux en les soumettant au roi ; Robespierre les fit exécuter. Cependant les possesseurs du sol reformèrent une caste qui avait les mêmes prétentions que la précédente noblesse. C'est alors que vint Rothschild. Avec lui, le système du papier-monnaie acquit une grande puissance. Il établit de la sorte une nouvelle aristocratie, mais qui, « s'appuyant sur l'élément le plus incertain ne

¹ Lettre à Varnhagen, Hambourg, 19 novembre 1830.

² Kahldorf, p. 105.

³ Kahldorf, p. 108.

pourra plus faire de mal avec autant de persévérance que l'ancienne aristocratie qui avait ses racines dans la terre elle-même. »

Heine espérait que la future révolution allemande permettrait, selon son expression, de renverser la noblesse de fond en comble pour le plus grand bien de tous.

Un autre ennemi non moins redoutable de la liberté, c'est le clergé.

Heine n'est pas anti-religieux, il est plutôt anti-clérical.

A l'origine, le christianisme a été un bienfait pour le monde. Il a droit à notre respect et à notre admiration, car c'est grâce à lui que fut sauvée « la magnificence intellectuelle de l'homme ». Le dogme catholique a été une réaction nécessaire contre le matérialisme. « Par des institutions larges et pleines de génie, il a su mettre un frein à la bestialité des barbares du Nord, et a su maîtriser la matière brutale. »¹

Mais après dix-huit siècles, le christianisme, en tant qu'idéologie, est dépassé. D'autre part, « sublime et divine dans son principe, mais, hélas ! trop désintéressée pour ce monde imparfait, une pareille religion devint le plus ferme soutien des despotes qui ont su exploiter à leur profit ce rejet absolu des biens terrestres, cette naïve humilité, cette béate patience, cette céleste résignation prêchée par les saints apôtres. »²

L'Eglise catholique s'est alliée à la noblesse féodale, cela pour des raisons aisées à comprendre. Le clergé a tout intérêt à soutenir la noblesse parce que « l'homme qui ose se servir de sa raison et nier les privilèges de la naissance nobiliaire finit par douter des doctrines les plus sacrées de la religion... Les aristocrates, de leur côté, ont reconnu que le christianisme était une religion fort utile, que celui qui croit au péché héréditaire ne peut nier non plus les privilèges héréditaires et que l'enfer est une excellente institution pour tenir les hommes en état de crainte. »³ Par cet appui qu'ils se prêtent réciproquement, ils asservissent toute l'Europe temporellement et spirituellement.

Lutte contre la noblesse, lutte contre le clergé, seront donc les phases obligatoires d'une révolution allemande éventuelle.

Ceci constitue un aspect purement négatif de la doctrine de Heine. Quel régime établir une fois renversées les puissances du passé ?

S'il est excessif d'affirmer, comme le font certains auteurs, que Heine n'a aucun programme politique défini, il faut néanmoins reconnaître que ce programme est assez vague. On en chercherait vainement un exposé méthodique dans un de ses ouvrages, mais à la lecture de l'œuvre dans son ensemble, il se dessine peu à peu et on peut essayer d'en dégager les traits principaux.

¹ *De l'Allemagne*, p. 251.

² Cité par H. Lichtenberger : *H. Heine, penseur*, p. 117.

³ *De la France*, p. 219.

CHAPITRE II

POLITIQUE INTERIEURE

I. L'organisation sociale.

La société nouvelle ne connaîtra plus les privilèges du rang et de la naissance. Ils sont contraires à la nature : « elle n'est pas dénaturée à ce point » et à la raison puisqu' « elle est toujours raisonnable ».

Mais il ne s'agit pas de faire régner une égalité absolue, rigoureuse. Si Heine veut anéantir les privilèges du passé, c'est pour leur en substituer de nouveaux qui, à ses yeux, seront plus généralement accessibles à tous les citoyens. De nature trop aristocratique pour accepter sans crainte l'emprise de cette multitude qu'il veut déchaîner à l'assaut des privilèges, il défend l'empire de l'intelligence sur la force et sur le nombre, avec autant de passion qu'il en met à attaquer les prérogatives de la naissance et de la race. Heine est trop conscient de sa propre supériorité pour ne pas être hostile à l'égalité parfaite, où « toutes les créatures de Dieu seront égales sans distinction de croyance, de pelage et d'odeurs » et qu'il raille avec âpreté dans « Atta Troll ».

La masse a des droits ; en particulier elle a droit à l'égalité. Pourtant, dans l'intérêt même de l'humanité, pour l'avenir de la civilisation et de la culture, toute individualité supérieure doit être sauvegardée. Il est donc indispensable de conserver une hiérarchie sociale, mais, « celui-là seul est noble qui pense et agit noblement. »

Le culte de la liberté y sera la religion nouvelle. « Toute la force qu'enferme le cœur de l'homme devient aujourd'hui, amour de la liberté, et la liberté est peut-être la religion de notre temps. »¹

Heine souhaite vivement la voir s'épanouir sous toutes ses formes.

La liberté de pensée remonte en Allemagne à une date déjà lointaine. C'est Luther qui, le premier, en déclarant qu'il fallait réfuter les doctrines catholiques par « des motifs tirés de la raison ou par des passages tirés des Saintes Ecritures » fit triompher la liberté de pensée. De ce jour, « la pensée devint un droit et les décisions de la pensée devinrent légi-

¹ Reisebilder : Angleterre, T. II, p. 8.

times. »¹ Ceci est généralement admis dans les différents états de la Confédération Germanique.

Il n'en est pas de même pour la liberté de la presse, qui cependant, « n'est autre chose que la conséquence de la liberté de pensée. »²

La censure, en Prusse principalement, est plus intolérante que jamais, et persécute la presse politique au point de la faire disparaître complètement. Or, dans un pays divisé entre plusieurs souverains, comme l'était l'Allemagne au début du XIX^e siècle, seule, une presse active, infatigable, audacieuse, aurait pu former un grand courant d'opinion. Heine l'avait senti et écrivait à Gustave Kolb : « notre temps est celui du combat des idées et les journaux sont nos forteresses. »³ Toute presse étant suspecte, Heine fut naturellement aux prises avec la censure. Dès le début de sa carrière et sa vie durant, il ne cessa de la combattre avec acharnement. Une presse libre est à son avis le seul moyen de donner au peuple une éducation politique convenable et de l'élever à ce degré de civilisation supérieure où disparaissent les révolutions sanglantes ; les Journées de Juillet en sont la preuve. « La presse avait sarclé l'ignorance des cœurs et semé l'intelligence : les fruits de cette semence furent la modération légendaire et la touchante humanité du peuple de Paris dans la grande semaine. »⁴

Les mésintelligences pouvant exister entre le peuple et le gouvernement ne peuvent persister à la longue lorsque la presse est libre, car, « c'est seulement dans les ténèbres que la semence ténébreuse peut prospérer et dégénérer en une dissension irréparable. »

La démagogie se voyant privée du charme de la nouveauté a, elle-même, moins de prise sur les esprits. D'autre part, toute idée émise et publiée ouvertement suscite immédiatement une contradiction et le lecteur est ainsi amené à donner à chacune d'elles sa juste valeur. « La liberté de presse... neutralise une parole passionnée par une contre-parole toute aussi passionnée et étouffe à leur naissance les bruits mensongers semés par le hasard et la malveillance qui se propagent effrontément d'une manière mortelle dans l'obscurité. »⁵ Elle n'est donc pas un danger pour l'ordre public.

Enfin, Heine revendique la liberté d'enseignement.

Etudiants et professeurs sont en Allemagne l'objet d'une surveillance étroite de la part des gouvernements. A Goettingen déjà, Heine adhéra à la Burschenschaft et se trouva ainsi amené à prendre parti contre les gouvernements allemands dans la lutte qu'ils engageaient, à ce moment, contre les tendances libérales du corps enseignant et de la jeunesse universitaire. Plus tard, bien qu'il la défende avec moins d'insistance que les précédentes, il considère toujours la liberté d'enseignement comme nécessaire. « La liberté académique sert aux études en ce qu'elle permet aux jeunes gens d'envisager les choses sous des aspects différents. »⁶

Ainsi, la liberté étant la religion de notre temps, « chaque peuple ne

¹ *De l'Allemagne*, 1^{re} partie, p. 55.

² *De l'Allemagne*, 1^{re} partie, p. 58.

³ Lettre à G. Kolb, Florence, 11 novembre 1828.

⁴ Kahldorf, p. 101.

⁵ Kahldorf, p. 98.

⁶ *De l'Allemagne*, p. 59.

prendra de la nouvelle religion que ce qui s'accordera avec les exigences locales et le caractère de la nation. »¹

Suivant Heine, l'Allemagne devrait donc adopter au moins les libertés de pensée, de presse et d'enseignement.

La souveraineté est détenue, non plus par une dynastie qui règne en s'appuyant sur le droit divin, mais par le peuple. « Ta volonté est souveraine et bien plus légitime que ce bon plaisir avec ses vêtements de pourpre qui invoque un droit divin sans autre garant que les huiles de charlatans tonsurés... ta volonté, mon peuple, est la seule source légitime de toute puissance. Encore que tu sois dans les fers, ton bon droit l'emportera à la fin ; le jour de la délivrance approche, une nouvelle ère commence. »²

Heine pose donc le principe d'une souveraineté populaire, mais il ne nous donne aucune précision sur la manière dont sera exercée cette souveraineté.

De même en ce qui concerne les caractères de l'état, il s'en tient à quelques traits assez vagues. Il est vrai que tout ceci ne pouvait valoir que dans l'avenir, et encore, dans un avenir incertain et qui aurait été précédé par une révolution. Un tel bouleversement social a souvent des conséquences imprévisibles. Le gouvernement futur devait se former dans des conditions inconnues ; Heine avait trop le sens de l'opportunité pour décrire un système devant fonctionner dans une société dont les fondements, il l'espérait, seraient ceux dont il rêvait, mais qui, néanmoins, lui était étrangère. « Avant tout, en politique comme dans la vie, on ne doit désirer que le possible et le praticable »³, écrit-il. C'est peut-être volontairement, parce qu'il ignorait ce qui deviendrait possible, qu'il se cantonne dans les généralités.

Il n'a pas de système véritable, mais quelques données primordiales pouvant servir de fils conducteurs et qui formeront le cadre à l'intérieur duquel le gouvernement s'organisera suivant les besoins de l'époque.

Cet Etat doit être un Etat fort. Un gouvernement faible « excite le premier venu à essayer sa force contre lui ; une impulsion mystérieusement démoniaque pousse les hommes à l'ébranler. C'est là le secret des révolutions. »⁴ Il ne faut pas, nous dit encore Heine, que le peuple ait des doutes sur la solidité des institutions car, « avec la croyance en leur durée, s'évanouit déjà leur meilleur appui. »⁵

Mais l'Etat ne doit pas non plus être trop puissant.

Heine est trop individualiste et souhaite trop vivement libérer l'homme de toutes les entraves du passé pour désirer faire peser sur lui une nouvelle servitude. Il ne peut admettre que, selon la théorie de Hegel, l'état soit la fin suprême au-dessus de laquelle il n'y a rien ; que l'individu

¹ Reisebilder : Angleterre, T. II, p. 9.

² De la France, préface, p. xxvi j.

³ De la France, p. 235.

⁴ De la France, p. 267.

⁵ Lutèce, p. 219.

soit tenu de lui subordonner ses intérêts particuliers, sa volonté personnelle. ¹ Un article, qu'il publia en juillet 1843, nous permet, au contraire, de penser qu'il concevait le but de l'état comme étant d'assurer le bien-être et la sécurité des individus.

La Chambre examinant un projet de réforme des prisons en France, Heine est amené à commenter cette actualité. Il analyse les différentes théories sur lesquelles on peut s'appuyer pour justifier la répression des crimes.

L'ancienne loi mosaïque du Tallion est inadmissible. « Il nous répugne de croire, écrit-il, que, lorsque l'individu a commis un crime, la société in corpore, soit forcée de commettre le même crime, de le renouveler solennellement. »

La théorie de l'intimidation « est simplement absurde ». On ne doit pas punir un homme ayant commis un crime, afin de créer un exemple en espérant que la terreur empêchera d'autres individus de commettre un crime semblable. « C'est la plus souveraine injustice que quelqu'un doive souffrir pour le salut d'un autre. »

La troisième théorie pénale est celle qui a en vue l'amélioration morale du criminel. « Cette théorie, nous dit Heine, vient de Chine, où toute autorité dérive de la puissance paternelle. Le criminel est considéré comme un enfant mal élevé que son père cherche à amender. L'objection, c'est « que toute correction est inutile si, préalablement, le correcteur lui-même ne s'est amendé ».

La seule théorie acceptable est celle admise par le gouvernement français : la théorie préventive.

«Le gouvernement, mandataire de la société, n'édicte aucune peine comme punition, mais comme mesure de défense et le degré élevé ou inférieur de cette peine n'est déterminé que par le besoin qu'a la société de se défendre elle-même. »

C'est donc grâce à cet article sur la réforme des prisons que nous pouvons connaître avec certitude quelle était, dans la pensée de Heine, la nature des rapports entre l'état et les individus. Le gouvernement est mandataire de la société ; le but de son activité est de satisfaire les besoins de cette société et de la défendre.

Nous ne savons pas comment s'exercera ce mandat, comment seront choisis les membres du gouvernement, quels seront les moyens de contrôle dont le peuple disposera à l'égard de leurs actes ; ce sont des points qu'il n'a jamais précisés. Malgré ces lacunes, il n'en reste pas moins vrai que Heine publiciste rompt avec ce que nous sommes habitués à considérer comme une tradition allemande. L'individu reprend ses droits, l'homme reconquiert sa dignité ; il a une valeur par lui-même, non plus seulement en tant que rouage indispensable pour assurer le bon fonctionnement de l'état, fin suprême. Heine redonne à l'état sa véritable destination qui est d'assurer le bien-être et la sécurité des individus, de la société.

Quant aux rapports entre l'Eglise et l'Etat, Heine demande qu'on sépare définitivement la vie matérielle de l'état de la vie toute spirituelle

¹ Voir Lichtenberger : *Henri Heine*, penseur, p. 231.

de l'Eglise. Il se défend d'être athée. Nous l'avons déjà vu à propos du catholicisme, il considère toute religion comme légitime et sacrée dans son principe. Mais « dès que la foi s'oppose à la science, dès que la religion prétend régenter la raison, dès que le prêtre cherche à dominer le laïque et à le courber sous le joug de la tradition, Heine devient nettement anticlérical et anti-religieux. »¹ C'est pourquoi il est résolument hostile aux religions positives.

« La religion judaïque... on n'en tire qu'outrage et avanie, ce n'est pas une religion, c'est un malheur. »²

Heine ne répudie jamais le lien de solidarité qui l'unit à ses anciens coréligionnaires, il se dit lui-même « chaud partisan des droits des Juifs et de la revendication de leur égalité sociale », mais dans la même lettre adressée à Moser, il ajoute que « l'ennemi-né de toutes les religions positives ne se fera jamais le champion de celle qui, la première, a introduit ce courtage d'hommes dont nous souffrons encore si douloureusement aujourd'hui. »³

Le judaïsme lui apparaît comme le type le plus ancien de ces religions d'état autoritaires qu'il déteste et qu'il combat.

La religion catholique est irrationnelle. « Si ton œil te scandalise, arrache-le ; si ta main droite te scandalise, coupe-la ; si ta langue te scandalise, retranche-la, et si ta raison te scandalise, fais-toi catholique. »⁴

Heine, poète romantique, se sent parfois attiré par certains côtés du catholicisme. Il comporte à ses yeux toute une partie de merveilleux qui l'apparente aux légendes populaires. Mais en dehors du domaine poétique, il mène contre ce dogme une guerre acharnée, en particulier contre son intolérance et son obscurantisme.

Reste la religion protestante ; « celle-ci est trop raisonnable... et s'il n'y avait l'orgue dans l'église protestante, ce ne serait pas une religion du tout. »⁵ Pourtant, en général, Heine est indulgent à son égard. Dans un article du 15 janvier 1835, il déclare : « le protestantisme n'était pas pour moi seulement une religion libérale, mais aussi le point de départ de la révolution allemande et j'appartenais à la confession luthérienne, non seulement par acte de baptême, mais aussi par un enthousiasme batailleur qui me fit prendre part aux luttes de cette église militante ».

Tant que les églises restent indépendantes à l'égard du pouvoir temporel, elles sont grandes et respectables. Heine dit expressément : « j'honore l'idée sainte de toute religion ».

Mais il considère que le monopole leur est funeste. Dans l'intérêt des religions elles-mêmes, et pour le maintien de leur caractère sacré, elles devraient refuser tout privilège. « Elles ne reprendront leur splendeur primitive que lorsque l'égalité politique des cultes, j'allais dire la liberté d'industrie des dieux, sera décrétée. »⁶

Il n'y a pas chez lui une haine aveugle de toute religion positive,

¹ Lichtenberger : *Henri Heine, penseur*, p. 41.

² Reisebilder : *Bains de Lucques*, p. 244.

³ Lettre à Moser Ritzbüttel, 23 août 1823.

⁴ Lettre à Varnhagen, Hambourg, 16 octobre 1827.

⁵ Reisebilder : *Bains de Lucques*.

⁶ Reisebilder : *Bains de Lucques*, p. 377.

mais sous couvert de religion, l'Allemagne était le théâtre d'abus qui lui semblaient odieux.

« Sans religions d'état, ces privilèges d'un dogme et d'un culte, l'Allemagne serait une et forte, et ses fils seraient grands et libres. Mais notre patrie est déchirée par des dissidences religieuses. Ce peuple est divisé en partis de religions ennemies : des sujets protestants se querellent avec leur prince catholique, des catholiques avec leur prince protestant. Ce n'est partout que soupçon à l'égard d'un crypto-catholicisme ou d'un crypto-protestantisme, partout accusation d'hérésie, espionnage d'opinions, piétisme, mysticisme, délation des gazettes ecclésiastiques, haine des sectes, prosélitisme : et pendant que nous nous disputons pour le ciel, nous nous perdons sur cette terre. L'indifférence en matière religieuse serait peut-être le seul moyen de nous sauver, et l'affaiblissement de la foi pourrait donner à l'Allemagne une force politique. »¹

C'est la raison pour laquelle il combat ce « monstre qu'on nomme religion d'état, créature dérisoire née du concubinage du pouvoir temporel et de la puissance spirituelle, mulet engendré par le coursier de l'Anté-Christ et par l'ânesse du Sauveur ».

Les religions n'auraient jamais dû essayer de mettre la force matérielle à leur service. De ce compromis par lequel l'état, moyennant une dotation, obtient l'appui d'une Eglise résulte « un gâchis qui semble au Bon Dieu une folie et à l'homme une abomination ».

Heine souhaite voir replacer les églises dans leur vrai domaine, celui qu'elles n'auraient jamais dû quitter, celui de l'âme, de l'esprit, de la conscience. Pour lui, l'état doit donc rester laïque.

¹ Reisebilder : *Bains de Lucques*, p. 371.

II. Heine et les différentes formes de gouvernement.

En ce qui concerne la forme du gouvernement, Heine manifeste bien une prédilection pour la monarchie constitutionnelle, mais il est prêt à faire de nombreuses concessions ainsi qu'il l'écrit à Laube :

« Faites une distinction exacte entre les questions politiques et religieuses. Quant aux premières, vous pouvez faire autant de concessions que vous voudrez, puisque les formes politiques et les gouvernements ne sont que des moyens : monarchie ou république, institutions démocratiques ou aristocratiques sont des choses indifférentes, aussi longtemps que la lutte pour les premiers principes de la vie, pour son idée même, n'a pas eu de résultat décisif. Plus tard seulement, vient la question des moyens par lesquels cette idée peut être réalisée : que ce soit monarchie ou république, aristocratie ou même absolutisme. (Je n'ai aucune aversion pour ce dernier.) »¹

Monarchie absolue

La doctrine du pouvoir absolu est à ses yeux, « aussi honnête et aussi soutenable que toute autre doctrine politique ». Il faut d'ailleurs se garder de confondre l'absolutisme avec le despotisme. « Le despote agit arbitrairement et selon son caprice, le prince absolu d'après ses lumières et le sentiment de son devoir. » Le caractère de la puissance d'un roi absolu consiste en ce que tout dans l'état se fait par sa volonté particulière. Si le souverain s'entoure de ministres, ceux-ci ne sont responsables que devant lui, et lui-même ne doit compte de ses actes qu'à Dieu.

La foi au mandat divin est non seulement pardonnable, mais nécessaire aux princes absolus. Celui qui n'est soumis à aucune loi est privé de l'arme défensive la plus salutaire, nous dit Heine, car les lois sont faites pour nous protéger non seulement contre les autres, mais aussi contre nous-mêmes : sans la croyance que leur pouvoir vient de Dieu, les souverains absolus seraient « les plus malheureux des hommes, eux qui, sans être plus que des hommes, se seraient exposés à des tentations et à une responsabilité mille fois plus qu'humaine. »² C'est cette foi en un mandat divin qui donna aux rois absolus que nous admirons dans l'Histoire une grandeur imposante à laquelle ne s'élèvera jamais la royauté moderne. Les rois de l'antiquité étaient réellement des médiateurs célestes. Ainsi, nous en voyons certains qui, en temps de peste, donnent leur propre sang comme expiation en faveur de leur peuple, ou considèrent les calamités publiques comme une punition de leurs propres fautes.

Mais actuellement, « la foi au droit divin est éteinte chez les princes et chez les peuples, c'est pourquoi il serait blâmable de professer l'absolutisme dans la plus grande partie de l'Europe. »³

¹ Lettre à Henri Laube, Boulogne-sur-Mer, 23 novembre 1835.

² *De la France*, p. 181.

³ *De la France*, p. 182.

Il n'y a plus de véritable absolutisme, mais à sa place, et s'en réclamant, un système où les rois sont menés par une coterie de nobles qui, eux, sont tout-puissants. « Comme il est peu d'hommes qui aient une volonté particulière, que la plupart au contraire ne veulent, sans s'en douter, que ce que veut leur entourage ; c'est d'ordinaire l'entourage qui règne à la place des rois absolus. C'est là ce que nous nommons cour. »¹

Heine, nous le voyons, ne déteste pas la monarchie absolue plus qu'une autre forme de gouvernement. Ce qui le rebute, ce sont les excès auxquels elle aboutit. Il nous le dit expressément dans un passage des « Reisebilder » : « Je ne hais point le trône, mais je hais ces insectes de haute naissance qui ont fait leur nid dans les crevasses du vieux trône. »² Que les destinées d'un pays soient entre les mains d'un homme tout-puissant qui agira en ayant pleinement conscience de ses responsabilités et en se faisant une idée très haute de la tâche qui lui incombe, il l'accepte ; mais, que le sort d'un peuple soit en réalité le jouet de courtisans, soucieux uniquement de leurs intérêts personnels, il ne peut l'admettre.

Monarchie constitutionnelle

Cependant, Heine est sincèrement partisan d'une monarchie et convaincu que c'est là, la forme de gouvernement qui convient le mieux à son pays. L'Allemagne, nous dit-il, est royaliste par essence et il s'explique : « le royalisme d'un peuple, consiste, au fond, en ce qu'il respecte les autorités, croit aux personnes qui représentent ces autorités, et dans cette persuasion, s'attache aussi à la personne. »³ Le monarchisme se ramène donc à un état d'esprit ; il convient à un peuple croyant et discipliné. Or, les Allemands « croient toujours aux personnes, aux autorités, à la Très Haute Diète, à la police, à la Sainte Trinité, à la Gazette de Halle, au papier brouillard, au papier à enveloppe, mais par-dessus toute chose aux parchemins. »⁴ Chez eux, non seulement le respect des souverains n'a pas été détruit par un 21 Janvier, mais il n'est aucun peuple qui ait autant d'attachement pour ses princes.

Le royalisme est donc encore à leur taille.

C'est une monarchie constitutionnelle qui « est réclamée dans les temps présents, par nous autres Allemands, sous des formules plus ou moins démocratiques. »⁵

Cette forme de monarchie, Heine la définit par opposition à la monarchie absolue. « Celle-ci se différencie de celle-là, parce que l'institution y remplace la volonté particulière du monarque. »⁶

¹ *De la France*, p. 179.

² *Reisebilder : La ville de Lucques*, p. 373.

³ *De la France*, p. 231.

⁴ *De la France*, p. 235.

⁵ *Mirabeau et la Révolution*, p. 173.

⁶ *De la France*, p. 182.

Il n'a d'ailleurs pas de système original à nous proposer. Dans son livre « De la France » où nous trouvons l'exposé des principes d'une monarchie constitutionnelle ainsi qu'il la conçoit, Heine se contente, en général, de décrire ce régime tel qu'il l'a vu fonctionner en Angleterre, et de souligner les conséquences favorables qui en découlent, à la fois pour le peuple et pour les princes.

Le roi ne gouverne pas personnellement. Il choisit des ministres qui gèrent les affaires du royaume en son lieu et place et portent l'entière responsabilité de leurs actes.

Etant seuls responsables des actes du gouvernement, ces ministres devront garder une liberté entière, et ne pas se laisser influencer par la volonté royale. « Ils devront repousser tout net un avis du roi qui ne s'accorde pas avec le leur, et dans le cas où leur système ne convient pas au roi, se retirer tout à fait. Sans une telle liberté de volonté, la responsabilité que les ministres assument par le contre-seing des actes de gouvernement serait une injustice impie, une cruauté, une absurdité ; ce serait introduire dans le droit politique la doctrine du bouc émissaire. »¹ Le principe de la constitution anglaise : « The king cannot do wrong », sur lequel on fonde l'irresponsabilité du roi, devrait donc être complété ainsi : « Because he does nothing ».

Mais si les ministres sont indépendants à l'égard du souverain, ils sont obligés de tenir compte de la volonté du peuple. Ils ne peuvent gouverner qu'aussi longtemps qu'ils le font dans le sens de la majorité des représentants de la nation, parce que ceux-ci peuvent leur refuser les moyens de gouverner, c'est-à-dire les impôts.

Nous avons là, un aperçu de la manière dont fonctionne une monarchie constitutionnelle : le roi nomme des ministres, qui, eux, gouvernent avec l'assentiment de la majorité des représentants de la nation, et sont seuls responsables en cas de mauvaise administration.

La monarchie constitutionnelle apparaît à Heine, comme « un mécanisme profond et ingénieux, qui fait que le roi ne représente que l'idée du pouvoir. »²

L'avantage le plus important qui en résulte pour le peuple est donc une stabilité beaucoup plus grande que sous le régime absolutiste. Le salut de l'état devient indépendant de la personnalité du monarque et ne peut être mis en danger par « un hasard de caractère, par la première passion trop sublime ou ignoble. » D'autre part, l'influence néfaste de la noblesse est éliminée, puisque le roi n'agit plus d'après les désirs effrénés d'une cour, mais en vertu de lois bien établies. La substitution d'un « système de principes politiques immuables » à une volonté particulière, soumise à des influences diverses, assure à ce mode de gouvernement une « solidité dont les anciens philosophes politiques n'avaient aucun pressentiment. »

Une monarchie constitutionnelle ne présente pas de sécurité plus grande pour le peuple seulement, mais également pour le souverain. En effet, si le roi choisit des ministres, ce sont eux et non lui qui gouvernent, et, par conséquent, « le mécontentement du peuple en cas de mauvaise

¹ *De la France.*

² *De la France*, p. 182.

administration, ne peut monter jusqu'à lui. »¹ Le roi ne gouvernant pas est aussi « irresponsable, inviolable, et ses ministres seuls peuvent être accusés, condamnés et punis pour mauvais gouvernement ». C'est un argument de poids, à cette époque où le souvenir des événements de 1789 est présent à la mémoire de tous, et où la révolution gronde un peu partout en Europe.

Cependant le régime absolutiste prévaut encore dans la plupart des états européens, et en particulier en Allemagne. La Prusse et l'Autriche, dont les influences sont prépondérantes, sont toujours des monarchies de droit divin où le parti de la réaction est plus fort que jamais et réprime durement toute agitation libérale. Un régime plus souple ne peut être obtenu que grâce à une constitution. Le problème qui se pose dès lors, est de savoir s'il faut considérer une constitution comme une chose à laquelle le peuple a droit, ou comme une faveur que les princes accorderaient bénévolement.

Il semble bien, que de l'avis de Heine, il y ait pour la nation un véritable droit.

Ce droit existe de façon indiscutable, lorsque cette constitution a été promise comme ce fut le cas en Prusse. Le roi Frédéric-Guillaume III, après avoir promis à son peuple une constitution en 1815, s'était borné à établir dans chaque province des Etats Provinciaux, cela en 1823. Heine, comme beaucoup de patriotes allemands, avait espéré voir la Prusse prendre la tête du mouvement libéral. Plus tard, déçu, il s'indigne : « mais où est la constitution promise que le peuple prussien peut revendiquer de la manière la plus déterminée d'après le droit humain et divin. Tant que le roi de Prusse ne remplira pas cette obligation sacrée, tant qu'il dénierait à son peuple la constitution si bien payée d'avance, je ne puis le nommer juste. »² La force même des expressions employées ne laisse aucun doute. Il considère que le peuple prussien a droit au régime libéral promis.

Même lorsque le souverain n'a pris aucun engagement, « une constitution a du bon, et il ne faut pas en vouloir aux peuples s'ils demandent, même aux meilleurs monarques, un petit mot par écrit pour cause de vie et de mort. »³ Heine pense que le peuple s'il ne possède de droit, au sens strict du mot, peut du moins réclamer une constitution à son prince, et qu'une telle demande est parfaitement légitime.

L'obstacle le plus redoutable, que ce soit à l'octroi d'une constitution ou à son application est encore la noblesse.

Dans tous les pays, les courtisans ont toujours été les ennemis secrets ou déclarés du système constitutionnel. « L'art des cours consiste à endurcir les rois de cœur tendre de telle sorte qu'ils deviennent massue dans la main des courtisans et à apprivoiser les rois farouches de manière à ce

¹ *De la France*, p. 183.

² *De la France*, préface, p. 20.

³ Kahldorf, p. 115.

qu'ils se prêtent volontiers à tous les jeux, à toutes les attitudes, à toutes les actions. »¹ Une constitution établissant un régime où le gouvernement échappe au roi leur fait perdre leur puissance millénaire, c'est pourquoi ils l'ont l'impossible pour sauvegarder l'absolutisme.

Mais alors même que la constitution est accordée, ils poursuivent la lutte. Toutes les constitutions, même la meilleure, ne pourront être d'aucune utilité, tant que la noblesse « ne sera pas arrachée jusqu'à la dernière racine » et cela parce que les princes « ne peuvent observer fidèlement les constitutions qu'ils ont jurées tant qu'ils ne seront pas délivrés de ces constitutions plus anciennes, que la noblesse, quand elle perdit son indépendance armée, sut gagner par la douceuse adresse de la courtoisie ; constitutions non écrites, dont les droits d'habitude ont des bases plus profondément assurées que les constitutions les mieux imprimées sur papier brouillard, constitutions dont tout hobereau sait le code par cœur et dont le maintien est confié à la garde spéciale de tout vieux chat de cour, constitutions dont le roi, même le plus absolu, ne peut violer le moindre titre... je parle de l'étiquette. »²

Il y a là une véritable tyrannie qu'une petite caste privilégiée fait peser sur les rois. Si l'on veut qu'une constitution soit appliquée efficacement, qu'elle établisse réellement un régime libéral, il faut affranchir les rois de la tutelle des grands et commencer l'œuvre par ce que Heine appelle l'émancipation des princes. C'est une tâche qui n'est pas simple. « On n'a rien fait encore si on arrive par des lois discutées, votées, sanctionnées et promulguées à annuler les privilèges de la noblesse. »³ Les abus doivent être étouffés dans l'organisation de la maison des princes. On commencera par modifier le mode d'éducation des futurs souverains. Au lieu de les entourer de « barons gentillâtres », « que le meilleur citoyen soit gouverneur des princes, et cela par le choix du peuple. »⁴

Ici, nous voyons paraître ce qui fut longtemps l'idéal politique de Heine. Une monarchie constitutionnelle qui établirait un régime très libéral dans lequel le roi s'appuierait non plus sur des castes privilégiées, mais sur le peuple. A ce point de vue, Mirabeau lui semble un précurseur, lui qui « songeait à augmenter et à fortifier encore la puissance royale, en arrachant violemment le roi aux mains des classes supérieures... en le poussant bien plutôt dans les bras du Tiers-Etat. »⁵ A sa suite Heine écrit : « Oh ! si les rois pouvaient reconnaître enfin que, rois du peuple, ils vivraient beaucoup plus en sûreté sous la protection des lois que sous la garde de leurs nobles meurtriers d'élite ! »⁶

Heine soutenant cette thèse est appuyé par toute l'école libérale modérée d'Allemagne. A un moment donné, il crut en voir la réalisation dans la monarchie de Juillet et saluait en elle l'avènement d'une monarchie sans étiquette dont l'idée se répandrait de plus en plus. Mais ce système réconfortant de monarchie anti-aristocratique, populaire, constitutionnelle n'était qu'une chimère. L'échec de Louis-Philippe en est la

¹ *De la France*, p. 179.

² *De la France*, p. 250.

³ *De la France*, p. 253.

⁴ *De la France*, p. 254.

⁵ *Mirabeau et la Révolution*, p. 173.

⁶ *De la France*, préface.

preuve : une monarchie s'appuie nécessairement sur des intérêts et ces intérêts forment une nouvelle aristocratie de privilèges avec une politique à l'avenant.

Vers la fin de sa vie, Heine devait s'en rendre compte. Il ne croit plus que cette formule politique puisse rétablir l'équilibre social rompu, et, observant les événements qui se précipitent, il s'abandonne non sans pessimisme, à l'idée d'une révolution qu'il considère comme nécessaire tout en la redoutant.

République

Heine fut en relation amicale avec plusieurs chefs du parti républicain allemand, Boerne en particulier, au moins pendant une certaine partie de sa vie. Cependant il n'adoptera jamais leurs idées politiques. Il écrit à son ami Meissner en 1848 : « vous savez que je n'étais point républicain et vous ne vous étonnerez pas que je ne le sois pas devenu. »¹

Les républicains de l'époque professaient une doctrine austère, dans laquelle Heine voit « un dernier avatar du pessimisme chrétien ». Bien qu'il ait affirmé trop haïr le vice pour jamais les combattre, il ne leur ménage pas ses sarcasmes.

Tout comme il l'a fait pour le monarchisme, il considère que la république ne peut convenir à un peuple que lorsqu'il y règne un certain climat politique. « Le républicanisme d'un peuple gît au fond en ce que le républicain ne croit à aucune autorité, ne respecte que les lois, les observe avec défiance, les contrôle, ne s'attache jamais aux personnes, et, bien plus, quand celles-ci s'élèvent au-dessus du peuple, s'applique sans relâche à les rabaisser par la contradiction, le soupçon, le sarcasme et la persécution. »² Les signes caractéristiques du républicanisme lui paraissent être cette défiance à l'égard de la personne et cette haine contre l'autorité d'un nom.

Heine condamne leur égalitarisme intransigeant où « chacun, dans le sentiment pénible de sa propre médiocrité, cherche à rabaisser au niveau banal tout don supérieur ». Cet état d'esprit conduit fatalement à un matérialisme excessif qui bannit du monde l'idéal.

« Il n'y aura point de place pour la beauté et le génie dans la république de nos puritains, et l'un et l'autre seront flétris et supprimés bien plus tristement encore que sous l'ancien régime ; car la beauté et le génie sont encore une espèce de royauté. »

On comprend aisément que le poète ait refusé son adhésion à un parti tendant à instaurer un régime où « toutes les joies d'autrefois, toute douceur, tout parfum de fleur, toute poésie, tout cela aura été extrait de la vie, et où il ne restera rien que la soupe à la Rumford des militaires. »³

L'établissement d'une république n'aurait pas pour seul inconvénient de revêtir tous les individus, sans distinction aucune, du même

¹ Correspondance, T. III, p. 118.

² *De la France*, p. 232.

³ Louis Boerne, p. 199-200.

« costume gris-cendre de l'égalité ». Quelle que soit la forme d'un état, il ne se maintient pas uniquement par l'esprit national et le patriotisme de la masse du peuple, comme on le croit d'ordinaire, mais il se maintient surtout par la puissance intellectuelle des grandes individualités qui le dirigent. Or, non seulement les républicains cherchent à étouffer toute supériorité intellectuelle ou autre et à les ramener à la commune mesure, mais leur doctrine est, de plus, la négation de toute autorité légitime. C'est pourquoi Heine pense qu'un gouvernement républicain ne pourra jamais se maintenir longtemps. « Par ce vice fondamental de leur nature, ces républiques périront toujours misérablement aussitôt qu'elles entreront dans un combat décisif avec des oligarchies ou des aristocraties représentées par des grandes individualités. »¹ Une république ne sera jamais qu'éphémère, elle peut tout au plus servir de transition, mais non établir un régime stable.

L'avènement d'une république n'est donc souhaitable à aucun point de vue. Heine aime les souvenirs de la Grande Révolution française et respecte ses héros, mais, nous affirme-t-il, « ce n'est pas inconséquence à moi d'aimer avec enthousiasme cette république, sans vouloir en rien la résurrection de cette forme de gouvernement en France et moins encore une traduction allemande ».²

En France, à la rigueur, elle serait possible. La mentalité s'y prête ; le respect républicain pour la loi a remplacé chez les meilleurs citoyens le respect que le royalisme porte à certaines personnes. D'autre part, l'établissement d'une république servirait les intérêts des partis les plus opposés. Elle comblerait non seulement les vœux des républicains, mais en outre des carlistes qui la considèrent comme une phase nécessaire pour revenir à la royauté absolue de la branche aînée des Bourbon.

« Mais des républicains allemands ! On n'en croit à peine ses yeux et ses oreilles. » Le parti républicain existe pourtant en Allemagne, où il compte de nombreux adhérents. « Comme le républicanisme est une doctrine toute droite, plus facile à comprendre que le gouvernement constitutionnel, par exemple, qui suppose déjà un certain nombre de connaissances, des milliers d'ouvriers allemands devinrent en peu de temps républicains et prêchèrent la foi nouvelle. La doctrine républicaine se répand en raison même de sa vulgarité et parce que la grande masse est incapable de comprendre une doctrine supérieure. »³

Malgré cela, Heine ne croit pas à une république allemande. Les Allemands sont trop disciplinés et ont encore trop le culte de l'autorité pour qu'une république ait des chances de réussite dans leur pays. Cependant on aurait tort de s'imaginer que l'idée d'une république, telle que l'ont conçue beaucoup d'esprits allemands, est un caprice passager. « Lorsque nous serons paisiblement et depuis longtemps pourris dans nos tombeaux, on combattrait en Allemagne avec la parole et avec le glaive pour la république, car la république est une idée, et jamais les Allemands n'ont encore abandonné une idée sans l'avoir fait prévaloir dans toutes ses conséquences. »⁴

¹ *Lutèce.*

² *De la France*, p. 220-221.

³ *De la France*, p. 227.

⁴ Louis Boerne, p. 76.

Les opinions de Heine au sujet de la république, du régime qui en découlerait et de sa durée peuvent nous sembler démenties par les faits. C'est pourquoi il faut envisager la doctrine républicaine, non telle qu'elle se présente à nous actuellement, mais telle que les Jacobins, puis Boerne et le cercle des émigrés qui l'entourait à Paris, l'enseignaient.

La monarchie, absolue ou constitutionnelle, était un mode de gouvernement traditionnel dans les états européens. Les théoriciens politiques l'avaient vu à l'œuvre pendant des siècles dans différents pays, et, qu'ils soient pour ou contre ces régimes, leurs discussions pouvaient toujours s'appuyer sur les données du passé. Il n'en était pas de même pour la forme républicaine de gouvernement. Les républiques de l'Antiquité ne pouvaient se comparer aux états modernes ; quant à la 1^{re} république française elle fut relativement de très courte durée, et la nécessité de défendre le pays, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, empêcha de savoir quel aurait été son mode de fonctionnement en temps normal.

Il manquait donc à la doctrine républicaine une expérience suffisamment prolongée pour permettre une mise au point. En raison de cette lacune, elle était restée trop abstraite. L'idée maîtresse en était l'égalité parfaite qui devait régner dans le monde de demain : égalité conçue de façon rigide, ne tolérant aucune dérogation, mais il n'était pas indiqué de façon très précise la manière dont elle serait organisée. Les républicains de l'époque font davantage figure d'adeptes d'une idéologie nouvelle que de membres d'un parti ; ils n'avaient pas acquis au contact des nécessités pratiques, la souplesse qui s'avère indispensable dès qu'on en arrive au stade des réalisations. Leur théorie était trop absolue ; trop intransigeante pour être applicable. Heine l'a très bien vu, il ne s'agissait pas à vrai dire d'une doctrine politique, mais plutôt d'une « foi nouvelle » et l'avenir de l'état futur devait dépendre autant de la « vertu » de ses citoyens que des capacités administratives de ses chefs.

Il est donc évident que l'auteur de « Boerne », mis en présence des gouvernements de la III^e ou IV^e République par exemple, eut porté sur les républicains un jugement très différent. Leur « vertu », leur « austérité », leur « ascétisme » n'auraient plus de quoi l'affaroucher tout autant ; mais il est probable qu'après avoir étudié nos systèmes modernes, il concluerait que la doctrine républicaine « est aussi soutenable que toute autre opinion politique ».

* *
*

Au fond, Heine ne croyait à aucun gouvernement, écrit Meissner. C'est peut-être exact.

Heine est un observateur remarquable qui étudie les différents modes de gouvernement, existant ou préconisés à son époque, avec toute l'impartialité possible. S'il ne se rallie finalement à aucun parti, personne ne saurait lui en faire grief. Ce que certains ont considéré comme un manque de caractère, peut en réalité s'analyser en une aptitude particulière à mettre le doigt sur les points faibles des systèmes et une loyauté foncière qui, ensuite, l'empêchait de feindre l'ignorance. « Celui qui ne va

pas aussi loin que son cœur l'y pousse et que la raison le lui permet, est un pleutre ; celui qui se laisse entraîner plus loin est un esclave. » La devise est de lui et elle ne manque pas de fierté. Heine n'est pas homme à suivre aveuglément les directives d'un parti. Il n'a jamais redouté la lutte, mais il lui plaît de choisir l'adversaire et de varier les armes à sa guise. « S'associer, en vue d'un but précis et momentané, à d'autres combattants de son espèce : voilà qui est dans sa ligne. Appartenir à une école qui vous enseigne chaque jour ce qu'il faut penser sur telle ou telle question, rien ne lui eut fait plus horreur. »¹

En particulier en ce qui concerne les formes de gouvernement, il a des idées bien personnelles. De nos jours, nous y voyons une largesse d'esprit peu commune, mais il était trop en avance sur son époque pour avoir toujours été bien compris par ses contemporains.

En politique comme en d'autres domaines, il n'y a pas une seule vérité. Telle institution qui conviendra parfaitement à un pays, pourra faire échec dans l'état voisin. Il faut avant tout tenir compte du degré d'évolution atteint par chacun, et Heine a un sens très profond de cette évolution.

Prenons l'une après l'autre les différentes formes de gouvernement et plaçons-nous d'un point de vue purement théorique. Elles sont toutes défendables ; aucune d'elles ne présente rien que des défauts ou uniquement des qualités.

Mais si l'on veut passer aux réalisations pratiques, imposer un régime quelconque à un peuple, il faut tenir compte d'un certain nombre d'éléments qu'on ne peut méconnaître sans dangers.

« Une nation est une âme, un principe spirituel. Deux choses qui, à vrai dire n'en font qu'une, constituent cette âme, ce principe spirituel. L'une est dans le passé, l'autre dans le présent. L'une est la possession en commun d'un riche legs de souvenirs ; ... » (Renan, *Disc. et Conférences*, 306)

C'est sur ce passé qu'on ne saurait trop insister. Comme l'écrivit Heine, il existe une solidarité entre les générations successives, de sorte que les réactions d'un peuple, en matière politique, sont en partie déterminées par son passé. Or, les mêmes événements ne s'étant pas produits dans tous les pays, il en résulte des degrés d'évolution variables pour chaque peuple. Il y a entre eux des différences de psychologie, de mentalité, de croyances, de mœurs, sans même mentionner la diversité des conditions matérielles, qui vont réagir sur les institutions nationales en mettant l'accent sur tel point particulier ou sur tel autre. Toutes ces influences auxquelles s'ajoute celle de ce qu'il est convenu d'appeler le génie propre à chaque peuple vont faire subir à une forme de gouvernement des déformations, ou si l'on préfère, va exiger une adaptation. C'est ainsi que ce qui théoriquement était simplement admissible va devenir condamnable ou au contraire à préconiser.

A une époque où l'on était pour la monarchie absolue, ou pour la monarchie constitutionnelle ou partisan de la République : et cela en souhaitant voir dans tous les pays la forme étatique de son choix, sans

¹ Victor Bernard : *Henri Heine*, p. 279.

s'embarrasser de considérations jugées secondaires, Heine avait déjà senti toutes ces nuances.

Ainsi il constate que la monarchie absolue avait sa grandeur dans l'Antiquité, mais n'est plus compatible avec l'état d'esprit du XIX^e siècle. C'est encore ce sens de l'évolution historique qui lui fait dire qu'une république pouvant convenir en France, serait impossible en Allemagne. La révolution de 1789 et l'Empire avaient opéré un bouleversement profond dans tous les domaines, en particulier dans les idées politiques ; tandis que les Allemands, par contre, avaient en majorité conservé les vues traditionnelles.

Il n'y a pas de forme étatique bonne ou mauvaise à priori, mais il y a un mode de gouvernement qui convient mieux que tel autre à un peuple donné. Bien qu'elle ne soit formulée clairement dans aucun écrit de Heine, cette idée sert fréquemment de toile de fond à ses développements politiques dans son livre « De la France » par exemple.

Dans quelques vers de « Germania », il nous indique lui-même sa position exacte à l'égard des partis politiques de son époque.

Après une longue absence, le poète revient à Hambourg où il retrouve sa mère. Celle-ci l'interroge sur sa vie à l'étranger, ses idées, ses occupations.

« Mon cher enfant, que penses-tu maintenant ? Fais-tu toujours de la politique avec la même passion ? A quel parti te rattachent tes convictions ? »

« Les oranges, chère petite mère, sont excellentes, et c'est avec un vrai plaisir que j'en bois le doux jus, mais je laisse là l'écorce. »¹

Heine, à aucun moment, n'abdique sa personnalité. S'il emprunte sans hésiter aux partis les idées pouvant cadrer avec les siennes propres, il les refuse dès qu'elles sont contraires à ses principes ou lui paraissent excessives.

Même à l'égard de la « Jeune Allemagne », il sut garder son indépendance. Son amour-propre flatté l'incita à accepter le patronage du mouvement, il le soutint par l'autorité, le prestige de son nom. Il le défendit auprès de la Diète lorsque celle-ci prononça sa dissolution. Des conséquences fâcheuses devaient suivre cette protestation et peser sur toute sa vie, mais il semble bien que les influences matérielles aient été les plus fortes.

En réalité, Heine se sentait très peu engagé par une adhésion qui, si nous en croyons une lettre qu'il adressa à Henri Laube, ne fut pas très spontanée. En 1835, il écrivit à son ami : « Je n'ai pas la moindre liaison avec le reste de la « Jeune Allemagne » ; j'apprends qu'ils ont inscrit mon nom parmi les rédacteurs de la « Nouvelle Revue », ce à quoi je ne les ai jamais autorisés. Toutefois, ces jeunes gens trouveront toujours en moi un point d'appui. »²

Tout nous permet de croire qu'il soutint la « Jeune Allemagne » en tant que chef du mouvement, sans doute, mais surtout comme il l'aurait fait pour n'importe quel parti libéral.

Heine n'est ni un chef politique, ni même un homme de parti.

¹ *Germania*, chant 20.

² Lettre à Henri Laube, novembre 1835.

De nombreux auteurs voient là une incapacité à laquelle ils ont cherché des raisons multiples dont les plus communément admises sont celles mentionnées par Lichtenberger. Heine, nous dit-il, n'a pas les qualités requises pour faire un chef politique : il est trop mobile, trop versatile, trop à la merci de ses impressions du moment, trop complexe pour bien tenir cet emploi... Il est incapable de se plier à la stricte discipline d'un homme de parti... son programme est beaucoup trop vague pour pouvoir exercer une action efficace.

Tout ceci comporte une part de vérité, mais il faut également se souvenir que, de son propre aveu, Heine n'a jamais cherché à faire triompher une forme de gouvernement plutôt qu'une autre, or, c'est là une préoccupation primordiale pour un groupement politique. Accéder au pouvoir, voilà le premier but d'un parti. La réalisation d'un programme vient ensuite. Pour Heine, le procédé est inverse. Il faut d'abord faire triompher un idéal humanitaire, les questions purement politiques sont secondaires.

Il a su dominer les partis et considérer les problèmes de son temps d'un point de vue infiniment plus élevé. L'essentiel pour lui, c'est la condition humaine qu'il faut chercher à améliorer par tous les moyens, et il n'y a pas une forme étatique qui soit unique à pouvoir le faire.

Il préconise un régime libéral, démocratique, qui fasse régner le bien-être dans les classes inférieures de la société tout en maintenant la discipline et la hiérarchie et il pense que cet état de choses peut exister dans un pays quelle que soit la forme du gouvernement.

D'autre part, tous les régimes ont leurs faiblesses.

Heine, l'esprit le plus aiguisé, le plus dénué d'illusions, le moins dupe de lui-même et des autres, parfois même cynique — ainsi le dépeint Caro — était plus apte que tout autre à les déceler. Ceci lui défendait d'admettre aucun de ces régimes sans formuler quelques réserves.

Nous le voyons dire que le gouvernement qu'il préfère serait « une république dirigée par des royalistes, ou une monarchie dirigée par des républicains ».

A première lecture, nous croyons à une de ces boutades qui lui sont familières. Pourtant cette réflexion résume assez bien certaines de ses aspirations.

Toute sa vie, il recherche une sorte de synthèse où se trouveraient satisfaites ses tendances démocratiques qui désirent voir triompher les principes de la révolution et, en même temps, son goût de l'ordre. Réunir dans un même gouvernement l'égalitarisme républicain et la hiérarchie exigée par une monarchie, voilà une utopie, Heine s'en rend compte ; le ton même de la phrase l'indique, mais elle lui paraît assez séduisante pour être formulée. Pour lui, elle conciliait deux penchants contradictoires, également puissants, de son moi profond. Pour nous, elle est un des reflets de ce dualisme constant que nous retrouvons chez Heine et qui lui aurait permis de dire comme le Faust de Goethe :

« Zwei Seelen wohnen, ach ! in meiner Brust. »

L'une de ces âmes, foncièrement aristocratique, lui fait rechercher certains aspects de la monarchie ; l'autre, sincèrement démocratique, le rapproche des masses.

CHAPITRE III

Heine et l'Empire

C'est une des raisons qui font de Heine un admirateur de l'Empire. « Le premier Napoléon, génial ennemi du droit divin et de la noblesse, héritier et continuateur du grand mouvement populaire, lui semble parfois fournir la synthèse cherchée, l'hégélienne conciliation des contraires ; annonciateur du bien-être pour la classe la plus nombreuse, prophète du règne des capacités. »¹

Heine considère le Bonapartisme comme : « L'idée d'une monarchie à la plus haute puissance, employée au profit du peuple. »

Napoléon est tout d'abord pour lui le héros de la révolution, l'homme du peuple qui, à la tête de son armée, a fait une promenade triomphale à travers le monde, brisant les trônes vermoulus, apportant partout le nouvel évangile de liberté, d'égalité et de fraternité ».²

La nation française avait besoin d'être régénérée, l'Empire fut nécessaire ; « il apporta à la nation malade la guérison par le feu et par le fer ». Napoléon, nous dit Heine, fut le Moïse des Français. « Comme Moïse conduisit jadis son peuple à travers le désert afin que ce temps d'épreuve le rende meilleur, ainsi il conduisit les Français à travers l'Europe ».³

Cependant, il n'est pas seulement un chef d'état, mais tout un symbole : celui de la jeune France opposée à la vieille Europe, défendant les principes nouveaux contre la coalition des monarchies anciennes, contre la réaction féodale et cléricale.

Napoléon est vraiment « l'homme nouveau, l'homme des temps modernes, l'homme où s'est réfléchi avec tant d'éclat ce temps nouveau, que nous en sommes presque éblouis ».⁴ Ce que la Révolution avait acquis en principe, c'est lui qui le réalisa. L'égalité devint effective avec l'entrée en vigueur du code proclamant l'égalité de tous devant la loi. Nous n'admirons pas seulement en lui l'homme de génie qui sut dominer l'Europe, mais aussi le législateur qui donna à la France « un code d'une valeur extraordinaire ». Ce qui fait la valeur de ce code, c'est d'avoir été établi : « non par des casuistes, mais par d'ardents défenseurs de l'humanité », qui avaient participé à l'action et avaient vu de près les passions et les

¹ V. Bernard : *Henri Heine*, p. 291.

² Lichtenberger : *Henri Heine, penseur*, p. 88.

³ *Gedanken und Einfafelle*, Elster, VIII, p. 435.

⁴ *Reisebilder* : Angleterre, T. II, p. 72.

misères qui étaient à l'origine des grands problèmes posés par les conditions d'existence nouvelles ».¹

L'empereur était pénétré de l'esprit de son temps, or ce temps était une période de transition où se rencontraient simultanément les idées révolutionnaires et contre révolutionnaires. Il eut le mérite de tenter une « fusion » en « cherchant à réconcilier les hommes et les intérêts de l'ancien régime avec les hommes nouveaux et les nouveaux intérêts de la Révolution ». Il n'agit jamais uniquement en révolutionnaire ou tout à fait en réactionnaire, mais toujours dans le sens des deux principes, des deux tendances qui s'unissaient en lui, c'est pourquoi « il agit toujours naturellement, simplement, avec grandeur, jamais de façon brusque, toujours avec calme et douceur ».²

« Sous certains rapports, il était un empereur saint-simonien. » Pour un disciple de Saint-Simon comme le fut Heine, c'était le meilleur éloge possible.

Il lui semble que Napoléon « avait pour but le bien-être physique et moral de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre. Il régnait moins au profit du Tiers Etat, de la classe moyenne, du juste milieu, que dans l'intérêt des hommes dont la richesse tout entière est dans le cœur et dans les bras : son armée était une hiérarchie dont les gradins d'honneur n'étaient occupés que par le mérite personnel et par la capacité »³.

Pourtant, si Heine admire sincèrement Napoléon, il n'est pas aveugle. « Je ne l'aime sans restriction, dit-il, que jusqu'au 18 Brumaire. »⁴

Chacun a une mission à accomplir sur terre, celle de l'empereur était de combattre dans tous les pays pour assurer la victoire de la révolution. Cependant il oublia cette mission : « et dans l'orgueil de son égoïsme, il plaça sa propre image sur les trophées conquis par la révolution, sur les canons fondus de la Colonne. »

Sainte-Hélène est le châtiment de cette infidélité.

« C'est au seul drapeau tricolore qu'appartenait cette place », et Heine ajoute : « si, par la suite, on veut rétablir Napoléon sur la Colonne de la place Vendôme, il n'y dominera plus comme empereur, comme César, mais comme représentant de la révolution, absout par le malheur et purifié par la mort, comme un emblème de la force populaire victorieuse ».⁵

Il n'en est pas moins vrai que Napoléon, fils de la Révolution, fut à son apogée un ennemi de la liberté. Heine reconnaît qu'il fut un despote et que sa glorification est un exemple dangereux.⁶ Mais cela, la France, vers le milieu du siècle passé, l'a volontairement oublié.

« Napoléon est resté pour les Français une parole magique », capable de rallier la sympathie des masses. De même que César donna son nom à l'autorité même, ainsi le nom de Napoléon « désignera désormais un

¹ Lutèce, lettre du 19 mai 1841 : *Elster*, VI, p. 273.

² Lutèce : *Elster*, VI, p. 148.

³ *De la France*, p. 270.

⁴ *Reisebilder : De Munich à Gênes*, T. I, p. 135.

⁵ *De la France*, p. 136.

⁶ Lutèce : *Elster*, VI, p. 180.

nouveau pouvoir de César auquel a droit celui-là qui possède la capacité la plus grande et la meilleure volonté ».¹

Dès lors, nous ne pouvons nous étonner en voyant avec quel enthousiasme Heine accueille l'élection du neveu du grand empereur. « Louis Bonaparte est un miracle accompli au bénéfice de la France »² écrit-il à Kolb, et il y voit « la revanche de Waterloo, la victoire des peuples sur la Sainte Alliance et la Réaction ».

« Napoléon Bonaparte depuis longtemps, aux yeux de la nation actuelle, est passé dans le domaine de la tradition, auprès des ombres glorieuses d'Alexandre de Macédoine, de Jules César et de Charlemagne »³ pouvait déjà écrire Heine en 1841.

C'est cette sorte de légende de l'empire née progressivement parmi les masses encore grisées de souvenirs glorieux que Heine préfère. Comme le remarque Lichtenberger, « ce qu'il aime avant tout en Napoléon, c'est une admirable fiction poétique qu'il accepte en artiste... Il aime cette « image colossale » qui vit dans l'imagination des hommes, s'enveloppant peu à peu dans un brouillard mythique ».⁴

C'est en artiste autant qu'en publiciste qu'il se rallie au verdict rendu, selon lui, par les deux peuples anglais et français : l'empereur est « immortel, éternellement admiré, éternellement regretté ».⁵

L'empire est la seule forme de gouvernement que Heine ait vraiment exaltée parce qu'elle cadrait avec ses conceptions politiques, mais peut-être aussi, parce que, avec le recul du temps, Napoléon devenait pour lui, comme pour beaucoup de ses contemporains d'ailleurs, un personnage un peu irréel. Il reste, lui surtout, « un miracle ».

C'est ce que semblerait indiquer une pensée notée par Heine au cours des dernières années de sa vie :

« Napoleon war nicht von dem Holz, woraus man die Koenige macht
Er war von jenem Marmor, woraus man Goetter macht ».⁶

¹ *Elster*, T. V, p. 194.

² Lettre à G. Kolb, 21 avril 1851.

³ Lutèce, lettre du 11 janvier 1841.

⁴ H. H. Lichtenberger : *Henri Heine, penseur*, p. 89.

⁵ *Reisebilder* : *Angleterre*, T. II, p. 66.

⁶ *Gedanken und Einfaele*, *Elster VII*, p. 434.

*Napoléon n'était pas de ce bois dont on fait les rois.
Il était du marbre dont on fait les dieux.*

CHAPITRE IV

HEINE EN FACE DU PROBLEME SOCIAL

I. Etat des doctrines socialistes vers 1830.

« Le socialisme n'est pas une science, c'est un cri de douleur et, parfois, de colère, poussé par les hommes qui sentent le plus vivement notre malaise collectif ».¹ Ce malaise qui existait depuis longtemps s'accroît avec l'ascension du machinisme, et vers le début du XIX^e siècle, apparaissent simultanément dans différents pays des doctrines socialistes de plus en plus nombreuses. C'est ainsi que, au même moment, on voit se produire Saint-Simon et Fourier en France, Owen en Angleterre, pour ne rappeler que les noms les plus importants.

La condition misérable des travailleurs avait, déjà avant la révolution, retenu l'attention de certains auteurs. Linguet, écrivain politique célèbre du XVIII^e siècle, voit en eux, comme le fera plus tard Karl Marx, les successeurs de l'esclave de l'Antiquité et du serf du Moyen-Age. « Ils gémissent sous des haillons dégoûtants qui sont la livrée de l'indigence. Ils n'ont jamais part à l'abondance dont leur travail est la source... Ce sont là les domestiques qui ont vraiment remplacé les serfs parmi nous. » Même l'esclavage lui paraît être un état préférable. « Il s'agit d'examiner quel est le gain effectif que leur a procuré la suppression de l'esclavage. Je le dis avec autant de douleur que de franchise : tout ce qu'ils ont gagné, c'est d'être à chaque instant tourmentés par la crainte de mourir de faim, malheur du moins dont étaient exempts leurs prédécesseurs dans ce dernier rang de l'humanité. »²

Necker décrit la situation économique de son temps sous des couleurs tout aussi sombres. Il souligne « la prodigieuse inégalité qu'il y a entre les hommes qui vendent leur travail pour vivre aujourd'hui et ceux qui l'achètent pour augmenter simplement leur luxe ou leurs commodités : les uns sont pressés par l'instant, les autres ne le sont point ; les uns donneront toujours la loi, les autres seront toujours contraints de la recevoir. » (Sur la législation et le commerce des grains.³)

Mais si l'on s'appitoie sur le sort de cette classe laborieuse dès le

¹ Dürkheim : *Le socialisme*, p. 6.

² Linguet : *Théorie des lois civiles*, 1767, T. II, p. 462, cité par Dürkheim : *Le socialisme*, p. 82.

³ Cité par Dürkheim : *Le socialisme*, p. 86.

xviii^e siècle, si l'on peut même voir des germes de socialisme dans certaines propositions faites en vue de porter remède à l'état de dénuement auquel ces êtres étaient réduits, on ne trouve pas de doctrine socialiste véritable avant la révolution.

« Le socialisme, enseignait Dürkheim, est avant tout un plan de reconstruction des sociétés actuelles, un programme d'une vie collective qui n'existe pas encore ou qui n'existe pas telle qu'elle est rêvée et qu'on propose aux hommes comme digne de leurs préférences. C'est un idéal. »¹

Aucune des solutions partielles soumises à l'approbation publique n'avait l'amplitude nécessaire pour amener une reconstruction proprement dite de la société. D'autre part, les fondements sociaux semblaient devoir se perpétuer indéfiniment tels qu'ils existaient alors. Ils avaient survécu pendant des siècles et même ceux qui souffraient de cette structure sociale n'en concevaient pas d'autre. Le sentiment de la hiérarchie des classes était profondément enraciné. Les humbles avaient encore, en grande majorité, le mysticisme aidant, le respect d'un ordre dont on leur affirmait qu'il avait été établi par Dieu. L'Eglise, la seule force morale qui aurait pu s'opposer à cette situation, avait été asservie et, si l'on peut dire, domestiquée par la royauté. La doctrine chrétienne, entièrement centrée sur l'amour du prochain, aurait pu, à condition de n'être pas dénaturée, apporter quelques adoucissements. Mais il semble bien que le seul souci du clergé ait été, suivant la formule reprise par la reine Victoria, d'apprendre aux pauvres à être de bons pauvres, et que la parole de l'Evangile l'ayant le plus frappé fut le « Rendez à César ce qui est à César ».

La Révolution fut indispensable à l'avènement du socialisme, parce qu'elle dressa un nouveau tableau des valeurs. Les valeurs morales et intellectuelles en particulier, jusqu'alors totalement éclipsées par les privilèges de la naissance, prirent la place qui leur était due. L'ordre social ancien bouleversé laissait porte ouverte à ce que nous nommerions aujourd'hui des projets de reconstruction.

L'ancien régime avait deux assises principales : l'armée et l'église, et la royauté qui s'appuyait sur ces deux forces les avait dotées de privilèges.

L'édifice entier s'était écroulé. Sur quelles bases allait-on ériger la « Cité nouvelle » ? D'instinct, les hommes de 1800, comme ceux de tous les temps, cherchèrent du nouveau. Les anciens principes étaient discrédités. On se tourna naturellement vers deux éléments qui, depuis le Moyen-Age, se forgeaient lentement, et qui, surtout au cours du siècle précédent, commençaient à s'affirmer de plus en plus.

C'était tout d'abord la science qui avait conquis son indépendance. Elle était enfin libérée de toutes les superstitions d'ordre plus ou moins métaphysique qui l'avaient entravée. Puis, les progrès scientifiques entraînèrent à leur suite la création de l'industrie. Les premières manufactures marquent la fin de l'ère du petit artisanat. C'est à cette économie transformée par les progrès scientifiques et l'avènement du machinisme que l'on va demander de fournir les fondements nouveaux. A l'état militaire et clérical qui venait de faire faillite on allait essayer de substituer un état industriel et commerçant. Les doctrines nouvelles vont affirmer

¹ Dürkheim ; *Le socialisme*, p. 4.

la suprématie du domaine économique sur le domaine politique. Le socialisme est né.

L'état jusqu'alors s'appuyait d'une part sur une armée forte, capable de défendre son prestige à l'extérieur et d'étendre sa domination par des conquêtes territoriales ; d'autre part, sur l'église dont l'autorité morale contribuait à maintenir l'ordre à l'intérieur du pays.

Après la Révolution, les doctrines nouvelles vont préconiser un état puissant parce que riche d'une industrie prospère et dans lequel l'ordre règne grâce au bien-être général.

Rénover aussi complètement la structure sociale dans son ensemble, suppose qu'une évolution profonde s'est accomplie, ou qu'elle est tout au moins suffisamment avancée pour qu'on puisse spéculer sur les résultats que l'on espère.

« Pour que l'idée socialiste puisse s'éveiller, il fallait, d'une part que les fonctions économiques prissent plus d'importance sociale, et que, de l'autre, les fonctions sociales prissent un caractère plus humain. Il fallait que le commerce et l'industrie devinssent des rouages plus essentiels de la machine collective... il fallait de plus qu'ils aient déjà atteint un commencement de centralisation, pour que certains des centres directeurs de la société puissent les atteindre et y faire sentir d'une manière régulière leur action. En un mot, il fallait que le régime de la grande industrie soit constitué. »

Il n'y a pas des conditions économiques seulement. Pour que l'état puisse, selon le vœu des socialistes, devenir le centre auquel se rattachent les différentes fonctions économiques, « il fallait qu'il se dépouillât de son caractère mystique, qu'il devint une puissance profane, pour pouvoir, sans se contredire, se mêler plus intimement aux choses profanes ». Enfin, « il fallait que l'état ait pris assez de développement pour qu'une telle entreprise ne semble pas dépasser ses forces ».¹

C'est seulement après la Révolution que s'établit le climat favorable à l'éclosion des doctrines nouvelles. Quant au nom de socialisme sous lequel on les désigne, il ne paraît qu'en 1835, précise Dürkheim, au cours des discussions qui eurent lieu lors de la fondation de « L'association de toutes les classes et de toutes les nations » sous les auspices de Robert Owen.

¹ Dürkheim : *Le socialisme*, p. 57-58.

II. Heine et le Saint-Simonisme.

Heine arrive donc à une époque où les différents éléments nécessaires à la formation des doctrines socialistes sont parvenus à maturité.

C'est à ce moment que se forme, en Allemagne en particulier, une classe de prolétaires sans cesse croissante. Il assiste au développement du capitalisme et parallèlement à celui d'une misère épouvantable qui gagne des populations entières.

Heine ne reste pas indifférent en face de ces souffrances. Voyez, écrit-il, toutes les divinités se sont enfuies, et là-haut, ne réside plus qu'une vieille femme aux mains de fer et au cœur désolé : « la Nécessité ».

Une tendance naturelle le porte à s'intéresser au sort de tous ces hommes en détresse. Celle qui, en tant que jeune poète, le poussait à étudier ce que l'âme paysanne a parfois conservé de primitif, l'incitait à rechercher les chants populaires à demi perdus et à reproduire lui-même, dans ses vers, la pensée naïve des anciens, la cadence si simple des vieux airs.

C'est parce qu'il est poète qu'il se sent attiré vers les humbles.

Mais c'est également parce qu'il est épris de justice et d'une justice immédiate. Les récompenses de l'au-delà et les félicités éternelles lui semblent trop lointaines, si toutefois il est permis de penser qu'il y croit. Il aspire à des réalités tangibles : le but de son activité sociale, c'est le bonheur terrestre des hommes.

Heine est favorable au socialisme parce qu'il admire la Révolution française dont le socialisme est un corollaire.

Détruire le servilisme jusque dans son dernier refuge — le ciel —, chasser la misère de la surface de la terre, rendre sa dignité au peuple déshérité, autant de buts à poursuivre et qui ne sont que les conséquences de la pensée de la Révolution.

Tout cela est parfaitement compatible avec une doctrine socialiste et cadre bien avec les préoccupations morales que celle-ci ne manque pas de formuler. Faire cesser l'exploitation de l'homme par l'homme, augmenter le bien-être du peuple, en d'autres termes, c'est exactement le même programme. L'enthousiasme de Heine à accepter le premier fait comprendre aisément qu'il se soit fait le porte-parole du saint-simonisme.

Enfin, c'est parce qu'il est lui-même foncièrement individualiste que Heine tend vers le socialisme. Le socialisme, en effet, du moins tel qu'il se faisait jour en France à cette époque, recherche la satisfaction des besoins humains, l'accroissement du bien-être. La société et les directives économiques qu'on lui confie ne sont que les moyens d'atteindre ce but. Il a d'ailleurs été dit que « le socialisme est un individualisme, en ce sens que la valeur suprême au salut de laquelle il travaille est, à ses yeux, la satisfaction des besoins de l'individu ». Or, Heine ne professe nullement « l'idolâtrie de l'Universel ». Au contraire, son souci constant est la sauvegarde des intérêts de l'individu par rapport à ceux des masses. Mais une préoccupation non moins constante chez lui est celle de faire régner le bien-être dans toutes les classes de la société.

Dès lors, une doctrine affirmant pouvoir réaliser ce dernier sans

porter apparemment du moins préjudice aux droits de l'individu en tant que tel, devait naturellement recevoir ses suffrages.

Par sa nature même, par sa formation politique, Heine était accessible au socialisme. Son arrivée à Paris achève de déterminer son orientation en ce sens. Poète célèbre, homme d'esprit, la société parisienne l'adopte rapidement. Il est ainsi en rapport avec le monde intellectuel de la capitale alors que celui-ci s'intéresse aux œuvres de Saint-Simon.

Saint-Simon était mort le 19 mai 1825, mais ses disciples, Bazard et Enfantin, avaient entrepris d'exposer la doctrine du maître. A cet effet, ils avaient organisé des réunions au cours desquelles ils ne se contentaient pas seulement de faire connaître au public la pensée de Saint-Simon, mais où ils développaient celle-ci en y mêlant leurs propres conceptions, en matière morale et religieuse en particulier.

Des idées qui étaient émises à ces sortes de conférences, le moins qu'on puisse dire est qu'elles étaient « avancées », et à certains points de vue, sans doute, bien loin de la pensée orthodoxe de Saint-Simon. Exaltées ou combattues, elles ne laissaient personne indifférent, jusqu'au moment où le gouvernement lui-même s'en émut. Il fit fermer la salle des conférences de la rue Taitbout le 22 janvier 1832 et commencer une instruction judiciaire contre les saint-simoniens.

Cette fin lamentable de l'école saint-simonienne eut lieu peu après l'établissement de Heine en France, mais il eut néanmoins le temps de connaître sa doctrine et d'en subir profondément l'influence.

La révolution, enseignait le saint-simonisme, a renversé le régime féodal ; en détruisant l'ancienne organisation, elle a mis le monde en état d'anarchie. Il faut donc reconstruire la société, mais l'organisation nouvelle ne peut être abandonnée aux fantaisies individuelles. Le nouveau système social doit être l'application d'un système d'idées.

« Tout régime social est une application d'un système philosophique et par conséquent il est impossible d'instituer un régime nouveau sans avoir auparavant établi le nouveau système philosophique auquel il doit correspondre. »¹

« Les systèmes de religion, de politique générale, de morale, d'instruction publique, ne sont autre chose que des applications du système des idées, ou si on préfère, c'est le système de la pensée considéré sous différentes faces. »²

Cependant il ne s'agit pas d'inventer un système nouveau, mais seulement de découvrir par l'observation celui qui est en train de s'élaborer : « on ne crée point un système d'organisation sociale, on aperçoit le nouvel enchaînement d'idées et d'intérêts qui s'est formé, on le montre, voilà tout. Un système social est un fait, ou il n'est rien ».³

Partant de cette considération, Saint-Simon se fait surtout le théoricien de l'industrialisme.

Grâce aux progrès des sciences, l'industrie se développe et la nation va devenir « une grande société d'industrie », quant au gouvernement,

¹ Saint-Simon : *Industrie*, III, p. 23. Cité par Dürkheim, *Le socialisme*, p. 132.

² *Mémoires sur la Science de l'homme*, XI, p. 18. Dürkheim : *Le socialisme*, p. 128.

³ *L'organisateur*, IV, p. 179-180. Dürkheim, *Le socialisme*, p. 155.

il sera « le chargé d'affaires de la société ». Le but de tout ceci est d'intensifier la production par tous les moyens, afin de satisfaire le plus largement possible les besoins de l'humanité. Le saint-simonisme est donc d'abord une doctrine économique qui « s'occupe de la production et de la répartition des richesses ».

Mais il est aussi une doctrine sociale ; et le problème social reste, pour Saint-Simon comme pour ses prédécesseurs, dominé par le problème moral et religieux. La religion est la forme éminente de son système, dira Dürkheim. C'est cette partie philosophique du saint-simonisme qui va séduire Heine. Il s'en intéresse presque uniquement, négligeant de son propre aveu l'aspect positif et scientifique de la doctrine. « Pour moi, je n'ai proprement d'intérêt que pour les idées religieuses qui n'avaient besoin que d'être exprimées pour être, tôt ou tard, réalisées. »¹

Entre 1831 et 1840, nous retrouvons dans tous ses écrits politiques l'influence du saint-simonisme et en particulier du Nouveau Christianisme tel que le présentait le Père Enfantin.

Heine s'attache au saint-simonisme parce qu'en bien des points les idées qui y sont développées correspondent à ses idées personnelles et lui fournissent, en quelque sorte, la formule qu'il recherchait ; l'expression, en termes précis, d'une pensée qui, chez lui, était encore diffuse, plutôt sentie que réfléchie. Il y voit un effort intense dirigé dans le sens même de ses préoccupations dominantes.

En face d'une Europe divisée, où les idées nouvelles de la Révolution affrontent celles de la Réaction, Heine, comme l'avait fait Saint-Simon, est à la recherche du régime nouveau qu'il faut établir. Pendant des années, il croit trouver dans le saint-simonisme le système de doctrine capable de se substituer avantageusement au faisceau des vieilles croyances sur lequel reposait la royauté déchue. Il se réjouissait d'y trouver, non seulement la critique de l'ancien régime, mais encore les bases possibles d'une société nouvelle, entièrement renouvée.

Le saint-simonisme représentait donc pour lui une doctrine de progrès.

D'autre part, bien que poète, Heine a des tendances réalistes très poussées. Les doctrines socialistes connues jusqu'alors étaient des utopies. « La Cité future » telle qu'elle avait été envisagée était irréalisable. Au contraire, Saint-Simon prétend à l'objectivité. A première lecture tout au moins, son système est acceptable. Le souci constant de Saint-Simon de rattacher sa doctrine au domaine du réel séduisait Heine qui appréciait de plus son positivisme. Le système, dans son ensemble, paraît être une construction rigoureuse. Partant de bases scientifiques, les idées s'enchaînent rationnellement. Saint-Simon écarte toutes les explications relevant, plus ou moins, du domaine métaphysique ; tout ce qui s'apparente au mysticisme qui était une des forces de l'ancien régime. Ceci devait attirer Heine, hostile aux superstitions.

Ce sont ces caractères généraux de la doctrine de Saint-Simon qui, à première vue, expliquent son enthousiasme.

Dans son livre « De l'Allemagne », nous la trouvons présentée telle que l'auteur la comprenait. La partie strictement religieuse, qui a été exposée par H. Lichtenberger dans son ouvrage « Henri Heine, penseur »,

¹ *Lettre à Varnhagen*, Paris, mi-mai 1832.

ne nous intéresse qu'en tant qu'elle nous permet de suivre la pensée de Heine lorsqu'il aborde le socialisme.

Dans ses grandes lignes, la théorie de Saint-Simon reprise par notre auteur était la suivante :

Les religions chrétiennes, catholicisme et protestantisme, ont fausement enseigné que le royaume de Dieu n'était pas de ce monde. Leur grande erreur est d'avoir jeté l'anathème sur la matière et tout ce qui est matériel. Aussi se désintéressent-elles de toutes les activités purement temporelles : elles n'ont aucune préoccupation artistique dès qu'il ne s'agit plus du culte. Parce qu'elles se désintéressent du bien-être matériel de leurs fidèles, l'industrie leur reste étrangère. Elles n'ont que faire des progrès scientifiques et de leurs applications, elles qui exaltent le renoncement et la pénitence, qui mettent la pauvreté et les privations physiques au premier rang des vertus. Pour avoir méprisé le monde, l'Eglise le vit s'insurger contre elle lorsqu'il devint suffisamment puissant. Elle avait négligé tout ce qui fait la civilisation pratique, dans certains cas même elle l'avait condamné. Le résultat fut l'antagonisme entre l'ordre temporel et l'ordre religieux.

La religion nouvelle doit faire cesser ce dualisme. Elle ne doit plus rejeter le sensible et même en faire le principe du mal. Il faut au contraire qu'elle rétablisse l'unité détruite en faisant du monde son domaine. « L'aspect le plus frappant, le plus neuf... du progrès général que l'humanité est aujourd'hui appelée à faire, consiste dans la réhabilitation de la matière. » A cette condition, elle pourra être sûre de l'avenir, car en agissant de la sorte, elle se conformera au principe fondamental de l'unité et de l'harmonie universelles.

Mais le seul moyen de réhabiliter la matière est de lui conférer un caractère sacré, de la faire participer à la divinité. Cette conception est reprise par Bazard qui nous donne de Dieu la définition suivante : « Dieu est un, Dieu est tout ce qui est : tout est en lui. Dieu, l'être infini, universel, exprimé dans son unité vivante et active, c'est l'amour infini, qui se manifeste à nous sous deux aspects principaux, comme esprit et comme matière, comme intelligence et comme force, comme sagesse et comme beauté. »¹ Définition à laquelle Heine fait écho lorsqu'il écrit : « Nous croyons à un Dieu réel qui se révèle à nos sens dans l'étendue infinie, et à notre esprit dans la pensée infinie ; nous adorons un Dieu visible dans la nature. »²

Nous y retrouvons le même esprit, avec toutefois une tendance panthéiste plus accusée. A l'exemple de Saint-Simon, il repousse le déisme, « religion bonne pour des esclaves, des enfants, pour des Genevois, pour des horlogers. » Heine substitue au Dieu transcendant le Dieu immanent et déclare que « la panthéisme est la religion cachée de l'Allemagne ».

Ces considérations ne sont pas sans importance car toujours à la suite de Saint-Simon, Heine en tire de graves conséquences pratiques. Il reprendra à son compte la pensée du maître : « tout ordre politique est, avant tout, un ordre religieux ».

C'est en fonction de cette conception religieuse qu'il va tenter de

¹ Cité par Dürkheim, *Le socialisme*, p. 333.

² *De l'Allemagne*, 3^e partie, p. 149.

réformer tout l'ordre social. Il commence par la morale. « Le but le plus immédiat de nos institutions modernes est la réhabilitation de la matière ; sa réintégration dans sa dignité, sa reconnaissance religieuse, sa sanctification morale, sa réconciliation avec l'esprit. »¹

Réhabilitation de la matière se confond pour lui avec réhabilitation de la chair, et il se plaît à opposer cette formule au spiritualisme chrétien. Sous l'influence d'Enfantin, père de l'église saint-simonienne à qui il dédicace « De l'Allemagne », il fait l'apologie du sensualisme : « un jour, quand l'humanité sera pleinement revenue à la santé, quand la paix aura été conclue entre le corps et l'âme et qu'ils reparaitront dans leur harmonie primitive, alors la querelle factice que le christianisme a fait naître paraîtra à peine compréhensible. Les générations plus belles et plus heureuses, nées de libres embrassements au sein d'une religion du plaisir, souriront douloureusement en songeant à leurs pauvres ancêtres ». ²

La plupart des auteurs admettent que c'est aux saint-simoniens que Heine devait cette doctrine ; pourtant, Montégut est prêt à penser que cette « brillante immoralité » prêchée ouvertement par le poète à partir de 1830, n'est pas un simple emprunt. « Nous savons aujourd'hui par Almanzor, écrit-il, que, dès 1823, et même antérieurement, cette doctrine avait pris chez lui une forme nette, précise, et qu'elle n'eut pas besoin, pour éclore, des fameuses séances de la rue Taitbout. J'irai plus loin. Non seulement il ne doit pas cette doctrine aux saint-simoniens, mais je suis très porté à soupçonner que c'est au contraire de lui qu'elle leur vient. »³

La conséquence essentielle qui découle de cette religion nouvelle, c'est ce que nous pourrions appeler le socialisme de Heine.

Certes, le socialisme est d'ordinaire entendu surtout comme doctrine économique. Nous sommes au contraire en présence d'un projet de réforme sociale assez lâche, où l'on distingue quelques traits généraux. C'est à peine une esquisse.

Pourtant on y voit constamment une protestation énergique contre l'état de fait existant et des aspirations à un ordre meilleur.

Le socialisme, pris au sens le plus large, « chacun l'entend à sa façon, suivant son humeur, son tempérament, ses habitudes d'esprit, ses préjugés », dit Dürkheim. C'est cette notion qui n'a rien de scientifique, mais qui est uniquement subjective que nous trouverons chez Heine. Une réforme qui n'est pas l'œuvre d'un technicien, mais le vœu d'un poète ému par la misère humaine, indigné en présence des injustices criantes de la société, et qui cherche à y porter remède en utilisant ses armes à lui. Voilà ce que nous appellerons le socialisme de Heine, à défaut d'une expression plus adéquate. C'est un vague programme d'une répartition plus équitable du bonheur parmi les hommes, dont l'expression a paru heureuse au point d'être adoptée par des socialistes modernes.

Bebel termina jadis un de ses discours au Reichstag par ces strophes du « Conte d'hiver » qui résument assez bien la position de Heine.

« Une petite fille chantait en s'accompagnant de la harpe...

¹ *De l'Allemagne*, 2^e partie, p. 99-100.

² *De l'Allemagne*, p. 11-12.

³ *Revue des Deux-Mondes*, 15 mai 1884.

Elle chantait l'amour et les peines d'amour, l'abnégation et le bonheur de se retrouver là-haut, dans ce monde meilleur où s'évanouit toute peine.

Elle chantait cette terrestre vallée de larmes, nos joies si vite écoulées, et cet au-delà où l'âme illuminée savoure d'éternelles délices.

Elle chantait la vieille chanson des renoncements, ce dodo l'enfant do des cieux, avec lequel on endort, quand il grogne, le peuple, ce grand mioche.

O mes amis ! je veux vous faire une chanson nouvelle, une chanson meilleure, nous voulons déjà sur la terre fonder le royaume des cieux.

Nous voulons être heureux sur la terre, nous ne voulons plus avoir faim ; le ventre paresseux ne doit plus engloutir ce qu'ont acquis les mains diligentes.

Il croît ici bas suffisamment de pain pour tous les enfants des hommes ; aussi des roses et des myrthes, de la beauté et du plaisir, et des pois sucrés pareillement. »

Le christianisme avait pour base l'antagonisme entre le Christ et Satan : « Le pervers Satan est partout opposé au Christ, le monde spirituel est représenté par le Christ, le monde matériel par le diable : Au premier notre âme, au deuxième notre corps ». ¹

Maintenant que cette erreur fondamentale est reconnue, que la matière a repris ses droits, aucun principe ne peut empêcher les hommes de rechercher leur bien-être matériel. Au contraire, Dieu est un être clément qui a destiné l'humanité au bonheur.

« Déjà sur cette terre, dit Heine, je voudrais voir cette félicité s'établir par les fruits des institutions politiques et industrielles fondées sur la liberté, ce qui, selon la pensée des âmes dévotes, n'aura lieu qu'au ciel, après le jugement dernier. » ² Il ne faut pas oublier que depuis les origines du christianisme, l'évolution a suivi son cours ; « l'ancienne religion spiritualiste a été salutaire et nécessaire aussi longtemps que la majorité des hommes a vécu dans la misère et n'avait d'autre consolation que celles de la religion ». Mais ce qui était impossible à l'époque de Luther ou même au temps de la jeunesse de Goethe devient réalisable. On peut actuellement exiger le bien-être matériel du peuple. « Les progrès de l'industrie et des sciences économiques permettent désormais de tirer les Hommes de leur misère matérielle et de les rendre heureux sur la terre. » ³

Heine, à l'appui de cette affirmation qui lui est chère, s'écrie : « Nous avons mesuré le pays, pesé les forces de la nature, compté les moyens de l'industrie et voici ce que nous avons trouvé : la terre est assez grande, chacun a assez d'espace pour y bâtir la cabane de son bonheur. Cette terre peut tous nous nourrir, si tous nous voulons travailler au lieu de vivre aux dépens les uns des autres. Alors il sera superflu de prêcher le ciel aux pauvres pour ne pas leur faire envier le bonheur des riches. » ⁴

La matière participant à la divinité, chaque homme porte en lui une parcelle de cette divinité, ce qui permet à Heine de formuler son

¹ *De l'Allemagne*, I, p. 11.

² *De l'Allemagne*, I, p. 12.

³ *Lettre à Henri Laube*, Paris, 10 juillet 1883.

⁴ *Elster T. V.*, p. 328, cité H. Lichtenberger, *Henri Heine*, penseur, p. 127.

idéal d'une manière assez particulière. Le but qu'il propose : c'est la formation « d'une démocratie de dieux terrestres égaux en béatitudes ».

La base de la société nouvelle sera l'égalité. Les hommes n'ont pas été appelés seulement à une égalité céleste, mais aussi à l'égalité terrestre, et « la fraternité politique qui nous est prêchée par la philosophie est plus bienfaisante que la fraternité purement spirituelle où nous appelle le christianisme ».¹

Heine n'est pas pour cela victime de la superstition égalitaire. Pas plus que Saint-Simon dont il s'inspire, il ne veut être un niveleur. Il entend maintenir une hiérarchie sociale qui, à son avis, n'a rien de contraire à la démocratie. Tous les hommes sont égaux en droits ; il n'est plus question de préséances dues aux hasards de la naissance ou de la fortune. A l'ordre ancien fondé sur le principe d'hérédité doit se substituer un ordre nouveau fondé sur le principe de la capacité et les nouveaux degrés de l'échelle sociale sont accessibles à tous suivant la maxime saint-simonienne : « A chacun selon sa capacité, à chaque capacité selon ses œuvres. »

Dans la société ainsi réorganisée, Heine souhaite que chacun collabore en vue de l'amélioration matérielle et morale du sort de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre, et, toujours à la suite de Saint-Simon, proclame qu'il faut « faire cesser l'exploitation de l'homme par l'homme ».

Mais la formule : tout pour le peuple, rien par le peuple, aurait bien pu être de lui. Heine, attentif aux besoins des travailleurs, ne désire pas pour cela voir ceux-ci sauvegarder et défendre eux-mêmes leurs intérêts propres. C'est à l'élite qu'il appartient d'en prendre l'initiative, non à la masse grossière.

Les réformes à apporter seront donc dictées par les classes supérieures de la société et, de là, gagneront les régions inférieures. Car, si Heine aime le peuple sincèrement, il a pour ses entreprises une crainte mêlée de mépris. La générosité, avoue-t-il, me porte à « m'intéresser aux besoins des masses souffrantes, déshéritées et exploitées, néanmoins, dans le domaine des faits, j'ai horreur de tout ce qui se fait par la multitude et je n'en puis supporter le contact. J'aime le peuple, mais je l'aime à distance ».²

Cela pour des raisons esthétiques : « Ce qui n'est pas du tout métaphorique, ce que je pense tout à fait à la lettre, c'est que, si le peuple me serrait la main, j'irais me laver. »³

Mais aussi précisément parce qu'il souhaite une réforme sociale qui ne se fasse pas par la violence. Or, un mouvement venant d'en bas risque fort d'être le signal du déchainement de la vulgarité et de la force brutale. Heine veut établir le règne du bonheur, mais par une révolution pacifique qui serait la suite logique et comme le découlement de la révolution d'ordre religieux et moral à laquelle il travaille. Influence saint-simonienne peut-être, influence également d'une formation intellectuelle due à des maîtres pour qui le monde n'existait pas en dehors de la pensée, Heine croit à la valeur de l'idée. « L'homme, comme le Dieu de

¹ *De l'Allemagne*, III^e partie, p. 320.

² *De l'Allemagne*, 7^e partie, p. 286.

³ Boerne.

la Bible, n'a besoin que d'exprimer sa pensée et le monde s'ajuste en conséquence. »¹

« La pensée précède l'action comme l'éclair le tonnerre. »² C'est elle qui, selon lui, doit façonner la société par l'intermédiaire des penseurs et des savants.

Enfin, un mouvement partant de la masse prolétaire aurait compromis la hiérarchie qu'il entend maintenir. Poète, Heine a le respect de la science, le culte du génie. Il est épris de beauté, et pour que puisse vivre et se développer tout ce qui fait l'objet de son admiration, il lui fallait l'apparence d'harmonie, factice ou réelle, que la discipline apporte dans une société. Il lui fallait de plus, reconnaissons-le, le luxe qui ne peut être l'apanage que d'un petit nombre. Pour cela il était nécessaire de sauvegarder une élite que des classes, aigries par la misère, auraient bien pu balayer.

Une réforme dirigée par les penseurs et les savants, rendue possible grâce aux progrès de la science appliquée et du machinisme industriel, réforme ayant pour but d'assurer le bien-être matériel des déshérités de ce monde : voilà une partie du programme social de Heine.

Ce programme comporte également une partie éducative.

Elle n'a certainement aucun rapport avec le saint-simonisme, il n'en est pas fait mention dans les ouvrages correspondant à cette période de la vie de Heine. Elle n'apparaît que très tard et nous en trouvons l'expression nette dans les « aveux du poète » écrits au cours des dernières années de sa maladie. Cependant nous les mentionnons ici pour avoir une vue d'ensemble de la pensée de Heine en matière sociale.

Les démagogues ont coutume de parer le peuple souverain, ce « monarque en guenilles », de toutes les vertus, s'écriant pleins d'enthousiasme : « Comme il est beau ! comme il est bon ! comme il est intelligent ».

Tout cela est faux.

Le peuple n'est pas beau, au contraire, il est hideux. Mais il est laid parce qu'il est sale et il changerait d'aspect si on lui procurait l'occasion d'avoir plus d'hygiène en créant des établissements publics de bains.

Le peuple n'est pas bon, mais sa méchanceté est due à la faim et si on avait soin de le rassasier, il serait aimable et souriant.

Le peuple n'est pas intelligent. Il accorde son amour et sa confiance à ceux qui parlent le langage de ses passions, haïssant tous ceux qui lui parlent raison et tentent de l'éclairer. Le peuple de Paris est identique à celui de Jérusalem autrefois. Donnez-lui le choix et soyez assuré qu'il criera : « Nous voulons Barabas ! Vive Barabas ! » La cause de cette bêtise, c'est l'ignorance, et pour y remédier il faudrait ouvrir des écoles publiques pour le peuple.³

Faciliter les conditions d'existence du peuple au point de vue alimentaire, développer l'hygiène, créer des écoles : ce sont encore les bases de la politique sociale actuelle et nous sommes étonnés de voir une pensée aussi moderne exprimée il y a un siècle déjà.

¹ De l'Allemagne, 3^e partie, p. 149.

² De l'Allemagne, 3^e partie, p. 237.

³ Gestaendnisse : *Elster*, T. VII, p. 42-43-44.

Pendant des années, Heine vécut sur cette conception sociale inspirée du saint-simonisme. Il lui resta longtemps fidèle parce qu'il y avait fait entrer tous ses espoirs, tous ses rêves.

A partir de 1840, il commence à en apercevoir l'insuffisance. La démoralisation et la corruption ont gagné toutes les classes sociales : l'aristocratie, la bourgeoisie absorbée par le culte du veau d'or, le peuple qui perd toute notion d'idéal. Même dans les bals publics, Heine croit distinguer « un persifflage dansé qui raille non seulement les rapports sexuels, mais encore tout ce qu'il y a de bon et de beau dans le monde, mais encore tout espèce d'enthousiasme, le patriotisme, la fidélité, la loyauté, la foi, les sentiments de la famille, l'héroïsme, la divinité ».¹

Son rêve de paradis sur terre s'évanouit lui aussi. Bien loin de voir leur sort s'améliorer, les humbles sont chaque jour plus écrasés. L'hostilité des classes sociales loin de s'atténuer ne fait que grandir à mesure que s'accroît la fortune des uns et la détresse des autres. Heine nous donne de cette situation tendue un tableau saisissant : « Tout est silencieux comme dans une nuit d'hiver enveloppée de neige. Rien qu'un petit bruit mystérieux et monotone, comme des gouttes qui tombent. Ce sont les rentes des capitaux tombant sans cesse, goutte à goutte, dans les coffres des capitalistes et les faisant presque déborder. On entend distinctement la crue continuelle des richesses des riches. De temps en temps il se mêle à ce sourd clapotement quelques sanglots poussés à voix basse, le sanglot de l'indigence. Parfois aussi résonne un léger cliquetis, comme d'un couteau que l'on aiguise. »²

Les événements le dépouillent peu à peu de cet optimisme allègre qu'il apportait en arrivant à Paris. Las, désenchanté, il renonce à voir triompher une politique de liberté souveraine guidée par la raison éclairée. Il avait rêvé de consacrer sa vie à l'édification d'un bonheur universel, il avait travaillé de toute son âme à une cause qu'il voulait belle, généreuse, pacifique, et au lieu du résultat espéré, il ne lui restait plus, dix ans plus tard, qu'à s'abandonner à l'idée d'une âpre lutte de classes qui amènerait, peut-être, une amélioration des conditions matérielles pour les déshérités, mais qui détruirait sûrement tout ce qu'il avait aimé.

Dès 1841, il constate que « les doctrines subversives se sont trop emparées en France des classes inférieures. Il ne s'agit plus d'égalité des droits dans l'état, mais de l'égalité des droits de jouissance sur cette terre, et il y a à Paris 400.000 mains brutales qui n'attendent que le mot d'ordre pour réaliser l'idée d'égalité absolue qui couve dans leurs têtes incultes. De plusieurs côtés on entend dire que la guerre est un bon moyen d'écoulement pour ce ferment de destruction. Mais cela ne serait-il pas conjurer Satan par Belzébuth ? »³

D'ailleurs, une guerre ne serait que le prélude d'une révolution brutale.

« Le second acte sera la révolution européenne et universelle, le gigantesque combat singulier entre les déshérités de la fortune et l'aristocratie de la possession, et là il ne sera question ni de nationalité, ni

¹ Elster, T. VI, p. 299

² Lutèce, p. 289, Paris, 4 décembre 1842.

³ Lutèce, p. 211 ; Paris, 11 décembre 1841.

de religion, il n'y aura qu'une seule patrie, la terre, et qu'une seule croyance, le bonheur terrestre. »¹

Devant l'échec d'un projet de réforme qui aurait pu être dirigé par l'élite, Heine qui ne veut, malgré tout, pas abandonner la cause du peuple, glisse vers le Communisme.

III. Heine et le Communisme.

Le communisme est pour Heine désormais le seul moyen de faire reconnaître à d'innombrables êtres le droit à la vie.

Ce parti, « bien qu'il soit peu discuté à présent, et qu'il traîne son existence souffreteuse dans des mansardes cachées, sur sa couche de paille misérable », est « le plus fort de tous les partis ». ¹ « Cet aveu, que l'avenir appartient aux communistes, je le fais d'un ton d'appréhension et d'angoisse extrême et, hélas ! ce n'est nullement un masque. En effet, ce n'est qu'avec horreur et effroi que je pense à l'époque où ces sombres iconoclastes parviendront à la domination. » Mais son esprit de justice l'emporte sur ses intérêts personnels.

Le glissement de pensée qui fait de Heine d'abord disciple de Saint-Simon, ou tout au moins de l'école saint-simonienne, un adepte du communisme se comprend assez bien.

Les différences et même les oppositions qui existent entre les deux doctrines sont pour la plupart d'ordre économique. Tandis que Saint-Simon voulait une organisation permettant d'intensifier l'industrialisme et, par là même, la production, les communistes se préoccupent de régler la consommation pour la rendre partout égale. Le premier élève le niveau de vie en produisant davantage, les seconds cherchent à « empêcher les uns de consommer plus que les autres », selon l'expression de Dürkheim. Partant de bases aussi différentes, il est normal que les deux systèmes soient dissemblables.

Mais Heine n'était nullement technicien. Il a toujours vu ces doctrines « du dehors », et encore, d'un point de vue assez particulier. La religion saint-simonienne qui, dans la pensée de son auteur, n'apparaît que très tard et seulement pour donner une base morale à un système économique déjà construit, n'était, après tout, qu'un accessoire. Heine en fait l'essentiel et s'en intéresse presque exclusivement. De même, dans le communisme, il retient principalement l'effort tenté en vue d'obtenir une amélioration du sort des humbles. Ce qui importait surtout pour lui, c'était la recherche d'un moyen quelconque pouvant apporter un peu de bien-être aux classes misérables. Le saint-simonisme pouvait y réussir avec des méthodes qui ne contrariaient pas ses aspirations personnelles ; il l'adopte avec enthousiasme. Mais il s'avère inefficace et, une nouvelle doctrine, le communisme, essaye de réaliser le même but. Heine la soutient, non pas avec la même ardeur, car en bien des points elle le heurte, mais pour persévérer dans la tâche qu'il s'est assignée.

¹ Lutèce, p. 258, Paris, 20 juin 1852.

² Lutèce, p. 260 ; Paris, 12 juillet 1842.

Il les voit toutes deux sous le même angle humanitaire, de sorte que, même le communisme, « si hostile à mes intérêts et mes penchants, nous dit-il, exerce sur mon âme un charme dont je ne puis me défendre. »

La logique parle en sa faveur. « Un terrible syllogisme me tient ensorcelé, et si je ne puis réfuter cette prémisse : que les hommes ont tous le droit de manger, je suis forcé de m'y soumettre aussi à toutes ses conséquences... A la fin un désespoir généreux s'empare de mon cœur et je m'écrie... que justice se fasse ! qu'il soit brisé ce vieux monde, où l'innocence a péri, où l'égoïsme a prospéré, où l'homme a été exploité par l'homme. »¹

Il présente un autre intérêt, celui d'être internationaliste. Or, Heine, nous le verrons, rêve de cosmopolitisme.

Les communistes sont déjà répandus dans tous les pays et leur nombre croît sans cesse.

En France, ils ne tarderont pas à rallier les fouriéristes et les débris dispersés du saint-simonisme.

En Allemagne surtout, leur nombre est de plus en plus imposant. Ce fait n'a rien de surprenant. « La propagande du communisme possède un langage que chaque peuple comprend : les éléments de cette langue universelle sont aussi simples que la faim, l'envie, la mort. Cela s'apprend facilement. »² Ils ont l'avantage d'offrir un dernier espoir à ceux qui ont déjà vu toutes les portes se fermer devant eux. Ils représentent pour eux la dernière issue possible à une situation par ailleurs devenue intolérable, c'est pourquoi ils rallient les masses sans même avoir de programme bien défini. « La puissance de leur propagande consiste moins en un prospectus bien formulé de plaintes précises et d'exigences déterminées, que dans le ton profondément souffreteux et involontairement attendrissant dont ils expriment les choses les plus banales. Par exemple : nous sommes tous frères, etc... »³

Mais c'est avec ces moyens qu'ils réussissent à former des groupements puissants qui font peser sur l'édifice social une menace d'autant plus grande que leur dénuement est plus total. Ce sont « les derniers venus et les plus désespérés des enfants de la Révolution », dont la misère est telle qu'ils agissent dans une sorte de folie. Mais dans la 'folie qui les pousse, il y a de la méthode : voilà le vrai danger, surtout en Allemagne. En Angleterre, par exemple, les chartistes sont poussés seulement par la faim, rassasiez-les et ils redeviendront calmes. Mais en Allemagne, les ouvriers forment le noyau d'une armée de prolétaires, sinon très disciplinés, du moins fortement endoctrinés. Ils sont poussés par une idée.

« Les chefs plus ou moins occultes des communistes allemands sont de grands logiciens dont les plus forts sont sortis de l'école de Hegel et ils sont, sans nul doute, les têtes les plus capables et les caractères les plus énergiques de l'Allemagne. Ces docteurs en révolution et leurs disciples impitoyablement déterminés sont les seuls hommes en Allemagne qui aient vie, et c'est à eux qu'appartient l'avenir. Tous les autres partis et leurs représentants tudesques sont morts, archi-morts et bien enterrés sous la

¹ Préface de Lutèce.

² Lutèce ; Paris, 11 décembre 1841, p. 211.

³ Lutèce ; Paris, 17 septembre 1842, p. 282.

voûte de l'église Saint-Paul à Francfort. Je n'exprime pas ici des vœux ou des regrets ; je relate des faits et je dis la vérité. »¹

A cette époque, Heine a des relations amicales avec les principaux chefs du communisme en Allemagne. Karl Marx est l'un de ses familiers. Si ce dernier lui reproche parfois des idées un peu trop aristocratiques, il pardonne beaucoup au poète dont il apprécie hautement les œuvres et qu'il cite volontiers. Il n'a pas encore publié son ouvrage principal, « le Capital », qui ne devait paraître qu'après la mort de Heine, mais sa doctrine a déjà pris corps et son influence sur Heine est certaine.

Plus tard, Engels rendait au poète de fréquentes visites.

D'ailleurs, Heine fut parmi les collaborateurs actifs du « Vorwaerts » à la rédaction duquel contribuaient Marx, Engels, Bakounine, Hess, Herwegh, Ruge,... Il y publia entr'autre de nombreux poèmes, en particulier ses « Tisserands Silésiens ».

Le soulèvement des tisserands silésiens avait révélé l'épouvantable détresse qui régnait dans ces bas-fonds de la société. La révolte fut écrasée durement par le gouvernement prussien en 1844. A cette occasion, Heine écrivit un poème où il exprime toute la désespérance de ces êtres. Pour nous, ce morceau est un de ceux où nous retrouvons le mieux l'esprit d'hostilité à l'égard de toute oppression qui animait Heine ; esprit qui était le sien depuis longtemps, mais qui prend encore plus d'accuité au contact de celui de Karl Marx.

« Vieille Allemagne nous tissons ton linceul, nous mêlons à notre tissu une triple malédiction. Nous tissons, nous tissons.

Maudit soit Dieu, le Dieu des heureux à qui nous avons adressé nos prières dans les froides nuits d'hiver et les longs jours de famine. Nous avons en vain attendu et espéré, il nous a trahis, trompés, bernés. — Nous tissons, nous tissons.

Maudit soit le roi, le roi des riches, dont nous avons en vain imploré la miséricorde. Il a pressuré de notre poche le dernier liard, à présent, il nous fait fusiller comme des chiens. — Nous tissons, nous tissons.

Maudite soit la patrie allemande, ce pays où ne prospèrent que l'infamie et l'opprobre, où chaque fleur se flétrit avant de s'épanouir, où tout sent le mensonge et la putréfaction. — Nous tissons, nous tissons.

La navette vole, le métier craque. Nous tissons le jour, nous tissons la nuit, Vieille Allemagne, nous tissons ton linceul, nous mêlons à notre tissu la triple malédiction. — Nous tissons, nous tissons. »

Le seul dénouement possible à pareille situation sociale était, à son avis, une révolution générale venant de la masse du peuple. Poussée par une nécessité aveugle et invincible, la grande masse des déshérités se soulèvera contre les riches, les heureux de la vie, et réclamera sa part de bonheur terrestre.

Dans ce combat singulier, la société actuelle périra « comme s'est écroulée jadis la société romaine quand vint Jésus, le fils du charpentier, et qu'il porta la hache sur le vieil édifice vermoulu. »²

L'avenir est aux communistes parce qu'ils lutteront avec la fougue du désespoir et avec fanatisme contre une bourgeoisie dolente et sans foi.

¹ Gestaendnisse : *Elster*, VI, p. 45.

² *Elster*, VI, p. 290.

Mais il n'attendait pas cette domination sans inquiétude.

Il n'est pas préoccupé par leurs tendances à l'internationalisme. Lui-même préconise le cosmopolitisme et considère celui des communistes comme « un amour universel pour les peuples, une confraternité égalitaire entre tous les hommes citoyens libres de ce globe »¹ qui est loin d'être répréhensible.

Il ne se soucie pas davantage de la suppression de la propriété qu'ils projettent. Un des plus grands reproches qu'il fait au code romain, c'est de consacrer comme un droit la propriété individuelle et d'en faire une des bases de la législation. C'est un principe « en contradiction flagrante avec la religion, la morale, l'humanité et la raison. » Il les aurait plutôt félicités de prendre une telle initiative ; ces vers d'« Atta Troll » semblent le confirmer : « propriété, droit de possession. O vol, O mensonge. L'homme seul a pu inventer un pareil mélange de ruse et d'absurdité. »

Ce qu'il craint, c'est ce qu'il redoutait déjà de la part des républicains ; l'égalitarisme intransigeant qu'amènerait infailliblement le règne des prolétaires. « Aucun homme et aucune œuvre humaine ne doit, d'après ces égaux communistes, surpasser une certaine mesure commune et l'architecture aussi bien que la poésie épique est menacée de ruine. »

Leur triomphe serait une menace pour la civilisation européenne toute entière. Ce serait l'avènement du matérialisme brutal qui ne serait plus tempéré par les raffinements de la civilisation.

La vision de la masse inculte et affamée, qui ayant réussi à renverser les barrières sociales qui la contenaient, déferle sur le monde en écrasant tout sur son passage, obsède le poète. Ce qui l'effraye, c'est la montée à la surface de tout ce qui végétait dans les bas-fonds ; c'est l'emprise de cette masse désormais nantie du pouvoir et qui pourrait bien ne s'en servir que pour faire régner la vulgarité. Heine évoque avec une ironie amère le jour où tout idéal aura disparu de la société et où les feuillets couverts de l'impression de ses poèmes ne serviront plus que d'emballage aux produits d'épicerie.

Et pourtant, cet avenir peu brillant, il le juge nécessaire. Il ne recule pas devant cette éventualité, mais il lui est impossible de réprimer la tristesse qui s'empare de son âme lorsqu'il l'évoque. Il ne peut, ni ne veut, empêcher l'évolution de suivre son cours, mais il est un peu déconcerté devant le résultat auquel elle aboutira (à son avis du moins) et qui est si différent de celui qu'il avait espéré. « Nous sommes, écrit-il à Varnhagen, comme la pauvre poule qui a couvé des œufs de canard et voit avec effroi sa jeune couvée se précipiter à l'eau avec délices. »

Lorsque Heine s'engagea dans la voie du communisme, ce n'était pour lui qu'un pis-aller qu'il acceptait à défaut d'autre solution.

Si l'on veut parler de l'idéal social de Heine, c'est à sa conception de la société nouvelle inspirée du saint-simonisme que nous devons revenir.

Il est à souligner que c'est d'abord une révolution morale et religieuse que Heine désire et, une fois les mœurs transformées et l'état d'esprit même de la population rénové, alors seulement la situation économique et

¹ Préface de Lutèce.

politique changera. Au lieu de rapports sociaux dominés par l'égoïsme, la cupidité et l'envie, la société nouvelle devait être placée sous le signe de la fraternité et les hommes devenaient altruistes, généreux et bons.

Il avait surestimé la nature humaine. D'autre part, c'était vouloir trop compter sur l'effet moral d'une religion beaucoup trop relâchée pour pouvoir agir profondément sur les âmes, mêmes les plus sincères.

Heine avait extrait du saint-simonisme une morale qui, même pour lui, il l'avouera plus tard, avait été une sorte de mirage poétique auquel s'était laissé prendre un instant l'homme adulé, heureux, bien portant, qu'il était alors. Elle n'avait rien de la stabilité et de la rigidité qui sont indispensables à une morale dont on veut faire une base sociale. Il était impossible de fonder un ordre quelconque sur un sensualisme anarchique, si brillant soit-il, analogue à celui dont il se faisait l'apôtre.

Cette religion saint-simonienne ne fit que hâter l'extension de l'athéisme qui, jusque-là était resté « un luxe d'esprit fort et comme le privilège secret d'une petite coterie d'aristocrates ». Heine, bien qu'ennemi de toute religion positive avait gardé un fond de mysticisme. Si, tout en ne l'approuvant pas, il voit cet athéisme élégant avec une certaine complaisance, il s'irrite lorsque la même doctrine gagne les couches populaires. « Quand je m'aperçus que le populaire se prenait également à discuter les mêmes thèmes dans des symposiums crapuleux où la chandelle ou le quinquet remplaçait les bougies ou les girandolles ; quand je vis l'existence de Dieu niée par de sales savetiers et des garçons tailleurs décousus, quand l'athéisme commença à sentir le suif, l'eau-de-vie de schnaps et le tabac — alors mes yeux se dessillèrent ; je compris par les nausées de dégoût ce que je n'avais pu comprendre par la raison, je fis mes adieux à l'athéisme. »

La rénovation des mœurs amenée par le Nouveau Christianisme devait avoir des conséquences économiques. L'exploitation de l'homme par l'homme devait cesser. Chacun devait travailler et avec le progrès de l'industrialisme, devait s'ouvrir une ère de prospérité et de bien-être matériel, même pour les classes les plus déshéritées.

Ce qui est remarquable chez Heine, c'est la conscience qu'il a des progrès accomplis par l'humanité, et le fait qu'il aperçoit immédiatement les possibilités nouvelles qu'ils apportent. Heine n'a rien d'un attardé. Il n'est pas un poète qui vit enfermé dans une tour d'ivoire, mais un intellectuel qui garde contact avec les réalités.

Si au point de vue politique il a parfois des idées assez flottantes, au point de vue social il n'a qu'une ligne de conduite, et il n'en dévie pas. Améliorer les conditions de vie matérielle des humbles, c'est là le but essentiel. Mais il s'élève déjà au-dessus de ce premier degré. Nourrir le peuple ! Les anciens en faisaient déjà autant à l'égard de leurs esclaves et considéraient qu'ils agissaient ainsi suivant leur intérêt bien compris.

Heine demande davantage. Alors que l'instruction était restée le privilège d'un petit nombre, il voudrait que l'on ouvre des écoles populaires. Son esprit étonnamment moderne a vu qu'en les étudiant de près, les principaux griefs que l'on fait aux masses s'expliquent par l'état de subordination dans lequel on les tient ordinairement, et que, si faute il y a, ce n'est pas sur elles qu'il faut la rejeter. Ce n'est pas en traitant ces indi-

vidus en parias qu'ils pourront un jour sortir de leur enlissement. Abandonnés à eux-mêmes, ils sont condamnés à demeurer en cet état ; c'est aux favorisés du sort et en particulier à l'élite qu'il appartient de les aider.

Un des reproches que Karl Marx faisait à Heine était d'avoir une conception trop aristocratique du socialisme et de vouloir conserver une hiérarchie stricte.

Pourtant, dans l'immédiat, la thèse de Heine était la plus défendable, puisque c'était, en résumé, l'utilisation des capacités et des compétences dans l'intérêt général. Et dans l'avenir il n'était interdit à personne de gravir les échelons de cette hiérarchie, puisque la société devait fournir, même aux plus humbles, les moyens d'y accéder.

Cette instruction publique que Heine voudrait est un apport nouveau qui corrige ou du moins pourrait le faire, ce que le saint-simonisme avait de trop sectaire. Pour demeurer objectif, nous devons reconnaître que cette idée d'instruction publique ne vint à Heine que durant les dernières années de sa vie et non alors qu'il était disciple de Saint-Simon. Mais nous analysons l'œuvre dans son ensemble et c'est là un des points par lesquels elle se rapproche le plus de nos conceptions sociales les plus modernes.

Enfin, Heine comme la plupart des socialistes modernes repousse absolument toute alliance possible avec le christianisme. Certains prêtres, dit-il, en faisant allusion à Lammenais, feignent pour sauver la religion de s'allier à la démocratie. « Ils arborent le bonnet rouge et jurent une haine éternelle aux rois et aux exploiters du peuple. Entre nous, si vous les observez bien, vous verrez qu'ils disent la messe dans la langue des jacobins, et de même que jadis ils ont versé le poison à César en le dissimulant dans l'hostie, ils essayent maintenant de faire prendre aux peuples leurs hosties en dissimulant celles-ci sous le poison révolutionnaire. »

Nous trouvons donc déjà chez Heine les grandes lignes suivant lesquelles ont été, bien plus tard, réalisées les réformes sociales modernes : amélioration des conditions matérielles dans lesquelles vit le peuple, instruction gratuite, laïcisme.

Toujours poursuivant le même but, Heine fut disciple de Saint-Simon d'abord, favorable au communisme ensuite.

Mais, cloué sur son lit de douleur, enterré vivant dans sa « Matratzengruft », il s'abandonne au pessimisme. Le saint-simonisme a été une utopie, il n'a jamais pu réaliser son programme. Le communisme, en raison de ce mouvement des masses qu'il doit entraîner, le laisse plein d'appréhension. D'autre part, la situation des prolétaires ne fait qu'empirer. A l'entrée du cycle de Lazare, Heine place cet aphorisme cruel sur le cours des choses dans la société moderne : « Si vous avez beaucoup, il vous sera donné beaucoup en sus ; si vous n'avez que peu de chose, on vous prendra ce peu. Mais si tu n'as rien du tout, ah ! fais-toi enterrer vivant, car ceux-là seuls, ô gueux, ont droit de vivre qui ont quelque chose. »

CHAPITRE V

POLITIQUE EXTERIEURE

I. Lutte contre le nationalisme. Cosmopolitisme.

Avec les guerres napoléoniennes, la face de l'Europe avait été complètement modifiée. Les frontières avaient été déplacées, de nouveaux états créés.

A la chute de l'empire, le Congrès de Vienne restaura l'ancien régime, refit l'Europe sur le modèle de 1789, mais il ne put effacer un sentiment nouveau qui était la conséquence des guerres précédentes, de l'occupation aussi, mais qui, surtout, avait été habilement stimulé par les princes soucieux de reprendre possession de leur trône. En 1813, tous les allemands s'étaient unis pour repousser l'envahisseur. Mais la victoire ne suffit pas à assouvir leur haine.

Ne l'oublions pas, « les allemands sont plus rancuneux que les peuples d'origine romane... Ils détestent radicalement et d'une manière durable. Trop honnêtes et peut-être trop gauches pour se venger avec la première perfidie venue, ils haïssent jusqu'au dernier souffle. »¹

Leur haine prit simplement un autre nom : le nationalisme. Il est à noter qu'elle fut le premier aimant assez puissant pour rassembler toutes les forces germaniques jusque-là dispersées, et que, un demi-siècle plus tard, c'est encore elle qui cimentait définitivement l'unité allemande.

« Le patriotisme de l'allemand consiste en ce que son cœur se rétrécit, qu'il se rapproche, comme le cuir à la gelée, qu'il cesse d'être un citoyen du monde, un européen, pour n'être plus qu'un étroit allemand. »² « Le patriotisme allemand consiste dans la haine contre la France, dans la haine contre la civilisation et le libéralisme. »³ Heine nous en donne une définition qui semble être encore d'une exactitude surprenante si l'on s'en rapporte à l'expérience des trois dernières guerres.

Heine s'efforce pendant toute sa vie de lutter contre cette sorte de fanatisme germanique. Il combat ses représentants pour qui l'amour de la patrie se confond avec « une aversion idiote contre l'étranger et les peuples voisins et qui déversent chaque jour leur fiel, notamment contre la France. »⁴

¹ *De l'Allemagne*, p. 117.

² *De l'Allemagne*, p. 280.

³ Schnabelewopski, p. 412.

⁴ Préface de Lutèce.

Pour nous, le patriotisme est un sentiment complexe où l'on retrouve essentiellement l'amour du pays natal, le respect du passé, la solidarité dans le présent. Pour l'allemand, déjà à cette époque, le patriotisme ne pouvait se concevoir que « contre » quelqu'un.

Heine est allemand, il s'en glorifie et bien qu'exilé, il ne renoncera jamais à sa nationalité. Il est inexact de voir en lui un apatride qui, en raison de son origine juive, cherche à détruire les nationalités par un besoin inné de négation perpétuelle.

Il est allemand et il a pour son pays un amour sincère. Dans certains passages de ses œuvres perce un véritable orgueil national, ainsi quand il écrit : « Nous autres allemands, nous sommes le plus fort et le plus ingénieux de tous les peuples. Les princes de notre race occupent tous les trônes d'Europe ; nos Rothschild gouvernent les bourses du monde entier, nos savants règnent dans toutes les sciences ; nous avons inventé la poudre à canon et l'imprimerie. »¹

Mais il est nécessaire de faire une distinction entre patriotisme et amour de la patrie. L'un est un sentiment s'appliquant aux relations de peuple à peuple, le second a un caractère strictement personnel, intime. Il paraît arbitraire de les séparer. Cependant, pour comprendre le point de vue de Heine, il faut se souvenir que, s'il est écrivain politique, il n'en reste pas moins poète. L'écrivain politique est hostile au nationalisme, comme il l'est à toute barrière séparant les peuples et les empêchant de fraterniser. Le poète est pieusement attaché au sol natal.

*O Deutschland, meine ferne Liebe !
Allemagne, ô toi que j'aime et qui es si loin
Quand je pense à toi, des larmes me viennent.
La France si gaie me semble morose,
Ce peuple léger me pèse.*

Cette Allemagne dont il rêve en exil, ce n'est pas le territoire sur lequel s'exerce la souveraineté des princes allemands. Ce qu'il évoque, ce sont les régions qu'il parcourait à pied au temps de sa jeunesse, les sites qu'il a parés de légendes, les villes où il a laissé des êtres chers. Il aime son pays, non en homme politique, mais en romantique.

« Je regrettais la senteur de la tourbe de nos poëles allemands, je désirais humer l'odeur du tabac de nos pipes allemandes ; mon pied tremblait d'impatience de fouler le sol natal.

« J'avais besoin de revoir la blanche fumée qui s'élève des cheminées allemandes, de marcher sur les bruyères de la Basse-Saxe et dans les bois de sapins.

« Je voulais pleurer où je pleurais jadis, où jadis ont coulé mes larmes les plus amères. Je crois que l'on nomme amour de la patrie ce désir fou. »²

L'amour de la patrie, c'est pour lui cette nostalgie, cette « Sehnsucht », qui lui fait envier jusqu'au sort des prisonniers pourvu qu'ils soient en Allemagne : « Car les cachots sont une patrie avec des barreaux de fer et l'air allemand souffle au travers, et le porte-clés, quand il n'est pas tout à fait muet, parle la langue allemande. »³

¹ *De l'Allemagne*, p. 57.

² *Germania*, chant 24.

³ Louis Boerne, p. 168.

Mais en tant que publiciste, Heine lutte contre le nationalisme, sentiment étroit qui n'a d'autre résultat que de dresser les peuples les uns contre les autres. Il est très peu édifié par l'activité des princes allemands, il ne tient pas à voir se perpétuer les institutions germaniques, telles qu'elles furent restaurées par la Sainte-Alliance. Quant aux visées impérialistes qui, déjà, se font jour parmi les teutomanes, on peut affirmer qu'elles lui sont complètement étrangères. Il ne saurait donc soutenir « ces pharisiens de la nationalité allemande qui vont bras-dessus, bras-dessous avec les gouvernements, qui jouissent de l'amour et de la haute estime de la censure »¹, qui prétendent faire partager leurs vues à tous et transformer les muses elles-mêmes en « vivandières de la nationalité ».

Il souhaite, lui aussi, voir s'affirmer la supériorité allemande, mais d'une manière où les questions territoriales sont sans valeur. Pour être vraiment puissante, il faut que l'Allemagne se transforme et qu'elle mérite l'estime des autres nations. Cela ne peut se faire ni par la haine, ni par la force des armes. Il faut qu'elle s'attache à finir ce que les Français ont commencé, qu'elle achève la grande œuvre de la Révolution, la démocratie universelle.

« J'estimerai et j'honorerai votre drapeau lorsqu'il le méritera... Plantez vos couleurs au sommet de la pensée allemande, faites-en l'étendard de la liberté humaine et je verserai pour elles les dernières gouttes de mon sang...

Quand nous aurons poursuivi la pensée de la Révolution dans toutes ses conséquences... alors ce n'est pas seulement l'Alsace et la Lorraine, mais la France toute entière, mais l'Europe et le monde sauvé tout entier, qui seront à nous ! Oui, le monde entier sera allemand !... Voilà mon patriotisme. »²

Le patriotisme n'est pas le désir de voir l'Allemagne militairement redoutable. Il ne consiste pas davantage à revendiquer la possession du Rhin ou de l'Alsace-Lorraine, (question qui était déjà à l'ordre du jour). C'est un sentiment qui, chez lui, n'a rien d'agressif ni de vindicatif ; rien d'exclusif non plus. « J'aime l'Allemagne et les allemands, mais je n'aime pas moins les habitants du reste de la terre, dont le nombre dépasse quarante fois celui de tous les allemands. L'amour donne sa véritable valeur à l'homme. Dieu merci ! Je vaudrais donc quarante fois plus que ceux qui ne peuvent pas se dégager du borbier de l'égoïsme national et qui n'aiment que l'Allemagne et les allemands. »³

Le patriotisme de Heine présente au contraire un aspect très noble et, si l'on peut s'exprimer ainsi, purement intellectuel en ce sens qu'il fait complètement abstraction de l'élément matériel, territorial, que nous considérons de nos jours comme le support nécessaire à ce sentiment. C'est un des points particuliers où Heine nous apparaît, de manière sensible, comme le fils spirituel de l'ancienne culture intellectuelle. C'est par la pensée seulement que l'Allemagne doit dominer les autres nations, et cela ne sera que le jour où elle aura réussi à faire triompher l'idéal de la Révolution et toutes ses conséquences. Elle devra, en particulier, prendre

¹ Préface de *Germania*.

² Préface de *Germania*.

³ *Lettres de Berlin*.

la tête du mouvement de confraternité universelle des peuples qui avait été le rêve suprême de 1789.

Le patriotisme de Heine pourrait donc se ramener à une phase de son cosmopolitisme. Il veut la grandeur de son pays, mais son pangermanisme ne consiste pas à vouloir assurer la suprématie de l'Allemagne sur l'Europe en annexant peu à peu tous les territoires germaniques ou apparentés. L'Allemagne doit s'imposer au monde entier en étant à l'avant-garde de la civilisation et en entraînant toutes les autres nations à sa suite vers un cosmopolitisme général. Le nationalisme, tel que l'enseignaient les « descendants des teutomanes de 1815 », ne faisait qu'accentuer le particularisme des allemands considérés par rapport à la grande collectivité humaine. Or, Heine cherche bien plutôt à rapprocher les peuples qu'à les diviser. Il partageait en cela une illusion généreuse, encore fréquente à son époque : l'espoir de voir un jour tous les peuples unis dans une confédération universelle et l'humanité entière n'être plus qu'une grande famille « dont les membres montrent ce qu'ils valent, non pas par la couleur de leur peau et la charpente de leurs os, mais par les instincts de leur âme et par leurs actions ».¹

Nous trouvons donc chez Heine, un amour profond pour sa patrie allemande, relevant du domaine purement affectif, un patriotisme non moins sincère, différent et bien plus élevé que le nationalisme étroit de certains de ses contemporains, et, couronnant pour ainsi dire l'ensemble, un cosmopolitisme très largement conçu.

« Le sentiment le plus noble et le plus saint de ceux qu'a produits l'Allemagne, cet amour de l'humanité, cette fraternité universelle, ce cosmopolitisme qui ont été professés par Lessing, par Herder, par Schiller, Goethe, Jean Paul et toutes les âmes élevées de notre patrie. » Il constitue donc une partie de l'héritage moral légué par la génération classique.

Heine le prêche et le défend avec la même ardeur qu'il apporte à combattre le nationalisme. C'est une tâche ingrate. Les mots « patrie, Allemagne, foi de nos pères, etc... » sont des formules magiques qui agissent bien plus sûrement sur la masse populaire que ceux « d'humanité, de citoyen du monde, de raison, de vérité », il le constate lui-même.²

La nationalité, avec ses vanités et ses haines, était un levier puissant que des princes ambitieux et avides savaient exploiter à leur profit ; Heine espère qu'il est émoussé, usé. « Chaque jour s'éteint un de ces sots préjugés nationaux ; toutes les âpres singularités des peuples sont écrasées sous l'action de la civilisation générale européenne. Il n'y a plus de nations en Europe, mais seulement des partis. »³

À la politique matérielle des états qui combattaient pour des intérêts, doit se substituer une politique de partis. Dans l'avenir, on ne combattrait plus que pour des principes, et les adversaires seront : d'un côté, le parti de la liberté ; de l'autre, celui de l'oppression et de la Réaction.

C'est une idée ancienne chez lui. Lors de la création des « Nouvelles Annales », revue mensuelle de la politique, de la littérature et des mœurs,

¹ *Le dénonciateur*, p. 219.

² Louis Boerne, p. 111.

³ *Reisebilder : De Munich à Gênes*.

à laquelle il devait collaborer, il écrivait à Kolb et lui proposait déjà l'épigraphe suivant : « Il n'y a plus en Europe de nations, il n'y a plus que des partis. »¹

Comme la plupart de ses idées politiques, son cosmopolitisme lui est inspiré par l'étude de la Révolution française. « Il est international dans la mesure où il est français, où il se sent lié à la patrie des droits de l'homme, la seule au monde qui ait édicté des lois à l'usage de l'humanité entière, avec la naïveté, sans doute, que cela suppose, mais aussi avec cette imperturbable confiance dans la Raison universelle qui est le fond de nos classiques. »²

Il proclame son adhésion enthousiaste aux principes de la Révolution et il lui semble que c'est autour d'eux que se fera l'unité des peuples. « C'est le plus grand temple de la liberté qui doit renfermer toutes les nations comme une même confrérie. »³ C'est cela qu'il faut enseigner aux masses et leur faire comprendre, afin qu'elles ne se laissent plus exciter à la haine et à la guerre. Lorsque sera formée la grande confédération des peuples, « nous ne serons plus forcés par défiance mutuelle de nourrir des armées permanentes de meurtriers au nombre de quelques centaines de mille ; nous utiliserons au profit de l'agriculture leurs glaives et leurs chevaux et nous aurons enfin, paix, aisance et liberté. Ma vie restera consacrée à cette mission ; c'est mon emploi à moi. »⁴

Ce cosmopolitisme apportera l'aisance en assurant la paix. Son but essentiel est d'éviter que dans l'avenir, une série de malheurs, semblables à ceux qui avaient été amenés par les guerres du début du siècle, ne s'abatte à nouveau sur l'Europe.

Il faut à tout prix sauvegarder la paix, et Heine pense que le rôle de l'effigie de Napoléon, placée au sommet de la colonne Vendôme, est de préserver l'Europe des ambitions de tout conquérant éventuel. « Que dans un effrayant isolement il perce les nuages, afin que le soldat ambitieux, quand il le contempera à cette hauteur vertigineuse et inaccessible, sente son cœur humilié et guéri de la vaine gloire et qu'ainsi cette colossale aiguille de métal devienne pour l'Europe l'auxiliaire le plus pacifique, le paratonnerre préservateur de l'héroïsme conquérant. »⁵

Heine est un patriote sincère, mais il envisage le patriotisme du point de vue de l'intellectuel et surtout du poète. Au point de vue politique, il a senti ce qu'il y a d'étroitesse et d'intolérance dans un nationalisme exclusif. Aussi fut-il très diversement jugé.

« Pour les uns, remarque Lichtenberger, il n'est qu'un idéologue chimérique, malfaisant, réfuté d'ailleurs par les faits, un ancêtre de ces sans patrie qui travaillent à la dissolution de l'idée nationale et à la ruine de la puissance nationale. »⁶

Que le cosmopolitisme qui fut son idéal soit chimérique, cela ne laisse aucun doute. Ce nationalisme qu'il condamnait ne fait que s'exacerber avec le temps : les excès qu'il déplorait ont, après trois guerres suc-

¹ *Lettre à G. Kold*, Florence, 11 novembre 1828.

² Victor Bernard, Henri Heine, p. 284.

³ *De l'Allemagne*, p. 306.

⁴ *De la France*, préface.

⁵ *De la France*, p. 55.

⁶ H. Lichtenberger, Henri Heine, penseur, p. 229.

cessives, pris une forme de plus en plus aiguë. Mais que cet idéal soit malfaisant, certes non. L'Europe au ^{xix}^e siècle voyait s'ouvrir une ère nouvelle. Les principes de la Révolution se répandaient dans les esprits, le machinisme commençait à prendre une place importante dans l'économie et semblait apporter une prospérité nouvelle. Les communications plus rapides permettaient de croire à des relations plus étroites entre les peuples. C'était, nous l'avons déjà souligné, une période de transition. Il était donc permis à des esprits généreux, Heine ne fut pas le seul, de fonder de larges espoirs sur l'avenir.

Suivant d'autres auteurs, sa conception du patriotisme est bonne et juste : il faut honorer en lui le prophète d'un avenir meilleur qui se prépare, d'une ère de paix et de concorde.

Si ses appels à l'unité, à la confraternité des peuples, avaient été entendus, nous aurions évité des luttes sanglantes. Heine était encore très proche d'une époque où l'on croyait à « l'homme bon d'après nature », à « la raison, la chose la mieux partagée du monde », et où « le sage était encore citoyen de l'univers ». L'expérience des dernières années a ruiné en nous toutes ces illusions, et nous a inculqué un pessimisme que l'on ne connaissait pas alors.

Sous l'influence directe des pensées de la révolution d'une part, du saint-simonisme, d'autre part, Heine a pu croire un moment à l'entente universelle des nations qui, pour lui, était un moyen de faire régner le bien-être. N'oublions pas que bien d'autres, après lui, ont partagé cette utopie.

Le Président Wilson, en jetant les bases de la Société des Nations, avait en vue, lui aussi, la réalisation de cette entente générale, et plus près de nous, bien que peut-être avec moins de conviction, c'est encore vers le même but que tendent tous les efforts de l'Organisation des Nations Unies.

D'ailleurs, le cosmopolitisme chez Heine est un idéal qu'il trace, mais il ne semble pas qu'il se soit laissé abuser. Il a trop bien perçu les divergences d'intérêts qui séparaient déjà à ce moment la France et l'Allemagne. Il désire sincèrement, il souhaite ardemment la paix universelle et la création de cette « Confrérie des peuples », mais, surtout vers la fin de sa vie, il a pressenti les conflits inévitables.

II

Le cosmopolitisme était pour Heine un rêve d'avenir. Dans le présent, sa politique extérieure peut se résumer en quelques grandes lignes :

Il déteste l'Autriche et surtout la Prusse qui se font les champions de l'absolutisme et de la Réaction en Europe.

Il manifeste une défiance sans raisons précises envers l'Angleterre et une crainte plus justifiée à l'égard de la Russie.

Pour leur faire contre-poids et éventuellement lutter contre elles, il voudrait une entente franco-allemande.

La Prusse

« A Aix-la-Chapelle, je revis, à l'hôtel de la poste, l'aigle de Prusse que je déteste tant ; il jetait sur moi des regards furieux.

« Ah ! Maudit oiseau ! Si jamais tu me tombes entre les mains, je t'arracherai les plumes et je te rognrai les serres.

« Puis je t'attacherai dans les airs, au haut d'une perche, en point de mire d'un tir joyeux, et autour de toi j'appellerai les arquebusiers du Rhin.

« Et le brave compagnon qui me l'abattra, je l'investirai du sceptre et de la couronne rhénane, nous sonnerons les fanfares et nous crierons : Vive le roi ! »¹

Heine était devenu prussien en 1814 ; il fut, dit-il, livré à la monarchie de Brandebourg en échange de quelque paysan frison qui n'y a trouvé d'autre avantage que de pouvoir mourir hanovrien. Or, il a juré à ce pays une inimitié particulière. C'est là que se concentre ce que la raideur, la morgue, la suffisance allemande produisent de plus insipide.

« C'est toujours le même peuple de pantins pédants, c'est toujours le même angle droit à chaque mouvement, et sur le visage la même suffisance stéréotypée. »²

Cependant Heine a contre elle des griefs plus sérieux. A son avènement, Frédéric-Guillaume IV sembla prendre la tête du mouvement libéral, si bien que « les amis de la liberté tournaient déjà des regards confiants vers les tilleuls de Berlin ».

Le roi avait amnistié les condamnés politiques, mis fin aux persécutions contre les démagogues ; il avait fait adoucir les rigueurs de la censure. Ces velléités libérales furent de courte durée. La Prusse ne tarda pas à redevenir un champion de l'absolutisme. « Quand Varsovie tomba, tomba aussi le tendre et pieux manteau dont la Prusse avait si bien su se draper et les plus myopes aperçurent l'armure de fer du despotisme qui était restée cachée. »

Avec l'Autriche, elle prit la tête du mouvement réactionnaire en Europe. Mais, tandis que l'Autriche avait toujours été « un ennemi franc et honorable qui n'a jamais nié, ni même suspendu un seul instant sa lutte contre le libéralisme », la Prusse avait dupé l'opinion allemande.

Hypocrite, ambitieuse, sans scrupule, elle avait rétabli un régime d'oppression, alliant les rigueurs du passé à la duplicité moderne, « un régime bâtard », où dominait « la chevalerie en uniforme prussien, hideux mélange de superstition gothique et de mensonge moderne ». Pour arriver à ce résultat, elle avait fait appel à toutes ses ressources, mobilisant la liberté elle-même au service de sa propagande. « Cette Prusse ! elle sait mettre tout à profit, même ses révolutionnaires... Elle a fait servir dans les derniers temps ses démagogues les plus fougueux à prêcher par le monde que toute l'Allemagne devait devenir Prussienne. Hegel a été obligé de démontrer comme rationnel l'esclavage, c'est-à-dire le statu quo actuel : il a fallu que Schleiermacher protestât contre la liberté et recom-

¹ *Germania* 3.

² *Germania* 3.

mandât le dévouement chrétien au bon plaisir de l'autorité. » Au lieu de rédiger la grande charte de la liberté qu'elle avait promis au peuple, la Prusse « ne lui a expédié qu'un contrat d'esclavage ».¹

Suivant la plupart des auteurs, Heine ne sut pas pressentir le rôle important que la Prusse devait jouer dans l'avenir. Pour Montégut : « Il admettait chez cette puissance la volonté d'être malfaisante, mais il restait persuadé que cette bonne volonté n'aurait jamais assez d'audace et rencontrerait trop d'obstacles chez les peuples allemands pour qu'elle put réaliser son rêve de suprématie. »²

H. Lichtenberger se rallie à cette opinion : « Il pensait que ses forces et son audace ne seraient jamais à la hauteur de ses prétentions et que l'opposition des autres peuples l'empêcherait toujours de réaliser son rêve de suprématie. »³

Pourtant, parlant des princes allemands, Heine écrit dans la préface de son livre « De la France » : « Les insensés, ils sont encore jaloux les uns des autres et pendant que tout œil clairvoyant entrevoit qu'ils seront à la fin médiatisés par l'Autriche et par la Prusse, toutes leurs idées, tous leurs efforts ne tendent qu'au moyen d'arracher au voisin une parcelle de son petit territoire. »⁴

Sa clairvoyance n'était donc pas tellement en défaut. Cependant à cette époque, l'Autriche et la Prusse rivalisaient d'influence ; il n'a pas prévu, cela eut été difficile en son temps, que la Prusse parviendrait à évincer l'Autriche si complètement.

L'Angleterre

« Ce peuple au nez camus, au front bas et au crâne raccourci, le peuple élu de la prose qui, en Italie et dans les Indes, reste aussi prosaïque, aussi froid et aussi calculateur qu'au centre de sa cité dans Threadneedle-Street... Ces anglais sont d'étranges originaux. Je ne puis les souffrir. D'abord ils sont ennuyeux, puis insociables, égoïstes, ils coassent comme des grenouilles, sont ennemis nés de toute bonne musique, vont à l'église avec des livres de prière dorés et nous méprisent, nous autres allemands, parce que nous mangeons de la choucroute... Les anglais en général, les anglais pur sang — Dieu me pardonne ce péché ! — me sont antipathiques dans le fond de l'âme et parfois, je ne les prends même pas pour mon prochain, pour des créatures humaines comme nous autres, mais ils me paraissent être des automates, de malheureuses machines ayant pour ressort intérieur l'égoïsme. »⁵

Heine avait fait un séjour en Angleterre durant sa jeunesse. Isolé dans un pays au climat désagréable, ne connaissant pas la langue des

¹ Avertissement de l'éditeur. *De la France*.

² Montégut : *Revue des Deux-Mondes*, 15 mai, 1884.

³ Lichtenberger, Henri Heine, penseur, p. 226.

⁴ *De la France*, Préface, p. 6.

⁵ Lutèce, p. 103. *De la France*, p. 209. Lutèce, p. 277.

habitants, il en avait gardé, en tant que touriste, un mauvais souvenir. « L'Angleterre est un pays où il ne voudrait pas même pendre en effigie », nous dit-il. A ces impressions défavorables, il joignait la défiance que l'on rencontre souvent chez les allemands à l'égard de ce pays. C'est un sentiment mal fondé, une crainte presque superstitieuse, qui domina encore longtemps après lui l'opinion germanique pour s'épanouir finalement pendant la Grande Guerre avec le fameux slogan : « Gott strafe England ! »

L'aversion de Heine pour les anglais paraît avoir une origine assez confuse. On pourrait dire qu'il les déteste par instinct. C'est peut-être là le résultat de la profonde dissemblance qui existe entre allemands et anglais, différence qui à cette époque était restée très accusée, alors qu'elle s'est estompée par la suite. L'Allemagne était encore réellement la terre d'élection de la philosophie et de l'idéologie et contrastait ainsi avec l'Angleterre, domaine de l'empirisme et du machinisme. Heine faisant partie de l'élite intellectuelle allemande a nettement conscience de l'écart considérable qui sépare ces deux tempéraments, et, partant, ces deux cultures et tout ce qui en découle.

Les anglais, remarque-t-il, sont pratiques, « tout ce qui est intellectuel prend chez eux de la consistance, de telle sorte que leur vie et eux-mêmes deviennent un fait unique... Ils sont brutaux comme un fait et résistent matériellement. Un allemand avec ses pensées, ses idées molles comme le cerveau qui les a produites, n'est lui-même qu'une idée ».¹

Il craint obscurément, semble-t-il, de voir un jour cette activité prosaïque dont il se moque, se retourner contre des allemands qui n'auraient à lui opposer que des idées.

L'Angleterre n'a pas eu de révolution sociale et l'édifice des institutions civiles et politiques est resté debout. Les classes ne se distinguent plus par l'habit, mais elles existent néanmoins et se différencient toujours « par des juridictions séparées, par le patronage, les présentations à la cour, les prérogatives, les privilèges coutumiers et par d'autres misères de ce genre ». Elle demeure en état de Moyen-Age, c'est-à-dire un Moyen-Age fashionable, nous dit Heine. Si quelques concessions ont été faites aux idées libérales, si quelques améliorations modernes ont été introduites, ces réformes n'ont pas été réalisées au nom d'un principe, elles sont le résultat d'une lutte pénible ; le « raide Moyen-Age » ne s'est incliné que devant une nécessité de fait.²

Pourtant si, comme il le confesse lui-même, Heine n'est pas impartial lorsqu'il parle des anglais, il ne leur dénie pas toute qualité.

« On retrouve dans le peuple anglais une unité de sentiments qui consiste en ce qu'il se sent un peuple. »³ Ils sont de plus un peuple libre. Malgré toutes les imperfections que présente le régime représentatif dont ils bénéficient, ils ont l'avantage d'être soumis, non plus à l'arbitraire aristocratique, mais à la loi. Le peuple est en général assez indifférent à l'égard de ces lois, sauf lorsqu'elles le protègent contre l'arbitraire du pouvoir. Ces lois, explique Heine, sont les limites de la liberté, non la

¹ *De la France*, p. 207.

² *De la France*. Avertissement de l'éditeur.

³ *Reisebilder*, T. 11, p. 37.

liberté elle-même. « On n'a sur le continent aucune idée de la somme de liberté intense qui peut se trouver quelquefois amassée dans ces limites. Sont-elles franchies par les hommes du pouvoir, l'Angleterre en masse est aussitôt debout comme un seul homme et l'arbitraire est repoussé. »¹

On a coutume de reconnaître une certaine supériorité politique aux anglais. Cette supériorité consiste en ce qu'ils sont « des créatures archi-prosaïques ». La raison de leur réussite en matière politique est la même que celle de leurs succès économiques et autres. Elle leur vient simplement du fait qu'ils considèrent les choses exactement comme elles sont, sans jamais se laisser troubler dans leurs calculs par un effet quelconque de leur imagination : illusion ou élan de générosité. Ils sont dépourvus de tout ce qui est fantaisie, voilà tout le secret. »²

Avant tout et par-dessus tout, ils sont égoïstes et c'est un égoïsme impassible qui domine leur politique. Heine le caricature à sa manière : « Je me représente l'égoïste Angleterre, écrit-il, sous la figure d'un vieux garçon long, maigre et osseux qui rattache à sa culotte un bouton décousu et se sert d'un fil roulé en pelote autour du globe du monde... Il coupe tranquillement le fil à l'endroit où il n'en a plus besoin et laisse, avec le même calme, tomber dans l'abîme le monde entier. »³

Les saint-simoniens disent avec raison que la France est le cœur et l'Angleterre la main du monde, mais « une main sèche et glacée ». Lorsque les Français seront tentés de faire appel à la générosité anglaise, qu'ils se souviennent de leur empereur et puisse cet exemple leur apprendre à temps ce qu'on peut attendre de la magnanimité anglaise.

Les aristocrates anglais sont les ennemis irréconciliables du peuple français, représentant des idées démocratiques. Ils tenteront d'affaiblir cet ennemi en l'entraînant dans une nouvelle guerre et l'intérêt matériel de l'Angleterre exigeant qu'elle-même reste en dehors du conflit, « les Anglais exciteront encore le coq gaulois contre les aigles absolus ; avides de spectacles, ils regarderont du haut de leurs longs cous, de l'autre rive du Canal, et applaudiront comme à Cok-Pit, et parieront beaucoup de milliers de guinées sur l'issue de la lutte. »⁴

Ceci fut écrit en 1832 ; quinze ans plus tard, Heine voit ses craintes s'apaiser. L'Angleterre, en pleine prospérité économique, est devenue pacifique.

« Par cet état de paix trop prolongée, par le fléau d'une trop grande richesse et d'une trop grande misère, par la corruption politique qui est une conséquence de la constitution représentative, par le régime éternel des manufactures, par l'esprit mercantil trop développé, par l'hypocrisie religieuse, par le piétisme, ce narcotique plus pernicieux que l'opium, par toutes ces causes réunies, les Anglais sont devenus comme nation, aussi peu belliqueux que les Chinois. »⁵

¹ *De la France*, p. 209.

² *Lutèce*, p. 103-104.

³ *De la France*, p. 89.

⁴ *De la France*, p. 96.

⁵ *Lutèce*, p. 106.

La Russie

Heine appréhendait de voir un jour l'Angleterre troubler « la tranquillité heureuse de sa patrie allemande ». La Russie, il en est certain, est un ennemi aussi redoutable, que l'Allemagne sera amenée à combattre tôt ou tard. « Ce géant qui dort maintenant, grandit dans son sommeil, les pieds bien avant dans les jardins embaumés de l'Orient et la tête touchant au pôle Nord, il rêve un nouvel empire du monde. »¹

La sauvagerie avec laquelle les Russes ont maltraité les Polonais doit servir de leçon aux allemands. Les récits de leurs malheurs attirent toutes les sympathies, parce que les traitements odieux qui leur furent infligés sont les mêmes que ceux qui sont réservés au peuple allemand dans l'avenir. Ils ont contribué ainsi à semer et à répandre en Allemagne la haine des Russes, et cet enseignement est salubre. « L'Allemagne aura un jour à lutter contre la Russie ; pour cela, il est bon que nous apprenions de bonne heure à haïr les Russes, que cette haine croisse chez nous et que tous les autres peuples y participent. »²

Malheureusement, au cours de cette guerre future, ce seront les Polonais qui, les premiers, bénéficieront de cette haine qu'ils auront contribué à répandre, car alors ils formeront l'avant-garde russe.

C'est une des prophéties les plus justes de Heine. Effacée périodiquement de la carte d'Europe, la Pologne s'obstine, envers et contre tout, à demeurer un peuple et son destin au cours des temps modernes fut aussi tragique que durant les siècles précédents. Sans défenses naturelles, elle était ouverte à toutes les invasions ; elle s'est vue à maintes reprises transformée en champ de bataille. Alternativement ou même simultanément envahie par les Allemands, occupée par les Russes, son sort fut presque toujours misérable. Il lui fallut, pour survivre malgré tout, les qualités exceptionnelles de persévérance, de ténacité, de volonté que nous sommes obligés de lui reconnaître et d'admirer.

En 1840, c'est déjà la question d'Orient qui angoisse l'Europe. « C'est vers l'ancienne Byzance que sont dirigés les yeux avides de tous les moscovites », écrit Heine le 12 novembre de cette année, et il rapporte l'opinion de beaucoup de ses contemporains : « A Rome se trouvent les clefs du royaume des cieux, mais à Constantinople se trouvent les clefs de l'empire terrestre ; qui s'en emparera régnera sur le monde. »³

La question d'Orient lui paraît insoluble. Prévenir le danger, c'est courir à la guerre ; rester spectateur patient, c'est se condamner avec certitude au joug étranger. « De quelque manière que se conduise la pauvre vierge Europe, nul jour de joie ne l'attend. »⁴

La situation est d'autant plus critique que dans une grande partie de l'Europe règne encore le dogme de l'absolutisme. L'écroulement de l'empire Ottoman serait moins dangereux si le principe de la souveraineté du peuple était sanctionné en droit public, parce qu'alors les peuples isolés auraient tôt fait d'élire des chefs qui continueraient à les gouverner, et le reste de l'Europe ne serait pas inquiété. Mais avec les principes en

¹ Boerne, p. 89.

² Boerne, p. 89.

³ Lutèce, Paris, 12 novembre 1842, p. 152.

⁴ Lutèce, Paris, 31 janvier 1841.

vigueur, d'après lesquels pays et peuples sont la propriété du prince et peuvent s'acquérir par le droit du plus fort, « il n'y a rien d'étonnant qu'aucun des potentats européens ne veuille permettre aux Russes d'absorber le grand héritage et que chacun désire avoir son morceau de gâteau oriental. »¹

La question d'Orient pourrait donc être le prétexte d'une guerre opposant la Russie aux autres pays d'Europe, guerre que Heine semble considérer comme inévitable à plus ou moins brève échéance.

III. **Rapprochement franco-allemand.**

Pour prévenir les manœuvres de l'Angleterre qui dans son égoïsme pourrait susciter une nouvelle guerre, pour faire contre-poids à la puissance menaçante de la Russie, Heine veut une alliance franco-allemande.

Heine est allemand, mais toute sa sympathie est acquise à la France. L'histoire de la Révolution et celle des guerres de l'Empire avaient le don de l'attirer et l'épopée du Tambour Legrand l'avait depuis longtemps désigné comme un ami des Français aux colères des partis rétrogrades. Les deux pays lui étaient chers ; l'un comme sa terre natale à laquelle il était resté vivement attaché, l'autre comme « la terre consacrée de la liberté » qui l'avait généreusement accueilli.

Toute sa vie, il cherche non seulement à libérer ses compatriotes du joug absolutiste, mais encore à les unir avec la nation « la plus éclairée d'Europe ». Pour faire triompher le libéralisme, pour maintenir la paix, c'est toujours vers la France qu'il tente de les orienter. « Il avait compris, écrivait G. de Nerval, que de la France devait jaillir encore une fois la lumière promise au monde et il se tournait invariablement vers cette seconde patrie. »

Avant tout, il fallait commencer par faire tomber les préventions qui existaient de part et d'autre, voilà pourquoi il crut qu'il était de son devoir de servir d'intermédiaire aux deux peuples.

La haine des Français était populaire outre-Rhin. Elle était répandue dans le peuple et les princes l'attisaient et l'exploitaient à leur profit. Heine s'emploie d'abord à la détruire en luttant contre les teutomanes et les « Franzosenfresser ». Il essaye de faire comprendre aux révolutionnaires allemands que la France est leur seul soutien. « Ne vous figurez pas, leur dit-il, que vous pourrez tenir sur vos propres pieds si la France succombe, ce seul appui que vous ayez sur terre. »² et dans l'« Allgemeine Zeitung » il leur apporte la bonne parole de la prédication politique, illustrée d'exemples fournis par ses observations parisiennes.

Aux Français, il explique ce qu'est la véritable Allemagne, celle des penseurs et des poètes, mais aussi celle dont ils ont à se garder.

Il ne voit rien d'inexpiable entre les deux nations ; Français et Allemands sont simplement de natures très différentes, il est nécessaire qu'ils apprennent à se mieux connaître mutuellement afin d'éviter les malentendus irréparables.

Il faut que les Français sachent que ce n'est pas un régime politique particulier qui est leur pire ennemi, mais la nature allemande elle-même.

¹ Lutèce, Paris, 31 mars, 1841.

² Lutèce, Paris, 11 janvier 1841, p. 154-155.

« La gaie science de l'amour, vous y êtes maîtres, vous autres Français. Nous autres Allemands, nous nous entendons mieux à la haine. Elle sourd des profondeurs de l'âme, la haine allemande. Et pourtant, elle se gonfle, géante, et peu s'en faut qu'elle ne remplisse de ses poisons la tonne de Heidelberg. »¹

Ainsi prévenus, ils éviteront d'aviver ces sentiments d'inimitié et de les envenimer ; au contraire, ils essaieront de les dissiper, mais surtout ils se tiendront sur la défensive. C'est là le conseil que Heine nous donne sans cesse.

Etant allemand, mais vivant en France, il a ainsi une connaissance approfondie de la mentalité des deux nations, ce qui lui permet de percevoir les divergences de vue et d'intérêts qui existent entre elles, alors qu'elles échappaient à beaucoup de ses contemporains. Il veut éviter une effusion de sang qui ruinerait les deux pays à la grande satisfaction à la fois de l'Angleterre et de la Russie. C'est là son but essentiel. « Je ne suis pas assez bête et assez méchant, écrit-il, pour souhaiter que mes chers Allemands et mes chers Français, les peuples élus de l'humanité, se cassent réciproquement la tête pour le plus grand bien de l'Angleterre et de la Russie et pour la joie impie de tous les prêtres et gentilshommes du globe. »²

Le meilleur moyen d'y parvenir, selon lui, c'est que la France se garde d'intervenir dans les affaires intérieures de l'Allemagne et surtout qu'elle demeure en état de paix armée.

« Français, prenez garde, je n'ai que de bonnes intentions et je vous dis d'amères vérités. Vous avez plus à craindre de l'Allemagne délivrée que de la Sainte-Alliance toute entière avec les Croates et les Cosaques. D'abord, on ne vous aime pas en Allemagne... ce que l'on vous reproche au juste, je n'ai jamais pu le savoir... mais lorsque l'envie nous prendra d'en découdre avec vous, nous ne manquerons pas de raisons d'allemand... Tenez-vous toujours armés, demeurez tranquilles à votre poste, l'arme au bras. Je n'ai pour vous que de bonnes intentions et j'ai presque été effrayé quand j'ai entendu dire dernièrement que vos ministres avaient le projet de désarmer la France. »³

Beaucoup de ses contemporains prirent ces avertissements en souriant. On ne croyait pas au danger. L'Allemagne était si morcelée que cette dispersion même semblait devoir la paralyser. Au lieu de tenir compte de la sagesse des paroles de Heine, on plaisanta son « ironie outre-cuidante qui se complait à jeter l'épouvante dans les âmes, en prenant à partie les plus hautes puissances de la terre et du ciel. »⁴ Pourtant, dès cette époque, il y avait entre les deux pays des causes de dissension grandissantes.

Il y avait d'abord la question d'idéologie. L'Allemagne en général était réactionnaire. Les princes redoutaient les idées révolutionnaires susceptibles de menacer leur trône. La façon la plus simple de soustraire leurs sujets à toute influence néfaste était de les dresser contre la France, source même de ces idées perverses. C'est la raison pour laquelle, nous

¹ Cité par V. Bernard, Henri Heine, p. 236.

² Préface de *Germania*.

³ *De l'Allemagne*, p. 239-240.

⁴ Caro : *Nouvelles études morales* p. 311.

l'avons vu, ils soutenaient et entretenaient la gallophobie dans leurs Etats.

Puis, la querelle se centra sur un nouveau problème : à qui doit revenir la possession du Rhin ? La discussion faillit amener la guerre en 1840 ; mais fort heureusement elle resta dans le domaine poétique. Nikolaus Becker écrivit son « Rheinlied » :

*Sie sollen ihn nicht haben,
Den freien deutschen Rhein,
Bis seine Flut begraben,
Des letzten Manns Gebein !*

Presque en même temps parut le poème de Schneckenburger :

« Die Wacht am Rhein ! »

Les réponses françaises à des vers aussi agressifs furent promptes. Ce furent celle de Musset :

*Nous l'avons eu votre Rhin allemand,
Il a tenu dans nos frontières.*

et celle de Lamartine :

*Roule libre et superbe entre tes larges rives,
Rhin, Nil de l'occident, coupe des nations !
Et des peuples assis qui boivent tes eaux vives,
Emporte les défis et les ambitions !*

Ces échanges littéraires auraient pu être sans gravité si, en réalité, ils n'avaient été l'écho de sentiments profondément enracinés. Ces vers trouvaient une résonance dans les masses ; ils contribuaient à augmenter la tension des esprits.

Les Français, depuis Richelieu, considèrent le Rhin comme une frontière naturelle qu'ils doivent nécessairement atteindre pour avoir un semblant de sécurité.

Les Allemands, de leur côté, en ont toujours revendiqué la possession. « Du, Rhein, bleibst deutsch, wie meine Brust ! », c'est ce que pense tout bon germain. Mais beaucoup d'entre eux ne s'en tiennent pas là. La présence des Français sur le Rhin représente un danger, car c'est exposer toute la population de la rive droite à subir leur influence.

Tout comme Arndt, en 1813, c'est « le Rhin, fleuve allemand, mais non frontière allemande », qu'ils réclamaient en 1840. La domination allemande devait s'étendre pour eux, non seulement au fleuve, mais encore aux deux rives du fleuve et à tous les territoires avoisinants. C'était déjà la question de l'Alsace-Lorraine qui se posait.

Heine n'admettait pas le point de vue de ses compatriotes. Imprégné des idées de la Révolution française, il respectait le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. « Quant à l'Alsace-Lorraine, je ne puis pas l'incorporer aussi facilement que vous le faites à l'empire allemand, écrit-il dans la préface de *Germania*. Les gens de ce pays tiennent fortement à la France, à cause des droits civiques qu'ils ont gagnés à la Révolution française, à cause de ces lois d'égalité et de ces institutions libres qui flattent l'esprit de la bourgeoisie, bien qu'elles laissent encore beaucoup à désirer pour l'estomac des grandes masses. Les Lorrains et les Alsaciens se rattacheront à l'Allemagne quand nous finirons ce que les Français ont commencé, le grand œuvre de la Révolution. »¹ Ce duel littéraire révélait donc, pour un esprit averti, le conflit naissant entre les deux pays.

¹ Préface de *Germania*.

Si beaucoup de Français n'accordèrent pas à ce heurt une importance capitale, Heine connaissait trop bien le caractère allemand pour ne pas être alarmé.

« Le peuple allemand ne se laisse pas facilement émouvoir, mais quand on l'a une fois poussé sur une route, il la suit jusqu'au bout avec la constance la plus opiniâtre. »¹, c'est lui-même qui nous en avertit. Il savait que, même si elle paraissait abandonnée momentanément, cette revendication serait reprise tant qu'il existerait une Allemagne.

Il savait d'autre part, que la perspective d'une guerre ne la ferait pas reculer, car l'Allemand en général ne redoute pas la guerre. Il y a encore, chez lui, une ardeur combattive analogue à celle des anciens germains et « qui veut combattre, non pour détruire, ni même pour vaincre, mais seulement pour combattre. »²

Quant au morcellement politique, il ne pouvait abuser que des étrangers. En certains cas, le particularisme pouvait très bien passer au second plan. L'Allemand est « né pour agir d'ensemble », écrira plus tard Michelet. « Cette faculté d'association est une grande force, si une nécessité, une émotion, la réveillent, chose souvent assez lente chez cette race bien moins impressionnable que d'autres. Mais si cette émotion arrive enfin, elle est susceptible de prendre un crescendo prodigieux, une force redoutable. » La haine des Français avait, une fois déjà, déterminé l'union de toutes les forces allemandes pour les dresser contre l'Empire. Depuis, surtout dans les Etats où triomphait la Réaction, les Français n'avaient pas cessé d'être l'ennemi héréditaire, et cette idée parvenue au degré voulu de maturité pouvait, à nouveau, déclencher le cataclysme ; ce qui se produisit en 1870.

Tout cela, Heine l'avait pressenti et voulait l'éviter. Les moyens qu'il nous propose à cette fin diffèrent suivant qu'il s'agit du présent ou du futur, soulignant, une fois de plus, son sens profond de l'opportunité.

A son époque, l'hostilité de l'Allemagne à notre égard est un fait qu'il constate. Connaissant bien ses compatriotes et sachant que seule une supériorité militaire peut leur en imposer, il nous conseille de nous armer. C'est sans la formule, le principe moderne : « montrer sa force pour ne pas avoir à s'en servir », qu'il nous recommande.

Pour sauvegarder la paix dans l'avenir, il essaie d'écarter les obstacles qui pourraient surgir en travaillant à l'entente des deux peuples dont il souhaitait l'alliance.

Les nationalistes cherchent à séparer les deux pays. Lui, au contraire, veut les rapprocher surtout intellectuellement. Cela ne pouvait se réaliser que si les deux peuples parvenaient à se mieux connaître mutuellement, c'est pourquoi il écrivit les séries d'articles, plus tard réunis en recueils présentés sous les titres « De la France », « De l'Allemagne ». Son but, il nous l'expose lui-même : « Après avoir travaillé pendant longtemps à faire comprendre la France en Allemagne, à détruire ces préventions nationales que des despotes savent si bien exploiter à leur profit, j'entreprends aujourd'hui un travail semblable et non moins utile en expliquant l'Allemagne aux Français. »³

¹ *De l'Allemagne*, 3^e partie, p. 174.

² *De l'Allemagne*, 3^e partie, p. 236.

³ *De l'Allemagne*, 1^{re} partie.

Au cours du XVIII^e siècle, une évolution profonde, mais orientée dans des sens différents, s'est produite dans les deux pays. Pendant que la France agissait, l'Allemagne pensait. La France a acquis une grande expérience politique, mais la supériorité allemande au point de vue philosophique est incontestable. Que la France et l'Allemagne, nous dit Heine, imitent enfin ces héros d'Homère qui échangèrent leurs armures en signe d'amitié. Il y aurait ainsi un grand pas de fait vers l'émancipation totale de l'humanité, qui reste toujours le but final vers lequel doivent tendre tous les efforts. Les idées de la Révolution française apporteraient au monde l'émancipation politique, tandis que la philosophie allemande contribuerait à libérer les esprits de toute contrainte. Son rêve était d'infuser à la France un peu de la philosophie allemande et à l'Allemagne beaucoup de l'esprit révolutionnaire et du sens pratique français.

Était-il apte à jouer ce rôle d'intermédiaire entre les deux peuples ? Les avis sont partagés.

Certains auteurs comme Lévy-Brühl pensent que : « Personne n'était mieux préparé que Heine pour parler de l'Allemagne aux Français et de la France aux Allemands. »¹

D'autres font des restrictions :

« Pour dissiper les malentendus, pour faire comprendre à l'Allemagne le véritable esprit de la France, et comment on pouvait s'estimer et s'aimer d'un côté du Rhin à l'autre, il aurait fallu, avec l'intelligence et la justesse d'esprit de Heine, un caractère froid, modéré, persévérant, et surtout une grande patience ; il aurait fallu un homme tout entier au service des idées et insensible à la considération des personnes. Or, Heine était précisément le contraire. »²

Pourtant, il semble que ce rôle ait été à la mesure de Heine. Il avait l'avantage de connaître les deux pays et il les aimait tous deux. Il avait également le don d'observation et les qualités d'esprit nécessaires. Mais pour que cette entremise puisse porter ses fruits, il aurait fallu que les intéressés aient le désir de s'entendre. Or de part et d'autre, la bonne volonté indispensable à cette compréhension mutuelle faisait défaut.

Heine nous a montré les Allemands sous leur vrai jour, même lorsqu'il est défavorable, et, en cela, il blessait leur orgueil national.

D'autre part, après nous en avoir fait un tel portrait, vouloir une amitié franco-allemande, c'était avoir une confiance excessive dans la magnanimité et la générosité françaises, si grandes fussent-elles.

Malgré ces erreurs, il est indéniable que Heine se donna corps et âme à cette tâche ; c'est en toute sincérité qu'il pouvait écrire dans son testament rédigé le 13 novembre 1851 :

« La grande affaire de ma vie était de travailler à l'entente cordiale entre l'Allemagne et la France et à déjouer les artifices des ennemis de la démocratie qui exploitent à leur profit les préjugés et les animosités internationaux. Je crois avoir bien mérité, autant de mes compatriotes que des français. »

¹ *L'Allemagne depuis Leibniz*, p. 431.

² Lévy : *Henri Heine et la politique contemporaine*. « Nouvelle revue », juillet 1880.

CHAPITRE VI

I. Réflexions sur la politique de Heine.

On a coutume de faire de Heine le chef d'une école politique connue sous le nom de « Jeune Allemagne ». Or, à les considérer de près, il semble que les auteurs que l'on englobe généralement dans ce groupement, aient eu bien peu de points de contact en matière politique. En dehors de leur tendance francophile et de leurs aspirations libérales, il y avait entre eux d'importantes divergences de vue. Il est impossible, par exemple, de ramener le républicanisme de Boerne — après Heine le membre le plus représentatif de l'école — et le socialisme de Heine à une même unité.

La « Jeune Allemagne » fut surtout une école littéraire qui introduisit un style nouveau : celui du feuilleton. Elle eut le mérite d'être libérale dans une Allemagne réactionnaire et d'essayer de répandre ses idées. Malheureusement, elle eut dès l'origine peu d'influence sur ses contemporains et son crédit alla diminuant à mesure qu'elle s'appuyait davantage sur la France.

Heine, politique, ne peut donc en aucun cas être considéré comme Chef d'une école ou d'un mouvement. On chercherait d'ailleurs vainement une doctrine originale dans son œuvre.

Sa politique n'est pas tout à fait celle d'un amateur ; il y a chez lui, semble-t-il, une véritable vocation. Il est convaincu qu'il est de son devoir de prêcher la collaboration de tous à la réalisation du bien-être terrestre, de même qu'il s'est fait une obligation de cette tentative de rapprochement franco-allemand. Malgré cela, sa politique ne s'intègre pas dans un système rigoureux. Ce n'est pas l'œuvre d'un théoricien qui raisonne sur des principes. Elle est beaucoup plus humaine. Les données dont il part sont celles de la réalité, ce sont celles du monde qui l'entoure et il ne perd jamais de vue l'application possible.

Heine voudrait ne pas rester un simple spéculatif, mais voir au contraire sa pensée se traduire dans le domaine des faits. « Ich bin die Tat von deinem Gedanken », dit au poète le lecteur rouge qui marche derrière lui avec les faisceaux et la hache, « prêt à frapper, prêt à changer en actes toutes ses pensées, prêt à exécuter tous ses jugements, même s'ils sont injustes ».¹

Heine l'entend sans effroi, il voudrait être « créateur de valeurs ».

C'est parce qu'il vise toujours la réalisation possible, que ses idées ont parfois l'aspect d'un compromis. « Avant tout, en politique comme

¹ Germania : *Elster*, II, p. 443.

dans la vie, on ne doit désirer que le possible et le praticable »¹, écrit-il. En politique intérieure particulièrement, cette attitude est très nette. Il ne cherche pas une formule nouvelle, mais seulement une réforme, c'est-à-dire, une adaptation des formules anciennes aux conditions de la vie moderne. Ce n'est pas une rupture qu'il souhaite, mais une évolution et c'est uniquement lorsqu'il juge qu'il est impossible de l'obtenir par des moyens pacifiques qu'il devient révolutionnaire.

« Heine est varié, ondoyant, contrasté, ayant dans sa tête une hiérarchie de facultés qui s'accompagnent, se tiennent, fondent leurs nuances comme l'arc-en-ciel et non pas une grande faculté solitaire qui se dresse, pyramide isolée, dans le désert de son cerveau. »² Sa pensée politique, elle aussi, porte l'empreinte de cette complexité.

Il ne fait jamais de politique de principe ; chez lui, l'écrivain politique reste souvent dominé par le poète. Sa politique est faite de générosité, de bon sens, d'opportunisme ; elle est imprégnée des idées de justice, d'ordre, de liberté.

Ces qualités lui valurent son succès momentané, elles sont pour nous une garantie de sincérité, mais ce ne sont pas elles qui suffisent pour conférer à un système un caractère durable.

La politique de Heine, séduisante par sa logique, par sa clarté et son apparente simplicité n'en reste pas moins, et avant tout, une politique de sentiments. Par goût de l'épopée, il admire la Révolution et l'Empire ; s'il préconise une monarchie constitutionnelle, c'est parce qu'elle concilie ses aspirations libérales et ses sympathies pour la royauté ; la pitié fait de lui un socialiste ; quant à sa politique extérieure, elle est entièrement sous l'influence de ses inclinations ou de ses aversions.

Sa clairvoyance et un esprit critique très développé l'empêchèrent de tomber dans les excès, mais étant essentiellement affectives, ses conceptions politiques ne s'élevèrent jamais jusqu'à former une vaste synthèse dont il avait pourtant les éléments. Il est vrai que pour arriver à ce stade, il aurait fallu qu'il ait réellement foi en cet idéal social et démocratique qu'il aurait pu systématiser. Or, cette foi n'a pas existé chez lui. Il a cru un instant au renouveau social possible grâce au saint-simonisme, mais cette illusion fut de courte durée, et il nous est permis de penser qu'il ne demandait pour son pays une monarchie constitutionnelle que parce qu'il jugeait cette forme de gouvernement moins mauvaise qu'une autre ; il en avait trop bien relevé les défauts et même les vices en Angleterre pour s'abuser sur ses mérites.

On fait tort à Heine en le considérant seulement comme un ironiste et un négateur. Son idéal social, son essai d'alliance franco-allemande étaient des œuvres constructives auxquelles il a consacré le meilleur de son temps et de son génie.

En raison de son impartialité et de son esprit de libre examen, il était enclin au scepticisme ; ce sont les événements qui le rendirent pessimiste.

Il admirait profondément la Révolution française et avait souhaité voir un événement semblable secouer la léthargie de son pays. Tout lui

¹ *De la France*, p. 235.

² Barbey d'Aurevilly : *Œuvres*, XI, p. 116.

semblait prêt pour le jour où l'Allemagne connaîtrait enfin à son tour la liberté politique. Les philosophes avaient préparé la voie, toute agitation lui apparaissait comme un signe précurseur. Influence peut-être de l'enseignement de Hegel, les excès mêmes de l'absolutisme lui devenaient des raisons d'espérer voir l'Allemagne secouer le joug. Puis, peu à peu, il se rendit à l'évidence. La réaction était la plus forte et il renonce à l'espoir d'une révolution allemande au moins dans un avenir proche.

Il avait vu se succéder en France toutes les formes de gouvernement possibles : l'Empire, la monarchie absolue de Charles X, un essai de monarchie constitutionnelle et populaire sous Louis-Philippe, puis, la république, sans que la condition du peuple soit améliorée par l'une ou l'autre. Chaque révolution était un nouvel échec. Le sentiment des nationalités s'affirmait toujours davantage et les alertes internationales se multipliaient.

Si bien qu'au soir de sa vie, Heine n'apercevait derrière lui qu'une longue suite de déceptions. Son bel enthousiasme de jeunesse l'avait abandonné rapidement, tous ses rêves s'étaient effondrés. Dès 1848, il ne suit plus les événements qu'en spectateur. En mars de cette année, il écrit à un de ses amis : « Ce que le monde poursuit et espère maintenant est complètement étranger à mon cœur. »¹

L'indifférence devint scepticisme absolu, puis pessimisme, et le sentiment d'avoir lutté en vain est certainement pour une part dans l'amertume et l'ironie désabusée de ses dernières œuvres.

Lui qui avait combattu avec ardeur pour un idéal d'universel bonheur et de confraternité des peuples pensait sans doute comme Mably que « les hommes sont trop dépravés pour qu'il puisse y avoir une sage politique ».

Pour les lecteurs de Heine, le poète et l'homme d'esprit ont trop souvent éclipsé l'écrivain politique. On a fait la louange de ses vers, on a célébré l'esprit « merveilleusement exprimé, trempé de poétique fantaisie et souverainement spirituel » qui est le sien. On lui a décerné le titre d'homme le plus spirituel de son temps, mais on a méconnu le penseur.

Même parmi ceux qui ont vu au-delà de la forme et ont cherché la pensée de l'auteur, beaucoup sont injuste à son égard.

Certains le dénigrent systématiquement, ainsi Caro dans ses « Nouvelles Etudes Morales ». « Il est d'ailleurs assez clair, écrit-il, que le but du réformateur (si ce n'est pas abuser des mots que d'appliquer ici un nom pareil) ne va pas au-delà d'une « démocratie de dieux terrestres égaux en béatitudes » ; qu'il n'a jamais pu se former un idéal plus élevé que celui du bien-être matériel des peuples ; que la justice pour lui n'est que l'égal partage des jouissances, qu'à ses yeux enfin, la révolution n'a jusqu'à présent accompli qu'une œuvre de ruine, qu'il reste à fonder la religion de la chair glorifiée, dont le Moyen-Age a été la sinistre et sanglante antithèse. Nous nous dispenserons de réfuter ce socialisme qui n'est qu'un rêve de colère et de haine contre la société actuelle, mêlé à des rêves de volupté universelle qui n'ont cessé de hanter le cerveau du poète. »²

¹ Lettre à Alfred Meissner. Paris, le 12 mars 1848.

² Caro : *Nouvelles Etudes morales*, p. 289-290.

Bien peu lui reconnaissent sa valeur réelle. Heine n'est pas un novateur, puisque ses théories essentielles lui viennent soit des principes de la révolution, soit des doctrines de Saint-Simon. Mais pour nous, il est représentatif d'une époque. Il vécut une période tourmentée qui marque un des tournants de notre civilisation moderne, et un don d'observation remarquable lui permit de nous rendre des états d'âme fréquents chez ses contemporains. « Nul n'a su rendre comme lui le trouble profond des âmes au lendemain de la Révolution française et des guerres européennes »,¹ écrit Dunois. Un demi-siècle après la mort du poète, Lichtenberger lui rend le même hommage : « Il a su dire avec esprit ou émotion ce que beaucoup de gens pensaient ou pensent tout bas, et aujourd'hui encore, nous pouvons le comprendre et le goûter comme un contemporain. »

Il ne nous décrit pas seulement cette époque, mais il en a perçu les véritables problèmes et il en a mesuré la gravité et l'étendue.

Intelligence très souple, il était doué d'un sens profond de l'évolution historique grâce auquel il a reconnu que l'action uniquement politique était devenue insuffisante. Ce stade était dépassé, les questions primordiales tendaient à devenir les questions sociales et économiques.

Il a d'autre part le mérite d'avoir mis le doigt sur une difficulté nouvelle, et non des moindres, suscitée par l'évolution qui s'accomplissait.

Heine s'est fait le défenseur des droits sacrés de l'être humain ; il fait sienne la devise : liberté, égalité, fraternité, mais en même temps, il est certain de sa supériorité d'artiste et ceci lui a fait prendre conscience du problème capital qui se pose sous tous les régimes et qu'il est impossible de résoudre de façon définitive : comment concilier les droits de la masse et ceux de l'élite, de l'individu et de la collectivité, de la démocratie et de la culture supérieure ? Il semble avoir eu l'intuition de l'extrême complexité de cette question. Il pensa en trouver la solution dans une monarchie où le souverain s'appuierait sur le peuple et surtout, plus tard, dans le saint-simonisme, doctrine où il trouvait « de quoi satisfaire à la fois ses sentiments démocratiques, son amour de l'humanité et ses goûts aristocratiques ».

Dans l'intérêt de la culture et de la civilisation humaines, il aurait voulu sauvegarder une élite, mais après l'échec du saint-simonisme, avec les progrès des communistes, il ne croit plus possible de freiner l'emprise de la masse et de lui assigner certaines limites.

On reproche souvent à Heine d'avoir été un mauvais prophète. Indéniablement il s'est leurré de la faiblesse de ce qu'il appelait les « puissances du passé » : la royauté et l'aristocratie féodale, l'église et le clergé. Il a sous-estimé les forces de la Réaction en général, il était notamment loin de prévoir la restauration de l'empire allemand sous hégémonie prussienne. Mais là où il ne s'est pas trompé, c'est lorsqu'il annonçait les progrès des doctrines socialistes. Ils se firent sans la violence qu'il redoutait, mais en Allemagne surtout, avec beaucoup plus de rapidité encore qu'il n'aurait pu l'espérer.

¹ Dunois, Henri Heine, p. 93.

II. Influence des œuvres de Heine.

« Souffrir l'ingratitude est le sort des grands citoyens. »

CICERON (Pro Milone).

L'accueil réservé aux écrits de Heine de son vivant fut incontestablement un succès. Ecrivant dans un des journaux les plus répandus en Allemagne, ses lecteurs étaient nombreux. Il avait pour lui, non seulement un style brillant, une ironie mordante, mais encore l'avantage d'avoir introduit une forme littéraire nouvelle, celle du feuilleton, et, par là même, il attirait la curiosité. Ses détracteurs allemands rapportent d'ailleurs à ce seul fait sa célébrité.

« Des années s'écoulèrent, écrit Treitschke, jusqu'à ce qu'enfin on apprit à estimer à sa juste valeur la littérature passagère des journaux ; la célébrité de Heine s'évanouit depuis que le monde s'est habitué à simplement feuilleter les journaux et à oublier en un jour des pensées d'un jour. »¹

L'influence qu'il put exercer fut restreinte et passagère.

De même que les écrivains de la « Jeune Allemagne » en général, il contribua à faire passer un courant libéral sur son pays et son œuvre favorisa les mouvements révolutionnaires de 1848. Même si elle avait été purement négative, elle aurait été, ainsi que toute critique, nécessaire pour dénoncer les abus qui se commettaient et qui n'avaient aucune raison de cesser s'ils n'avaient été relevés.

« Il fut pour l'Allemagne ce que Voltaire fut pour la France », écrit E. Quinet. Les allemands de leur côté le rendent responsable pour une part des bouleversements de 1848. « Ce radicalisme demi-juif ne sut rien construire, toutefois il aida à ébranler les assises de l'état, de l'église et de la société et à préparer les renversements de 1848 ; c'est pour cela uniquement que lui revient une place dans l'histoire. »²

Mais cette influence fut superficielle et peu durable. Heine vécut à une époque qui fut une période de transition. Les conditions économiques évoluaient, les conceptions politiques se transformaient et à ces changements correspondaient parmi les peuples des sentiments nouveaux.

Arrivé à ce moment, Heine eut le tort d'avoir des idées à la fois trop en avance et en retard sur celles de son temps.

Il prêchait le socialisme à un peuple qui n'en avait pas encore éprouvé le besoin. En France même, où les idées politiques devançaient pourtant celles des autres nations, le peuple ne demandait pas de réformes sociales ; à l'occasion du soulèvement de 1830, et même encore en 1848, il ne formula pas de revendications pouvant porter ce nom. Le socialisme n'était pas sorti du domaine de la pensée ; certains intellectuels en avaient reconnu la nécessité, mais l'évolution était insuffisante pour qu'on passât aux réalisations. Heine, que plus tard certains socialistes allemands, Bebel en particulier, considéreront comme un précurseur, était resté incompris de ses contemporains.

D'autre part, en raison de son éducation dominée par le rationa-

¹ Treitschke : *Deutsche Geschichte im neunzehnten Jahrhundert*, T. IV, p. 423.

² Treitschke. T. IV, p. 434.

lisme et l'idéalisme du siècle précédent, il était en retard. Heine, fidèle à la pensée du XVIII^e siècle, est cosmopolite. A la suite de Kant, il rêve d'une confédération générale des états grâce à laquelle la paix serait maintenue. Comme le croyaient naguère un Goethe ou un Schiller, il pense que pour un pays il n'y a qu'une supériorité enviable, celle de la culture, et c'est par rapport à elle qu'il mesure la grandeur d'un état.

Ce sont ces idées qu'il essaya de répandre dans une Allemagne préoccupée d'extension territoriale. Sa voix fut naturellement étouffée par celle de l'impérialisme.

L'Allemagne était sous l'influence des doctrines de Fichte. Ses « Discours à la nation allemande » prononcés au lendemain de Iéna, pendant l'hiver 1807-1808 avaient sonné le réveil du nationalisme.

Fichte définissait le caractère allemand par opposition au reste de l'humanité. Les Allemands sont le peuple absolu, celui qui existe en soi, enseignait-il, « de même que dans sa philosophie, le Moi absolu ne se pose dans la réalité qu'en s'opposant au Non-Moi, pareillement le peuple absolu ne peut entrer dans l'histoire que si, à lui, s'oppose un principe antagoniste de négation, un Non-peuple. Ce Non-peuple est l'Etranger ».¹

Enthousiasmés par cette doctrine qui venait de leur révéler qu'ils étaient « le peuple élu, le peuple de l'avenir, la conscience supérieure de l'humanité », persuadés qu'il leur appartenait de dominer l'univers, les Allemands étaient peu disposés à écouter Heine qui les rétablissait au même niveau que les autres nations.

Aux yeux de ses concitoyens, Heine eut de plus le tort d'être libéral.

L'allemand en général n'éprouve guère le besoin de liberté. Le libéralisme est le corollaire de l'individualisme ; or, l'allemand a une formation d'esprit plutôt associationniste. Il a le goût des groupements, des « Vereine » qui ont une organisation intérieure méthodique. A tous les échelons de la vie sociale, il a le culte de la discipline et de la hiérarchie. Si on ajoute à cela le fait qu'il ne révère rien autant que la force et la puissance, quelles que soient leurs manifestations, nous ne nous étonnerons plus de voir le libéralisme échouer dans leur pays.

L'étatisme de Hegel, malgré tous les dangers qu'il comportait, ce « terrestre-divin » ne tenant aucun compte ni des intérêts, ni même de la vie des particuliers et par qui l'individu était littéralement écrasé, était beaucoup plus dans la ligne de pensée allemande que la conception d'un état démocratique et humanitaire telle que celle de Heine.

Les allemands se détournèrent des doctrines libérales de Heine parce que, même lorsqu'ils ne lui furent pas hostiles, il semble qu'il y ait eu chez beaucoup d'entre eux une sorte d'incapacité à le comprendre. Ses idées allaient trop à l'encontre de leur mentalité.

En dehors de ces raisons qui tiennent à la nature même de sa pensée profonde, le manque d'influence de Heine doit être attribué à quelques causes plus superficielles.

« L'Allemagne avait besoin de croire en soi et se détournait comme par instinct de ceux qui, sans mauvaise intention, se complaisaient malicieusement à lui rappeler ses défauts et ses faiblesses. »²

¹ Spenlé : *La pensée allemande*, p. 90.

² Lévy-Brühl : *L'Allemagne depuis Leibniz*, p. 446.

C'est précisément l'erreur que fit Heine.

« Les Heine etc..., écrit-il, versent à pleines mains le mépris sur leurs compatriotes. Ils les déclarent incapables de se faire nation... Ils démolissent à la fois l'édifice gothique et l'édifice nouveau, en un mot, ils se croient le droit de traiter l'Allemagne couchée aux pieds de M. de Metternich comme les derniers poètes italiens, mourant dans les cachots de l'Autriche, traitent l'Italie après trois siècles de lâcheté. »¹ Les Allemands, dans des œuvres récentes encore, lui reprochent d'avoir amoindri le prestige de l'Allemagne aux yeux de toute l'Europe.²

En même temps, Heine était trop ostensiblement francophile. Le sentiment national se trouvait offensé par des comparaisons explicites ou sous-entendues où la France avait le beau rôle.

Son admiration pour elle est profonde, sincère, et il ne la reniera jamais. Nous trouvons sous sa plume des passages vibrants d'enthousiasme. « Paris n'est pas la capitale de la France seulement, mais bien de tout le monde civilisé. C'est le rendez-vous des notabilités intellectuelles... Paris nous apparaît comme un Panthéon de vivants. »³

« Paris est la nouvelle Jérusalem et le Rhin est le Jourdain qui sépare du pays des philistins la terre consacrée de la Liberté. »⁴

Les Allemands ne manquèrent pas de les relever avec quelque acrimonie : « Tout en France lui semblait meilleur, plus beau, plus agréable que chez lui... Dans « De la France », c'est à peine s'il trouva suffisamment d'expressions pour décrire son enthousiasme cosmopolite. »⁵

Cette sympathie trop visible, l'influence des doctrines révolutionnaires qui est sensible dans l'œuvre de Heine, ne devaient pas lui attirer la bienveillance de l'Allemagne réactionnaire et nationaliste qui, de plus, comptait les sentiments anti-français comme le moyen le plus sûr de réaliser l'unité à laquelle elle travaillait.

« Gegen Paris und im Bunde mit Rom sind die Deutschen ein Volk und ein Staat geworden. »⁶

Et c'est sans doute aussi une des raisons principales qui incitèrent le national-socialisme à repousser Heine avec tant de vigueur.

L'influence exercée par Heine sur l'Allemagne à son époque fut peu durable ; dans les temps récents, cette influence fut nulle.

« La célébrité d'un Heine n'était possible que dans une génération qui, par dessus ses rêves cosmopolites, avait oublié de façon irréfléchie l'opposition séculaire qui existe entre sentiments aryens et sémites »,⁷ écrit Treitschke.

C'est sur son origine juive que vont insister les auteurs allemands modernes. Déformant systématiquement sa pensée, ils chercheront partout les caractéristiques qu'ils attribuaient à une race honnie. Si Heine

¹ *Revue des Deux-Mondes*, juin 1832 (Préface écrite par Heine pour la publication de la traduction des *Reisebilder*).

² J. Nadler : *Literaturgeschichte des deutschen Volkes*, T. III, p. 47.

³ *De la France*, p. 83.

⁴ *De la France*. Avertissement de l'éditeur.

⁵ Treitschke, T. IV, p. 419.

⁶ Nadler, T. III, p. 48.

⁷ « C'est contre Paris et alliés à Rome que les Allemands sont devenus un peuple et un état. »

⁷ Treitschke, T. IV, p. 434.

souhaite une révolution allemande, ce n'est plus pour libérer son pays du joug absolutiste, mais pour donner satisfaction au besoin de révolte et de trouble qui a toujours agité les juifs, et son cosmopolitisme n'est plus la généreuse utopie partagée par les grands hommes d'un siècle qui lui légua sa culture, mais l'œuvre destructrice des nationalités qui est le propre de ces apatrides.

Il est possible, il est même certain, que le fait d'être né juif ait donné à Heine plus qu'à tout autre un besoin d'émancipation. Le ressentiment légitime d'un homme que le seul hasard de naissance a placé dans une condition inférieure, le poussa à chercher tout d'abord à faire éclater le cercle de conventions qui l'étouffait socialement, mais ce ne fut qu'un premier degré, et de là il s'éleva rapidement à l'échelon supérieur : celui de l'émancipation universelle.

Vouloir ramener toute l'histoire de la pensée de Heine à une étroite question de race, c'est donner à son œuvre des proportions mesquines qui ne sont pas les siennes. Il semble faux de voir en elle uniquement l'oscillation de son esprit entre deux influences : sa race sémite et orientale et sa culture occidentale dont tantôt l'une, tantôt l'autre prendrait le dessus, comme le fait J. Nadler.

L'Allemagne nationale-socialiste ne se contenta pas de réfuter ses théories. Elles bannit Heine officiellement de sa littérature.

Hostile à la race dont il était issu, elle le considère comme un des membres les plus représentatifs de celle-ci : agitateur, travaillant à la dissolution du sentiment national, sympathisant avec l'ennemi héréditaire, juif pour tout dire.

Ses œuvres furent en conséquence brûlées sur les places publiques allemandes le 10 mai 1933.

Son nom fut rayé des littératures scolaires. Certaines de ses œuvres cependant, des poèmes en particulier, avaient connu un succès tel qu'ils étaient en quelque sorte passés dans le folklore, ainsi sa « Lorelei » en Rhénanie. Ne pouvant les effacer, les nazis les firent paraître comme venant d'un auteur inconnu, avec trois étoiles comme signature.

Dans l'enseignement supérieur où l'on ne pouvait taire son nom, on lui fit une place aussi restreinte que possible et il fut présenté sous un jour assez particulier, même dans un ouvrage comme l'histoire de la littérature de Nadler.

« Bien que né en Allemagne, bien que redevable à l'éducation allemande de sa culture et de ses richesses intellectuelles les plus précieuses, bien que doué de la plus fine compréhension pour la poésie allemande, Heine demeurait dans son être intime, dans sa nature d'artiste, anti-allemand des pieds à la tête. »¹

Ce sentiment semble avoir été celui des allemands de tous temps en présence des œuvres de Heine. Son libéralisme, son cosmopolitisme sont étrangers à leur pensée ; sa manière d'écrire elle-même, ils ne la reconnaissent pas. « Il possédait, écrit Treitschke, ce que les juifs ont de commun avec les français, le charme du vice qui, un instant, fait paraître séduisant même le vil et le rebutant, l'habileté qui avec des

¹ Nietzsche : *H. Heine als Dichter und Mensch*, Berlin, 1895, p. 132. Cité par H. Lichtenberger, *H. Heine*, penseur, p. 221.

« Riens » sait encore composer une phrase harmonieuse et avant tout, cet esprit stérile, condamné si souvent par Goethe et qui joue avec les choses sans les dominer. Tout cela était foncièrement anti-allemand. »¹ Surtout en politique, Heine paraît avoir été beaucoup plus proche de nous que de ses compatriotes. D'ailleurs, bien des français l'ont reconnu comme étant un des leurs. Il suffit de relever au hasard certains passages le concernant, écrits par ses contemporains ou dans les années qui suivirent sa mort pour s'en convaincre.

« Il est en même temps le plus parisien et le plus moderne des hommes. »²

« Heine fut un allemand épris d'idées françaises, voire à demi française. »³

« Bien qu'allemand de naissance, juif de race et luthérien de confession, Heine fut avant tout français et même « gaulois ». »⁴

Le succès obtenu par Heine à l'étranger fut considérable. Au point de vue politique, dans l'ensemble, la critique française a plutôt insisté sur la partie négative de son œuvre. On a surtout vu en lui le révolutionnaire qui cherche à faire tomber les derniers vestiges de l'ancien régime. En Angleterre, il est principalement le brillant franc-tireur de la lutte pour l'indépendance. « Liberté ! était pour Heine synonyme de « en avant ! », c'était son cri de guerre lors de toutes ses attaques, brillantes sinon toujours cohérentes. »⁵ Il est surtout le combattant.

Ces deux aspects ne sont pas exclusifs ; Heine est à la fois l'un et l'autre, mais pour avoir de sa personnalité politique un tableau complet, il faut en ajouter un troisième : celui du penseur qui sut s'élever au-dessus des conventions établies, dominer les partis et les frontières pour rechercher le bonheur de l'humanité entière.

Dunois écrivait que la gloire de Heine est d'avoir éternisé le momentané. Il nous apparaît bien plus grand encore par ce qui, dans son œuvre, échappe au cadre stricte d'une époque. S'il est des auteurs qui ont « vieilli », Heine n'est certainement pas du nombre, peut-être parce qu'il écrivait sous l'impulsion de sentiments qui sont de tous les temps.

Défense de la liberté individuelle, conflits sociaux à résoudre, paix à consolider, autant de problèmes qui semblent devoir se poser éternellement. Les données varient au cours de l'évolution, mais le fond de la question reste identique. Heine les a envisagés avec intelligence, compréhension et bon sens.

Au-delà des aspects changeants de l'actualité, il a su reconnaître le problème immuable dont les autres ne sont que les faces différentes : le bonheur de l'humanité. C'est celui qu'il propose comme fin à l'activité humaine quelle qu'elle soit et à l'activité politique en particulier. C'est pourquoi il fut libéral, socialiste, pacifiste et cosmopolite.

¹ Treitschke, T. IV, p. 423.

² Théodore de Banville : *Mes Souvenirs*, p. 441.

³ A. Dunois, Henri Heine, p. 68.

⁴ Consult-Amiot. Cité par P. Kieft thèse, p. 43.

⁵ Scharp. Cité par P. Kieft, thèse, p. 55.

Biographie

Christian Johann Heinrich Heine naquit à Dusseldorf, le 3 décembre 1797, d'une famille juive. Son père, commerçant, ancien fournisseur aux armées, était un personnage effacé. Par contre, sa mère, Betty van Geldern, fille de médecin, était une femme intelligente et énergique. Instruite, nourrie des idées philosophiques du XVIII^e siècle, admiratrice de Rousseau, elle offrait ce mélange de rationalisme et de sensibilité que nous retrouvons chez son fils.

La ville de Dusseldorf devint en 1806 capitale du duché de Berg, cédé à Napoléon qui le donna à son beau-frère Murat.

Heine, destiné à devenir fonctionnaire, commença ses études au collège français de Dusseldorf.

En 1814, le pays Rhénan devint province prussienne. Le jeune Heine dut renoncer à la carrière rêvée. Il fut placé dans un comptoir de commerce à Francfort où il resta 15 jours, dit-il, deux ans selon un autre témoignage.

Ensuite, son oncle, Salomon Heine, riche banquier à Hambourg, le mit à la tête d'une maison de commission qui liquida peu de temps après.

En 1819, nous retrouvons Heine étudiant en droit à Bonn où il connut Arndt et suivit les cours de littérature de Wilhelm Schlegel.

Puis il commença un semestre à Goettingue, mais avant que celui-ci ne soit expiré, il reçut son congé sous la forme du *consilium abeundi*, « pour avoir transgressé les règlements sur le duel ».

Il se rendit à Berlin en avril 1821 et il y suivit en particulier les cours de Hegel.

Admis au salon de Rachel Varnhagen il fut mis en contact avec les écrivains célèbres du groupe romantique : Fouqué, Chamisso, Schleiermacher ; il entra en correspondance avec Immermann.

Sous les auspices de Varnhagen von Ense ¹, il publia, en 1822, son premier recueil de poésies qui forma plus tard, sous le titre de « Junge Leiden » (Jeunes souffrances), la première partie du Livre des Chants.

L'année suivante parurent les tragédies Almanzor et Ratcliff accompagnées d'un intermède lyrique.

Les poésies du retour (Heimkehr), 1823-1824, qui formèrent la troisième partie du « Buch der Lieder », datent d'un voyage à Lunebourg (où sa famille était établie) et à Hambourg.

Deux séjours qu'il fit dans l'île de Norderney en 1825-1826, donnèrent lieu aux deux cycles de « La mer du Nord » qui terminent le Livre des Chants.

Heine retourna à Goettingue en janvier 1824. Espérant s'ouvrir l'accès des fonctions publiques il se convertit au protestantisme et se fit baptiser le 28 juin 1825, en l'église de Heiligenstadt, près de Goettingue. (Cette conversion ne devait lui être d'aucune utilité. Elle ne désarma pas les ennemis que lui fit bientôt la publication des « Reisebilder » et elle lui fut reprochée par ses anciens coréligionnaires.)

¹ Ancien diplomate et homme de lettres. Rachel Varnhagen, son épouse, réunissait dans son salon les célébrités de la capitale.

Les deux premières parties des « Reisebilder » (Tableaux de voyages) furent publiées en 1826-1827. Elles comprenaient : Le voyage dans la Harz, la mer du Nord, le livre du Tambour Legrand et les lettres de Berlin.

Entre 1827 et 1829, Heine fit une série de voyages dont les récits formèrent peu à peu les dernières parties des « Reisebilder ». Il alla d'abord à Londres. Puis, après un séjour à Munich où il collabora aux Annales Politiques, il visita les principales villes de l'Italie du Nord. En 1829, de retour en Allemagne, il séjourna à Hambourg, Lunebourg, Berlin, Heli-golande. C'est là que lui parvinrent les échos de l'insurrection parisienne.

Ayant fait, sans résultats, un essai au barreau, déçu dans son espoir de se voir attribuer une chaire universitaire à Munich, il accepta une proposition de l'éditeur Cotta, qui devait lui permettre de vivre à Paris.

Il devint correspondant de la Gazette d'Augsbourg. (Augsburger Allgemeine Zeitung) et arriva dans la capitale française en mai 1831.

Il y trouva bon accueil dans les milieux littéraires et artistiques où il connut les notabilités de l'époque.

Avec l'aide de G. de Nerval et de Saint-René-Taillandier il traduisit certaines parties des Reisebilder qui parurent dans la Revue des deux Mondes.

En 1832, il fit paraître simultanément à Hambourg et à Paris « Franzoesische Zustaende », « De la France ».

« De l'Allemagne », écrit pour la Revue des deux Mondes parut en 1834 et ne fut traduit en allemand que par la suite, en 1835.

Puis ce furent : « Le salon », (1834-1837) ; certains passages des « Mémoires » ; « Les nuits florentines » qui constituent la fin des « Reisebilder » ; « Histoire de la philosophie en Allemagne » ; « L'école romantique ».

Considéré comme chef de « La Jeune Allemagne », il fut compris dans les décrets de la Diète Fédérale qui poursuivait les écrits émanant d'auteurs faisant partie de ce mouvement (1835). La publication et la vente de « tous ses écrits présents et à venir » furent interdites sur tous les territoires de la Sainte-Alliance. Heine répondit à ces décrets par une lettre ouverte adressée à « la Haute Diète de la Confédération Germanique », insérée au *Journal des Débats* le 30 janvier 1836. (Lettre fort critiquée).

Le 31 août 1841, il épousa une française, Crescence Mirat, vivant avec lui depuis 1834 et dont il voulait assurer l'avenir, quelle que soit l'issue d'un duel qui devait l'opposer à M. Straus, le 7 septembre suivant.¹

De 1832 à 1839 différents écrits avaient paru sous le titre de « Verschiedene » (Divers).

En 1840, Heine reprit un roman commencé à Goettingue en 1824 et dont le manuscrit fut en grande partie brûlé lors de l'incendie de Hambourg qui ravagea la maison de sa mère : « Rabbi von Bacherach ». La même année il fit paraître un pamphlet sur « Boerne ».²

¹ Straus : second mari de l'amie de Boerne, Mme Wohl-Straus.

Il demanda à Heine « réparation pour l'offense faite à sa femme ». Il s'agissait du pamphlet « Boerne » (1840), dans lequel Heine fait allusion à Mme Wohl.

² Boerne : émigré allemand vivant à Paris, chef du mouvement républicain allemand.

En 1841, un séjour à Cauterets lui donna l'idée d'un poème satirique qui fut publié l'année suivante : « Atta Troll ».

1843. D'un voyage qu'il fit à Hambourg après treize ans d'absence, il ramena : « Germania, conte d'hiver ».

Entre 1839 et 1846 furent composés les « Zeitgedichte », (Poèmes de circonstances).

1845 : Un mandat d'arrêt fut lancé contre lui par le roi de Prusse. L'accès de l'Allemagne lui était définitivement interdit.

1848 « La Revue Rétrospective » de J. Tascherau qui avait à sa disposition les archives secrètes des ministères publia la liste des fonds secrets distribués par le pouvoir déchu. Heine, comme beaucoup d'émigrés, recevait du gouvernement français une pension de 4.800 francs par an. Ses ennemis l'accusèrent aussitôt d'être à la solde du gouvernement français. La Gazette d'Augsbourg, voulant atténuer l'effet produit par cette révélation, écrivit maladroitement que « Heine en tous cas, n'a pas reçu de pension pour ce qu'il a écrit, tout au plus pour ce qu'il n'a pas écrit. »

Dans l'édition du 23 mai 1948 du même journal, Heine publia une explication officielle : cette pension est « une parcelle de la grande aumône du peuple de France aux émigrés ».

En février 1848, la révolution éclata à Paris. A partir du mois de mai de la même année, Heine resta cloué sur son lit de douleur par une maladie à laquelle on attribue aujourd'hui une origine nerveuse et dont il avait subi les premières atteintes dès 1841. Mais ses facultés intellectuelles restèrent intactes ainsi que son activité littéraire.

En 1848 parut sous forme de recueil intitulé « Lutèce » une série de correspondances écrites pour l'Allgemeine Zeitung entre 1841 et 1848.

De 1850 à 1856 ce furent « Romanzero » et le derniers poèmes qui constituèrent les « Lamentations », « le cycle de Lazare », « les Mélodies Hébraïques ». (Heine, malade, était revenu à la religion de ses pères et cette conversion a marqué ses dernières œuvres.)

Atteint de paralysie progressive, presque aveugle, le poète continua à revoir ses œuvres et leur traduction en vue d'une nouvelle édition complète.

Il mourut le 17 février 1856, ayant conservé, jusqu'à la fin, son entière lucidité.

Selon le vœu qu'il avait exprimé, il fut inhumé au cimetière Montmartre.

SOURCES

1. OUVRAGES TRADUITS.

- « Reisebilder » (Tableaux de voyage), (1827), Paris, Renduel. 2 vol.
« Franzoesische Zustaende » (De la France), (1832). Paris, Renduel, 1833.
« De l'Allemagne », (1834). Paris, Renduel, 1835, 2 vol.
Poèmes et légendes. Atta Troll (1841). L'Intermezzo. La mer du Nord. Nocturnes. Feuilles volantes. Germania, conte d'hiver (1844). Romancero. Le Livre de Lazare. Paris, Calmann Lévy, 1885, in-18, 329 p.
Poésies inédites par Henri Heine. Paris, Calmann Lévy, 1848, in-18, 438 p.
« De tout un peu par Henri Heine ». Lettres de Berlin, Morceaux de critique. Mélanges. Des Pyrénées. Paris, Michel Lévy frères, 1867, in-18, 380 p.
« Allemands et Français ». De la noblesse allemande. Lettres écrites de Normandie. La pension de Heine et sa prétendue naturalisation en France. Kahldorf. Le miroir des Souabes. Salon de 1831. Mirabeau et la Révolution. Les Journées de Juillet. Salon de 1832. Réforme des prisons et législation pénale. Testaments de Henri Heine. Paris, Calmann Lévy, 1882, in-18, 345 p.
« Lutèce ». Lettres sur la vie politique, artistique et sociale de la France par Henri Heine. Paris, Calmann Lévy, 1892, in-18, 420 p.
« Satires et portraits par Henri Heine ». Louis Boerne. Le dénonciateur. De la Pologne. Louis Marcus. M. Victor Cousin. Paris, Calmann Lévy, 1885, in-18, 329 p.
Correspondances inédites par Henri Heine. Paris, Michel Lévy frères, 3 vol. in-18. Première série 1866. Deuxième série 1867. Troisième série 1877.
Mémoires de Heine Heine (Traduction de J. Bourdeau). Paris, Calmann Lévy, 1884 in-16, 143 p.

2. TEXTE ORIGINAL.

- Heinrich Heine saemmtliche Werke. Herausgegeben von Ernst Elster Kritisch durchgesehene und erlaeuterte Ausgabe. Leipzig und Wien, Bibliographisches Institut, 7 vol. in-8. Meyers Klassiker Ausgaben (1887-1890).
Heine Heinrich. Saemmtliche Werke. Hamburg, Hoffmann und Campe, 1885. 13 vol. in-8.
Briefe von Staegemann, Metternich, Heine und Bettina von Arnim ; Nebst Briefen, Anmerkungen und Notizen von Varnhagen von Ense. Leipzig, Brockhaus, 1865, in-8.

BIBLIOGRAPHIE

- Audebrand (Philibert). Petits mémoires du XIX^e siècle. Paris, Calmann Lévy, 1892.
Banville (Théodore de). Mes souvenirs. Paris, Charpentier, 1883.
Barbey d'Aurevilly. XIX^e siècle. Les œuvres et les hommes. Paris, Lemerre.
Bernard (Victor). Henri Heine. Paris, Grasset, 1946.
Bouglé (C.). Chez les prophètes socialistes. Paris, Alcan, 1918.
Bourget (Paul). Etudes et portraits : III. Sociologie et littérature. Paris, Plon-Nourrit, 1906.
Caro. Nouvelles études morales sur le temps présent : Lamennais et H. Heine d'après leur correspondance. Paris, 1879.
Caro. Les deux Allemagne. Mme de Staël et Henri Heine. Revue des Deux-Mondes. 1^{er} novembre 1871.
Clark (Margaret). Heine et la monarchie de Juillet. Paris, Thèse Lettres, 1927.
Dunois (Amédée). Henri Heine (Portraits d'hier). Paris, Janvier 1911.
Dürkheim (Emile). Le socialisme. Paris, Alcan, 1928.
Faguet (Emile). Propos littéraires. Paris, Lecène et Oudin.
Fejto (François). Henri Heine. Liège, Maréchal, 1946.
Gauthiez (Pierre). Henri Heine. Paris, 1913.
Hennequin (Emile). Etudes de critique scientifique. Ecrivains francisés. Paris, Perrin, 1889.
Jaubert (Mme). Souvenirs. Lettres et correspondances. Paris, J. Hetzel, 1881.
Kieft (Pieter). Heinrich Heine in Westeuropäischer Beurteilung. Seine Kritiker in Frankreich, England und Holland. Amsterdam, Thèse Lettres, 1938.
Legras (Jules). Henri Heine poète. Paris, Thèse Lettres, 1897.
Leroy-Beaulieu. Les juifs et l'antisémitisme. Le génie juif et l'esprit juif. Revue des Deux-Mondes. 15 décembre 1892.
Lévy-Brühl. L'Allemagne depuis Leibniz. Essai sur le développement de la conscience nationale en Allemagne. (1700-1848). Paris, Hachette, 1890.
Lichtenberger (Henri). Henri Heine penseur. Paris, Alcan, 1905.
Montégut (E.). Henri Heine, esquisse littéraire. Revue des Deux Mondes. 15 mai 1884.
Mücke (Georg). Heinrich Heines Beziehungen zum deutschen Mittelalter. Inaugural Dissertation. Berlin, A. Duncker, 1908.
Nerval (Gérard de). Les poésies de Henri Heine. Revue des Deux Mondes. 16 juillet 1848. 15 septembre 1848.
Ott (Barthélémy). La querelle Heine et Börne. Contribution à l'étude des idées politiques et sociales en Allemagne de 1830 à 1848. Lille, Thèse Lettres, 1935.
Quinet (Edgard). Poètes allemands. Henri Heine. Revue des Deux Mondes. 15 février 1834.
Rahmelow (Werner). Zu den Anfängen des Feuilletonistischen Stiles. (Untersuchungen an Heine). Hamburg, Schimkus, 1936. Fribourg en Brisgau, Thèse Lettres.
Ras (Gérard). Börne und Heine als politische Schriftsteller. Amsterdam, Thèse Lettres, 1926.
Saint-René-Taillandier. Henri Heine, sa vie et ses écrits. Revue des Deux Mondes. 1^{er} avril 1852.
Spenlé. La pensée allemande. Paris, Armand Colin, 1939.
Stern. Profession de foi politique de deux poètes. MM. Freiligrath et H. Heine. Revue des Deux Mondes. 1^{er} décembre 1884.
Strodtmann. Heinrich Heines Leben und Werke. Hamburg, Hoffmann und Campe 1884.
Suarès (André). Pour un portrait de Henri Heine. « Fontaine », avril 1946.
Valbert (G.). Henri Heine et ses derniers biographes allemands. Revue des Deux Mondes. 1^{er} avril 1886.
Van Eck (D.). Napoleon im Spiegel der Goetheschen und der Heineschen Dichtung. Amsterdam, Thèse Lettres, 1933.
Vermeil (Edmond). Henri Heine (Ses vues sur l'Allemagne et les révolutions européennes). Paris, Editions sociales internationales, 1939.

HISTOIRE

1. OUVRAGES FRANÇAIS.

Seignobos (Ch.). Histoire politique de l'Europe contemporaine. Evolution des partis et des formes politiques. 1814-1896. Paris, Colin, 1897.

2. OUVRAGES ALLEMANDS.

Lamprecht (Karl). Deutsche Geschichte. 4 Aufl. Freiburg i. Breisgau, Heyfelder, 1906, tome X.

Treitschke (Heinrich von). Deutsche Geschichte im neunzehnten Jahrhundert. Leipzig, tome IV.

HISTOIRE DE LA LITTERATURE

1. OUVRAGES FRANÇAIS.

Bossert (A.). Histoire de la littérature allemande. Paris, Hachette, 1907.

Petit de Julleville. Histoire de la langue et de la littérature française des origines à 1900. Paris, 1897, tome VII.

Saint-René-Taillandier. Histoire de la « Jeune Allemagne ». Paris, A. Franck, 1848.

2. OUVRAGES ALLEMANDS.

Grisebach (Eduard). Die deutsche Literatur seit 1770. Berlin, Lehmann, 1887.

Hillebrand (Josef). Die deutsche Nationalliteratur im XVIII. und XIX. Jahrhundert. Gotha, Friedrich Andreas Perthes 1875, tome III.

Nadler (Josef). Literaturgeschichte des deutschen Volkes. Berlin, im Propyläen-Verlag, 1938, tome III.

Scherer (Wilhelm). Geschichte des deutschen Literatur 16 Aufl. Berlin, Weidmann, 1927.

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	7
INTRODUCTION. — L'Allemagne au début du XIX ^e siècle	9
CHAPITRE I. — Heine et les Révolutions	19
I. Heine et la Révolution française de 1789.....	21
II. Hypothèses au sujet d'une éventuelle révolution allemande..	24
CHAPITRE II. — Politique intérieure (1)	
I. Organisation sociale	27
II. Heine et les différentes formes de gouvernement :	
Monarchie absolue	33
Monarchie constitutionnelle	34
République	38
(Conclusions)	40
CHAPITRE III. — Heine et l'Empire français	45
CHAPITRE IV. — Heine en face du problème social.	
I. Etat des doctrines socialistes vers 1830	49
II. Heine et le saint-simonisme	52
III. Heine et les communistes	61
CHAPITRE V. — Politique extérieure.	
I. Lutte contre le nationalisme. Cosmopolitisme	67
II. Opposition à la Prusse	73
Opposition à l'Angleterre	74
Opposition à la Russie	77
III. Rapprochement franco-allemand	78
CHAPITRE VI.	
I. Réflexions sur la politique de Heine	83
II. Influence des œuvres de Heine	87
BIOGRAPHIE	92
SOURCES	95
BIBLIOGRAPHIE	96

(1) L'attitude de Heine à l'égard des différentes formes de gouvernement expliquant en grande partie celle qu'il adopte à l'égard de l'Empire, il semble nécessaire d'intervertir l'ordre normal des chapitres II et III.

